



2021

RAPPORT D'ORIENTATION

**POUR UNE RÉPUBLIQUE
ÉCOLOGIQUE**

LE THINK & DO TANK DE LA
TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**Groupe de réflexions sociales et politiques
(Fondé en 2010)**

Le rapport annuel d'orientation du PRé se veut à la fois analytique, stratégique et propositionnel.

Il dit l'essentiel de ce que le PRé a pensé, soumis à la réflexion, durant l'année écoulée, ce qu'il entend approfondir, réorienter et entreprendre pour les deux ans à venir, afin de relever le défi de la ***Transition écologique et énergétique*** et promouvoir un nouveau paradigme écologique ET social conjuguant République et écologie.

Il n'est pas figé et est sans cesse réinterrogé. Dans un esprit qui n'a pas changé depuis sa création en 2010 : loin de toute enregimentation, mais de coopération, de co-construction, de convivialité et de liberté critique entre les membres, avec les sympathisants, les Amis du PRé, les contributeurs et les membres du conseil scientifique.

RAPPORT D'ORIENTATION 2021 DU PRÉ

(Version intégrale)

Présenté par Jacques Lemerrier, président

- I- LE CIEL SE DEGAGE : VERS UNE EUROPE EUROPEENNE, ECOLOGIQUE ET DEMOCRATIQUE ? p 6
 - Un paysage mondial démocratique détérioré, p 6
 - La « démocratie » et le modèle autoritaire ont le vent en poupe
 - La démocratie n'est pas une donnée naturelle
 - Le nombre d'Européens ayant confiance dans l'UE progresse, p 11
 - Protéger les ambitions du *Pacte vert européen*
 - Des axes de réformes nécessaires
 - Le besoin d'un nouveau récit européen, p 13
 - Le *Moment* européen
 - La présidence française
- II- GOUVERNER LA TRANSITION ECOLOGIQUE & ENERGETIQUE, p 16
 - L'écueil communicationnel, p 18
 - L'heuristique de la peur : une stratégie efficace ?
 - Parler du seul CO₂ est contre-productif
 - La transition passe par un plan d'économies énergétiques, de développement des renouvelables et du maintien d'une part de nucléaire, p 23
 - Le *Haut Conseil pour le Climat* appelle la France à accélérer ses efforts et renforcer ses objectifs
 - Réajuster le PSN de la France
 - La planification : un outil pour gouverner la transition, p 28
 - Transitionner en maintenant une cohésion sociale
 - La transition induit un choix de société
- III- INVENTER UNE DEMOCRATIE CONTINUE, p 41
 - La promesse démocratique, p 41
 - La démocratie n'est pas un élément d'un processus historique global
 - La démocratie est une gageure
 - L'abstention : marqueur de l'aquoibonisme des Français, p 42
 - Faire reculer l'abstention
 - Peut-on se passer de réformes institutionnelles ?
 - La démocratie française ne peut pas se réduire à la seule élection présidentielle, p 45
 - Une arme de démocratisation continue massive
 - L'autogestion est-elle de notre temps ?
- IV- SUR LA TERRE, p 50
 - L'empire du confusionnisme, p 52
 - Au commencement était Sarkozy
 - Décomposition-recomposition du paysage politique
 - Cherche Proudhon désespérément, p 67
 - Pour une écologie *pragmatiste*
 - La campagne présidentielle 2022 ne s'annonce pas folichonne
 - Le pari social-écologiste, p 74
 - Du bon usage de l'utopie
 - Partir des individus réels

A Gilles SOHM

« Pourquoi devrais-je consacrer ce qui me reste de courage et d'énergie, sans parler de mon temps, à écrire sur les déprédations écologiques, alors qu'il suffit à toute personne moyennement intelligente de se pencher par la fenêtre pour constater, hormis en de très rares lieux, à quel point nous avons souillé notre nid ? Cette perception est parfois insupportable à certains d'entre nous, comme si nous étions condamnés à porter durant toute notre vie le pesant et répugnant havresac de ce savoir. Cette prise de conscience peut très bien entamer notre bonheur, troubler notre sommeil et nos mariages, gâcher nos promenades quotidiennes et jusqu'à la grâce éphémère d'une réalité implacable. Ce savoir se résume toujours dans la dureté de "ce qui est" comparé à "ce qui aurait pu être". »

Jim Harrison (1)

Les optimistes considèrent qu'il y a un vrai changement de paradigme en cours. Les pessimistes disent que « le naturel va revenir au galop » une fois la crise passée. Devant l'agressivité du Coronavirus, la priorité à la santé et à la science n'a pas été discutée. La santé est une question tellement importante que des chercheurs en science politique y voient un indicateur de la réussite d'une société. Des économistes soutiennent que l'espérance de vie et la bonne santé doivent devenir nos boussoles communes dans ce nouveau siècle, permettant de nous orienter les yeux grands ouverts dans un monde où bien-être humain et vitalité des écosystèmes sont irrémédiablement entremêlés et projetés ensemble à toute allure dans une spirale de plus en plus infernale qu'il faut inverser. Qu'est-ce qu'aspérer à un peu de prospérité aujourd'hui, au plan économique et social, mais aussi du bonheur de vivre, si ce n'est faire le choix de se donner les moyens de garantir la poursuite de l'aventure humaine ? Alors pourquoi est-il si difficile de réorienter nos systèmes économiques, pourquoi cela prend tant de temps pour modifier nos modes de production et de consommation, pour donner un sens partagé à la transition écologique & énergétique ? Une transition dont on sent bien qu'elle ne peut être que collective et individuelle, que relationnelle et personnelle, qu'écologique et biologique. Pas l'une ou l'autre, mais combinée ensemble, gouvernées stratégiquement par l'Etat qui devrait être le mécano des financements nécessaires, le garant de son évaluation et de sa mise en œuvre de manière déconcentrée au niveau des territoires, ne serait-ce qu'au regard des énergies renouvelables par nature territorialisées, à petite échelle, mais aussi d'une demande citoyenne de plus en plus forte dans ce sens.

Il est urgent de retrouver un sens à l'activité humaine, aux antipodes d'indicateurs économiques qui ne sont plus adaptés à la situation planétaire, pour le moins très incomplets et qui ne disent surtout plus rien à personne : la bonne santé a le pouvoir d'apaiser, de guérir, de réparer, et donc de permettre d'envisager l'avenir. De faire espérer. Et si cette crise permettait d'accorder davantage d'attention non seulement aux questions de santé, mais aussi à l'égal accès au système de soins ? En France, ce sont plus particulièrement les capacités d'accueil et la répartition géographique, l'organisation du système de santé lui-même, qui sont

interrogés, tout comme la question des ressources humaines nécessaires, des moyens à mettre sur la recherche, la prévention et la promotion de la santé. Force est de remarquer que dans l'hexagone ces questions sont structurellement sous-dé debates lors des consultations politiques. Et ce n'est sans doute pas la prochaine campagne pour la présidentielle 2022 qui, telle qu'elle se profile, démentira ce constat.

Or, comme il existe désormais un lien chaque jour plus étroit entre questions sanitaires et questions écologiques, ainsi que le montrent de plus en plus de chercheurs, **cette crise sanitaire pourrait nous aider à progresser vers des sociétés plus soucieuses de la préservation de leur environnement et de la « biodiversité », c'est-à-dire, autrement mieux dit, de la diversité de la vie, et donc des humains eux-mêmes. Plus soucieuse de la cura (autrement mieux dit que le « care »), de l'attention à l'autre, pas seulement dans une approche philosophique du soin dans son acception large, mais aussi pratique, politique. On pouvait penser que l'écologie porterait la santé. C'est peut-être l'inverse qui va se passer demain.**

Car la crise climatique & énergétique n'a pas disparue avec la Covid. Toutes les solutions sont là, mais c'est comme si on faisait le choix de ne pas lutter contre le dérèglement climatique, se contentant juste d'empiler des rapports et des discours sans grands effets, sans jamais s'attaquer vraiment à la racine du problème, en baissant pavillon devant les irréversibilités écologiques. Le risque d'une intensification et d'une multiplication d'épisodes extrêmes, caniculaires, de sécheresse, de précipitations, de gel, d'ouragans, est non seulement réel, mais déjà là.

En Europe, l'été 2021 se présente comme l'été le plus chaud jamais enregistré, selon le service européen sur le changement climatique Copernicus, avec des records en Sicile (48,8 °C) et en Espagne (47 °C) et des incendies ravageuses en Italie, Grèce et Turquie. Avec également des précipitations inouïes en Allemagne et en Belgique et des inondations ayant causé plus de 200 morts et sans doute des milliards d'Euros de dégâts. Des océans dont on n'a pas encore mesuré combien ils sont dévastés par le dérèglement climatique, les déchets, les micro-plastiques et toutes les autres pollutions engendrées par les activités humaines, risquant de priver cette même humanité de tout espoir d'une « alimentation bleue », d'une source d'alimentation complémentaire, voire alternative.

Et que dire du risque de pénurie d'eau qui pourrait passer d'un continent l'autre ?

Le désastreux serait d'en rester à la déploration et de se laisser piéger par le fatalisme et un engourdissement général. Le dérèglement climatique, qui embrase tout, la Terre, mais aussi nos certitudes, qui abrase la volonté des Hommes, ne doit pas nous condamner à l'immobilisme ou à l'attentisme suicidaire, mais doit être affronté en considérant également, et le fait démographique et les possibilités nouvelles d'existence.

L'humanité est-elle capable de se faire violence et d'accepter de se confronter à l'imprévisibilité du temps ? Comme à l'idée merleau-pontienne que l'engagement est susceptible de s'abîmer dans l'erreur ? Quoi qu'elle fasse, ce ne peut être que dans le risque. Nous sommes en réalité à un moment de confusions extrêmes mais aussi de possibles qui nécessite plus que jamais de savoir renouer, avec le "collectionneur d'étincelles", "chiffonnier de l'histoire" que fut **Walter Benjamin** (2), entre passé, présent et avenir.

Avec le phénomène de la globalisation, le temps s'est comme rétracté, tandis que l'espace s'est ouvert ; aujourd'hui, on a l'impression que le temps se rétracte de plus en plus, mais que l'espace se ferme.

I- LE CIEL SE DEGAGE : VERS UNE EUROPE EUROPEENNE, ECOLOGIQUE ET DEMOCRATIQUE ?

L'actuelle crise sanitaire et climatique est aussi une crise des effets de la globalisation, de l'extension des échanges, de la fluidité tous azimuts, des dérégulations successives, et des conséquences des modalités actuelles de l'exploitation de la nature qui provoquent des dommages irréversibles au système écologique planétaire et mettent en péril l'existence même de l'espèce humaine. Ce qu'il y a de nouveau, ou ce que l'on perçoit mieux, s'agissant du dérèglement climatique, c'est que son impact est de plus en plus tangible sur les conflits et les tensions géopolitiques, aussi bien dans certains pays d'Afrique qu'en Amérique centrale et, par ricochet, sur les autres continents.

Il faut prendre conscience dans le même temps que nous sommes de moins en moins à l'abri d'autres crises pandémiques : nous avons eu celle du virus A (H1N1) en 2009 et songeons que le seul XXe siècle en a connu 3 : la grippe espagnole (50-100 millions), la grippe asiatique dite de Singapour en 1957 (2 millions de morts) et la grippe de Hong-Kong en 1968 (4 millions de morts). Il va falloir repenser tout notre système d'alimentation.

S'il n'y avait que cela : les risques de conflits armés (déjà là par endroits) liés aux crises consécutives à la raréfaction des ressources énergétiques, minérales et alimentaires, aux revendications territoriales, les risques liés à une tendance à la tribalisation dans certaines régions du monde qui voit des ensembles politiques éclater, les risques liés au développement de la violence du faible au fort, etc. ; et, sur un plan géopolitique, les risques liés aux conséquences des rivalités économiques, des tensions diplomatiques et militaires qui s'élargissent dans le monde, avec leur lot de guerre cyber. En Europe, le risque (certain) inflationniste, alors qu'aux Etats-Unis, l'inflation semble s'installer pour durer...

On a pu croire que l'Europe se détachait (négativement) du reste du monde.

Outre Atlantique, on parlait volontiers de la « vieille Europe » avec beaucoup de condescendance et de (fausse) commisération, affichant ses attentions vers le monde asiatique. Ou encore comme d'un musée à ciel ouvert... Aujourd'hui, l'Europe est de nouveau sur le devant de la scène pour le meilleur et parfois pour le pire. Pour le meilleur avec sa gestion de la Covid et son plan de relance économique et social. Pour le pire, en étant à son tour touchée par la lame de fond autoritaire que l'on peut observer depuis des années, doublée ici ou là de discours démagogiques qui semblent bourgeonner un peu partout dans le monde et bouturer en Europe. Et qui sapent les fondements de nos sociétés.

Cela est difficile à admettre, mais la démocratie ne semble plus avoir le vent en poupe.

Un paysage mondial démocratique détérioré

En revanche, la « démocrature », ce système hybride qui se répand de la Russie au Venezuela, en passant par la Turquie, des pays d'Asie centrale et le Brésil, incontestablement oui. Mêlant des éléments de démocratie (comme la tenue d'élections) et ce que la philosophe **Renée Fregosi** (3) nomme le « justicialisme », une forme de populisme qui fait qu'au nom d'un mot d'ordre de "justice", un leader se maintient au pouvoir, mobilise en permanence les foules en lançant l'anathème sur des « élites », qu'il accuse d'avoir trompé le peuple.

La démocrature et le modèle autoritaire ont le vent en poupe

Il se nourrit du sentiment égalitariste des moins instruits, de ceux qui ont le sentiment de n'avoir pas été ménagés par la vie, de n'avoir aucune prise sur les événements et de ne pas être pris en considération. Il prône un idéal de « justice » « *abstrait, immédiat et total* », «

fondé sur un ressentiment profond et diffus », qui s'exprime en deux slogans : « *justice pour le peuple, châtiment des coupables !* »

A la différence des totalitarismes ou des tyrannies classiques, la *démocrature* n'attaque pas de front l'idéal démocratique. Au contraire, elle prétend le réaliser de manière plus authentique, en « *rendant la parole au peuple, bâillonné par les élites* ».

Tandis que les Talibans sont en train de s'emparer de nouveau de l'Afghanistan, le coup d'Etat au Soudan intervenu en septembre 2021, le troisième sur le continent africain en quelques mois, après ceux survenus au Mali et en Guinée, prouve une nouvelle fois que la transition démocratique (hors le cas de la Guinée où, à la faveur d'un coup d'Etat, une junte militaire a remplacé Alpha Condé, premier président guinéen à avoir été élu librement en 2010 qui a cru bon de procéder à un coup de force constitutionnel pour se maintenir au pouvoir), là où elle a été choisie, ne va pas de soi.

Les attaques contre la démocratie et les accès de répression se multiplient ailleurs dans le monde. Certes, le Soudan nous apparaît loin et semble être un abonné aux coups de force, mais cette succession tragique est également de nature à alimenter la fatalité quand ce n'est pas la résignation, et sur place, sur le continent africain, et sur le continent européen.

On peut avancer bien sûr que des mécanismes multiples en sont à l'origine, mais ces coups de butoir illustrent combien la démocratie est en recul dans les pays où elle est fragile, d'ancrage récent.

S'il n'y avait que cela : le phénomène ne se limite pas à l'Afrique et touche les démocraties dites libérales dans le reste du monde, comme si la « *viralité autocratique* » pointée par l'institut V-Dem (un observatoire rattaché à l'université de Göteborg, en Suède), ne concernait pas que les démocraties les plus jeunes, dont le Myanmar (Birmanie) est un exemple des plus marquants avec un épisode militaire qui a stoppé dans le sang, en février dernier, un apprentissage démocratique soutenu pourtant massivement par le peuple birman dans les urnes.

Plus près de nous, la situation dans les Balkans occidentaux ne laisse pas d'inquiéter, exacerbée entre autres par le projet séparatiste du leader nationaliste serbe Milorad Dodik ; elle interroge sur les résultantes des interventions internationales dans l'ex-Yougoslavie, notamment en Bosnie et au Kosovo où les semi-protectorats internationaux mis en place, sous tutelle de l'ONU et de l'Union européenne (UE), avec l'aide de l'OTAN, n'ont toujours pas permis d'accoucher d'institutions démocratiques. Les populations sont repliées plus que jamais sur leur communauté d'origine. De sorte que le dossier Serbe est loin d'être un succès si l'on considère les ambitions de la communauté internationale à l'époque. Les accords de Dayton (1995) et la constitution mise en place, ont certes mis fin à la guerre, mais ont conduit à une quasi institutionnalisation du partage ethnique entre Musulmans, Serbes et Croates, de sorte que la séparation dure au-delà du raisonnable. Elle s'est érigée comme un modèle de gouvernement, s'est muée en séparatisme, multipliant les échelons de pouvoirs cantonaux, régionaux, nationaux, qui ont surtout réussi à se paralyser mutuellement. Quant au Kosovo, force est de reconnaître que la situation n'est guère plus brillante.

Les risques d'un nouvel embrasement en Europe du Sud sont là.

Et si l'on veut bien voir au-delà du continent européen que cette lame de fond autoritaire ébranle aussi des nations pourtant fortes d'une longue tradition de démocratie représentative et de pluralisme politique, comme l'Inde, classée par V-Dem dans la catégorie des « *autocraties électorales* », du fait de la pratique du pouvoir par Narendra Modi, ou bien Hongkong, mis au pas sans ménagement par Pékin, on ne peut que considérer la gravité de la situation.

La démocratie n'est pas une donnée naturelle

Et que dire de ce qui se passe sous nos yeux, au Sud de l'Europe, de l'autre côté de la méditerranée, dans ce pays autrefois considéré comme le « *paradis de la démocratie dans le monde arabe* », qu'est la Tunisie dont on peut se demander ce qu'il a fait des espoirs soulevés par la « révolution » de 2011, au vu du « coup de force » perpétré en juillet 2021 par le président Kaïs Saïed (salué alors par une rue en liesse) afin de s'arroger les pleins pouvoirs pour défaire l'architecture institutionnelle, détricoter apparemment la constitution de 2014, mettre au rancard l'ensemble des contre-pouvoirs et corps intermédiaires ? Jusqu'à sans doute remettre en cause certains principes fondateurs de l'indépendance du pays, s'attaquer à la sécularisation de la Tunisie et à sa « tunisianité » ? On peine à voir surgir du positif pour les Tunisiens de cet autocrate à la rhétorique somme toute assez nationale-populiste qui ne semble penser que par la Charia et qui, tout juste élu en 2019, avait défendu le maintien de l'inégalité en matière d'héritage entre hommes et femmes au nom du Coran, fermant ainsi le chantier ouvert par son prédécesseur Béji Caïd Essebsi (décédé en juillet 2019).

D'autres éléments de détérioration de la démocratie sont là avec la sape des libertés publiques : la mondialisation des échanges, dont on a pu croire à un moment qu'elle contrarierait les régimes autoritaires, se satisfait de la dissémination des moyens de cybersurveillance qui y sont particulièrement déployés et n'empêche aucunement, quand elle ne le favorise pas, le développement d'une répression transnationale exercée par des pays comme la Chine, la Russie, l'Iran, la Turquie ou encore l'Arabie saoudite, y compris dans des havres traditionnels pour opposants et dissidents comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada ou la Suède. Cette détérioration n'épargne pas non plus les piliers les plus anciens de la démocratie libérale. La multiplication des offensives contre les indispensables contre-pouvoirs, qui sont pourtant les garants de son bon fonctionnement, en Europe comme aux Etats-Unis, en témoigne, sans compter les effets dévastateurs, dans ce qu'ils peuvent avoir de négatif, de réseaux pas toujours très sociaux qui y attisent les haines, et qui en vivent économiquement.

A l'épreuve d'une crise de l'ampleur de la pandémie qui a frappé le monde, le principal argument des régimes autoritaires, celui de l'efficacité, s'il n'a pas convaincu à l'extérieur, du moins a pu séduire face aux résultats des démocraties représentatives. La diplomatie sanitaire d'un grand pays comme la Chine, qui n'a jamais été aussi démonstratif dans sa volonté de puissance, marque des points et est révélateur du *Soft power* qu'elle exerce particulièrement en Afrique subsaharienne où elle poursuit patiemment le processus de la *Chinafrique*. Cependant qu'elle va plus avant dans sa stratégie des « nouvelles routes de la soie » terrestres et maritimes, en affichant ses visées sur le numérique, et du côté de l'Arctique, et tout en nouant une nouvelle alliance avec la Russie dans les domaines économiques, commerciaux et militaires.

Les coups de butoir actuels contre la démocratie exigent donc de l'attention, de la lucidité quant à ses faiblesses, et de la vigilance. Comme une forte volonté pour y parer. La démocratie n'est pas une donnée naturelle, elle n'est pas davantage un acquis. Elle est en perpétuelle construction. Elle demeure, plus que jamais, un combat. Elle a des atouts dont il est encore temps de se rendre compte pour peu qu'on la fasse vivre. Le présent ne peut pas continuer à être aussi sourd.

Le nombre d'Européens ayant confiance dans l'UE progresse

D'un certain point de vue, en Europe, l'on pourrait parler sinon, d'un « retour », du moins d'un mouvement de confiance envers l'Europe. Le spécialiste de la communication et des questions européennes, collaborateur scientifique du Earth & Life Institute (Univ. de Louvain) et conseiller au Comité économique et social européen **Thierry Libaert** (4) notait récemment (le 10 déc. 2021) que *« la relation à l'Europe a toujours été complexe tant le décalage peut apparaître important entre un idéal civilisationnel promu par les pères fondateurs et une réalité européenne où ont longtemps prédominé les conceptions strictement économiques. Au moment où l'Europe célèbre le plus discrètement possible le 70ème anniversaire de sa première fondation, la création de la CECA par le traité de Paris, il est possible de s'interroger sur les écueils de communication qui restent à surmonter pour un renouveau de la confiance ».*

L'idée est encore trop répandue que la confiance serait uniquement corrélée à la perception de la proximité. Depuis plus de quinze ans que les données existent, les citoyens européens déclarent globalement avoir davantage confiance dans l'Union Européenne que dans leurs propres institutions. **Au début de 2021, 49 % des Européens ont confiance dans l'Union Européenne contre seulement 36 % envers leur gouvernement.** Ensuite, **loin de se dégrader, la relation de confiance tend à s'améliorer** : entre l'été 2019 et l'hiver 2020, les Européens sont 6 % de plus à faire confiance en l'Europe, ce qui représente le niveau le plus élevé depuis 2008. Alors que la méfiance envers les gouvernements nationaux augmentait de 4 points (2019-2020), celle envers l'Union Européenne baissait de 5 points. Un indice de ce renouveau peut être trouvé dans le taux d'abstention aux élections européennes de 2019, le plus faible depuis 1994 avec un taux de participation en hausse de 8 % depuis la précédente élection de 2014 dans l'ensemble de l'Union Européenne et pour la France.

Il reste que la France n'est sans doute pas le pays qui a le plus confiance en l'Europe, il faudra voir les prochaines données du Baromètre européen, mais on pressent qu'elle se situe dans les pays qui ont le moins confiance. Quatre facteurs récents permettent cependant d'être optimiste. Les sujets européens commencent à être davantage visibles sur la scène médiatique française et en passe d'être mieux perçus par les Français. Ensuite, l'Union Européenne conditionne désormais les aides qu'elle peut octroyer au travers de ses fonds structurels à l'information des citoyens portant sur l'origine des financements et, ainsi, pour mieux faire connaître le rôle de l'UE dans les investissements territoriaux.

L'UE a également compris que pour retrouver la confiance, elle devait davantage communiquer sur les préoccupations quotidiennes des citoyens. Par ses directives sur la qualité de l'air – et la condamnation de la France à une amende de 10 millions d'Euros pour non-respect des normes européennes en août 2021 – par ses initiatives pour promouvoir une consommation plus durable et des produits plus réparables, l'Europe démontre (enfin) sa capacité d'écoute du quotidien et rompt ainsi avec l'image qu'elle a pu avoir après la crise des *subprimes* en 2008 avec le reproche de privilégier exclusivement la sauvegarde des grands intérêts financiers. Enfin, et sans qu'il soit possible d'en mesurer précisément l'impact, il est vraisemblable que le *Brexit*, en ce qu'il aura révélé des conséquences négatives de sortie de l'Union pour un Etat, en ce qu'il aura discrédité la parole eurosceptique et le processus de désinformation au cœur de son discours, aura (durablement ?) stoppé le mouvement de défiance populiste envers l'Union Européenne.

Protéger les ambitions du Pacte vert européen

Des enseignements peuvent être tirés du côté de pays scandinaves comme la Suède qui a prouvé qu'une « taxe carbone » (introduite en 1991) pouvait tout à la fois recueillir l'assentiment social sans contrarier la performance notamment économique d'un pays.

On n'a jamais été aussi près de réformer la marché carbone et de la possibilité de la mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières - MACF - une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne sur les matières premières produites hors de l'Union qui ne répondraient pas aux exigences climatiques imposées aux entreprises installées sur le sol européen peut être mis en place. Jusqu'à présent, ces produits entrent sur le marché européen sans payer de prix sur les émissions de carbone qu'ils génèrent. Ce serait la nouveauté de cette taxe que devraient payer les importateurs de matières premières.

L'affaire est cependant loin d'être gagnée. Les ambitions du Pacte Vert européen, *Green deal*, devront être protégées, tant l'équilibre des volontés reste extrêmement fragile et soumis à n'importe quel aléa, au premier grain de sable venu. On le voit par exemple dans le domaine agricole : en 2022, des dispositions techniques pourraient être prises – et ce serait une excellente chose – pour réduire les intrants, les produits de chimie de synthèse en agriculture. Il reste que la stratégie dite de « la ferme à la fourchette », *Farm to Fork*, d'Ursula van der Leyen, la déclinaison agricole du Pacte vert, annoncée en octobre 2019 et adoptée en octobre 2021 devra faire avec les manœuvres de l'agro-industrie très puissante à Bruxelles et dans chacun des pays membres. Il n'est pas douteux qu'elle se batte féroce contre les objectifs, jugés trop contraignants, de baisse de l'utilisation des pesticides et des antibiotiques dans l'élevage (50 % de réduction d'ici à 2030), ainsi que ceux portant sur la réduction des fertilisants – l'ambition est de 50 % de baisse des fuites de nutriments, sources pourtant majeures de pollution aux nitrates et de prolifération d'algues vertes. Elle ne va seulement se battre, engager des actions de lobbying tous azimuts : elle va tout faire pour les torpiller afin de préserver le plus longtemps possible ses méthodes de production. De la même façon, il faut s'attendre à ce qu'elle contre la stratégie agricole européenne sur les risques d'émergence de *zoonoses*, ces maladies transmissibles entre l'homme et l'animal.

Le journal *le Monde*, va jusqu'à révéler (édition du 12 octobre 2021) ce dont tout le monde se doutait, que la fédération européenne des syndicats et des coopératives agricoles, qui ne doute de rien, entendrait se battre bec et ongles également contre « *les objectifs contraignants de réduction des déchets alimentaires de 30 % d'ici à 2025 et de 50 % d'ici à 2030 par rapport au niveau de référence de 2014 pour la production primaire, y compris les aliments non récoltés* ». Une TVA variable, en fonction des qualités nutritionnelles et de l'impact environnemental, serait jugée pareillement malvenue, selon la fédération syndicale... Ne doutons pas un seul instant que l'agro-industrie ne déploie toute son énergie et ses moyens pour mener une campagne informationnelle, autrement dit de désinformation, pour contrarier à minima les objectifs de la stratégie européenne.

S'il va falloir à l'Europe se déprendre des oukases des lobbys, il va lui falloir aussi se déprendre de certaines habitudes aux conséquences fâcheuses et mieux écouter les scientifiques du climat qui prônent, jusque-là trop souvent dans le vent, la nécessité pour l'humanité de lever le pied dans sa tendance à transformer massivement les forêts en terres agricoles et donc par voie de conséquence à « libérer » toujours plus de dioxyde de carbone et provoquer toujours plus de destruction d'habitats. Attention aux fausses bonnes idées. Ces mêmes scientifiques appellent à bien mesurer l'impact des politiques de « bioénergie » (la question de la régulation des grandes plates-formes numériques) en matière d'agro-carburants (graines oléagineuses, huile de palme, canne à sucre, sucre de betterave, blé) dont on entend augmenter la part en termes d'utilisation des terres et d'émissions de gaz à effet de serre.

Ce serait un comble, et assez désespérant pour tout dire, d'en arriver à une situation où les agro-carburants auraient un impact plus néfaste pour le climat que les combustibles fossiles qu'ils sont censés remplacer (la directive européenne sur les énergies renouvelables de 2009 avait requis que leur impact en matière d'émissions de GES soit de 35 à 50% moins élevé que les carburants fossiles). Sauf que l'on a vu qu'en matière de biomasse,

notamment le « biogaz » très prometteur sur le papier, produisant du méthane à partir de résidus agricoles, les meilleures intentions peuvent parfois mener à l'inverse des effets attendus. L'exemple de l'Allemagne est très éclairant à ce sujet : pionnière sur la filière des fermentateurs locaux, grâce auxquels les agriculteurs pouvaient valoriser leurs déchets végétaux, les choses se sont gâtées dès lors que l'on a voulu croître en taille qui réclamaient toujours plus de matières premières que les allemands faisaient venir de loin, voire de très loin, transportées par la route au moyen de camions 36 tonnes fonctionnant au gaz oil. Une absurdité totale. Les choses se sont aggravées quand ces fermentateurs qui n'avaient plus rien de locaux ont fini par être rachetés par de grands groupes qui ont industrialisé la filière en important des déchets de maïs en provenance du Brésil. Le tragique de l'histoire, c'est quand la course au produire toujours plus a conduit à sacrifier d'énormes surfaces de forêt vierges en Amazonie pour pouvoir cultiver du maïs et répondre ainsi à la demande. La plupart des arbres étant brûlés sur place, permettant ainsi de soustraire en quelque sorte des statistiques d'émissions de GES des millions de tonnes de gaz carbonique, et permettant au passage à l'Allemagne d'afficher de son côté de bons résultats et sa place de « méritante » du « label vert » européen. Ni vu ni connu.

Il faudra une force de volonté politique extraordinaire pour mener à bien le Pacte vert agricole européen. Il reviendra au Parlement européen de veiller à ce que les ambitions ne dérivent pas, comme dans la lutte contre le CO₂ (financée par l'UE) où le grand public s'est aperçu en 2010 (grâce notamment à une émission d'Arte, « Les fausses promesses d'une énergie propre ») que la politique de l'Union avait conduit à la délocalisation des sources de ce gaz, de cimenteries, d'aciéries, d'usines de biomasse... dans des continents lointains. Il lui reviendra de surveiller également comment seront élaborés par la Commission les instruments qui permettront de mesurer les efforts consentis par les 17 pour réduire réellement l'usage des pesticides et leurs risques de 50% d'ici 2030. On sait combien le diable peut se cacher dans les détails, et combien, par facilité ou par calcul, il pourrait être décidé en catimini de remettre à plus tard, voire de renoncer à traiter la maladie.

Des axes de réformes nécessaires

Sur ces sujets comme sur d'autres, le renforcement des modalités de délibérations et du contrôle démocratique, via a minima le parlement, serait opportun, comme une meilleure perception de ce que pourrait être une souveraineté partagée.

Des changements en termes de fonctionnement s'imposent : on ne peut pas aller vers la « Grande Europe » à 30 en gardant la règle de l'unanimité sans évoluer vers celle de la majorité qualifiée.

On voit bien qu'à 27, combien c'est bloquant déjà : l'intégration économique et monétaire irréfléchie a surtout montré les limites d'une intégration déconnectée d'une intégration politique et sociale, et a produit de l'impuissance.

Il y a sans doute aussi quelque chose à revoir du côté de la méthode communautaire actuelle (avec ce que l'on appelle le triangle Commission-Conseil-Parlement), sans que cela ne vienne fragiliser la primauté du droit, la stabilité des institutions, la coopération et la paix. En préservant le principe de subsidiarité qui doit réserver au niveau national ce que l'ancien président de la Commission Jacques Delors dénomme très justement « *les domaines qui nourrissent la cohésion sociale et le sentiment d'appartenance : l'éducation, la culture, la santé, la sécurité sociale et, quoiqu'on en dise, la politique de l'emploi.* » Enfin, la visée d'une (con) fédération d'Etats nations - plutôt que des « Etats-Unis d'Europe » - qui donnerait mieux à voir les différents niveaux de décision et permettrait de mieux responsabiliser ceux qui décident et ceux qui mettent en œuvre, aurait du sens.

Mais est-elle seulement réaliste au point où en est la construction de l'Europe ?

Sans compter que par le passé plusieurs projets se sont déjà soldés par des échecs (« communauté politique européenne » en 1952, « Union politique européenne » en 1961-62, « Confédération européenne », 1991).

Cela demanderait une Convention de la refondation dont on voit mal comment elle pourrait être aujourd'hui programmée. Pourtant, on n'a jamais été aussi près de pouvoir *Faire Europe*. **Ernest Renan** en son temps, évoquant l'idée d'une « confédération européenne », dans sa conférence de 1882, à la Sorbonne (*Qu'est-ce qu'une nation ?*, disait que son existence est un « plébiscite de tous les jours »). Lequel Renan stigmatisait à la fin de sa conférence « *les transcendants de la politique, ces infailibles qui passent leur vie à se tromper et qui, du haut de leurs principes supérieurs, prennent en pitié notre terre à terre. « Consulter les populations, fi donc ! Quelle naïveté ! Voilà bien ces chétives idées françaises qui prétendent remplacer la diplomatie et la guerre par des moyens & une simplicité enfantine. » - Attendons, Messieurs ; laissons passer le règne des transcendants; sachons subir le dédain des forts. Peut-être, après bien des tâtonnements infructueux, reviendra-t-on à nos modestes solutions empiriques. Le moyen d'avoir raison dans l'avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé.*».

L'heure n'a jamais été cependant aussi près que de pouvoir développer une politique de coopérations. Pour l'auteur de *La Constitution de l'Europe* (2012), le philosophe **Jürgen Habermas**, le développement des coopérations au sein de la zone euro permettrait une nouvelle marge de manœuvre et contribuerait à construire une vision de l'Europe reposant sur deux piliers utiles : la solidarité et l'unification. Dans son esprit, cet idéal ne relève pas du don, de la commisération des plus forts envers les plus faibles. Elle devrait se traduire par des retombées positives pour celui qui la pratique. « *Depuis la Révolution française et les premiers mouvements socialistes, ce concept a acquis une portée politique plutôt que morale.* » Autrement dit, « *solidarité ne signifie pas charité* » (Jürgen Habermas dans une rencontre avec Emmanuel Macron à Berlin, le 16 mars 2017, à la faveur d'un débat sur l'Europe organisé par la Hertie School of Governance). Le théoricien de l'espace public déplore, non sans raison, que les dirigeants politiques soient trop frileux et rechignent à impliquer les citoyens dans un débat éclairé sur les différents scénarii de futurs alternatifs, les populations n'étant appelées qu'à s'exprimer sur leurs intérêts nationaux. Pourtant, c'est sans doute la seule façon de faire pour restaurer la confiance avec les citoyens depuis que la défiance s'est installée après que les Néerlandais et les Français ont signifié leur refus au Traité constitutionnel de 2005. L'entêtement des élites a montré combien il pouvait être mortifère pour la reconstruction de l'Europe.

Les choses sont certes en train de changer positivement depuis la crise sanitaire avec la mise en place de politiques de coordination, de coopération et de mutualisation. Mais l'Europe, menacée à ses portes par une vague autoritaire qui prospère aussi bien en Turquie qu'en Russie, reste globalement dans une situation défensive, devant faire face à la guerre au Proche Orient et en Afrique, comme à la menace terroriste qui persiste. Ce qui est en jeu, ce ne sont ni plus ni moins que son intégrité et ses principes libéraux, or, à moins de laisser faire, on ne peut que suivre Habermas dans son plaidoyer en faveur d'une Europe de la défense (nous y ajoutons au PRé une politique de sécurité commune aux frontières) et d'une coopération renouvelée. C'est évidemment toute la question (connue et publique) de l'approfondissement ou de l'élargissement de l'UE qui est ici posée. Portée par la France et l'Allemagne pour faire court, qui touche à la construction européenne elle-même. La première voulant surmonter les lenteurs, les incohérences et les impuissances des institutions et des procédures européennes en renforçant les coopérations inter-gouvernementales hors UE, n'hésitant pas, dans sa volonté de « concret », à évoquer une UE à cercles concentriques, la deuxième préférant viser la cohésion de l'Europe des 27, quitte à risquer un compromis fort peu dynamique.

En même temps, il faut non pas se garder de ces utopies fragiles, mais rester prudents, car à n'avoir la question des institutions comme seule obsession ou comme seul agenda, alors que les peuples d'Europe attendent qu'on leur parle d'abord de leurs préoccupations premières, de choses concrètes : le chômage, la santé, la sécurité, l'énergie, etc. c'est une rampe de lancement offerte aux extrêmes aux prochaines élections.

La question est comment réactiver ce qui était appelé jadis le "rêve européen" et que les gouvernements successifs ont souvent transformé en cauchemar aux yeux des Français et des autres peuples européens, mais qui pourrait se réactiver à la faveur de la gestion solidaire de la crise sanitaire et économique ? Les citoyens de l'Europe n'ont pas besoin qu'on leur agite de nouveau la question institutionnelle, ils ne demandent pas à ce que l'on parle « tuyauterie » européenne, mais comment ils pourraient exercer en commun leur souveraineté.

Autant d'axes de réforme pour que l'Europe ne soit pas qu'un paquet cadeau au plan économique pour des concurrents extérieurs, pour lui permettre d'arrêter d'être « *l'idiot du village global* », ce qu'elle a trop été dans le passé, pour qu'elle maintienne une ambition sociale, et pour éviter qu'elle ne soit qu'« *un immense self-service où chacun ne paiera plus que pour ce qu'il prend dans le magasin* » (Cf. Jacques Delors, 1998).

Il reste que pour consolider cette confiance nouvelle accordée par les citoyens européens, on ne pourra pas faire plus longtemps l'économie d'une vision, d'un projet, d'un récit à faire partager aux peuples de l'UE. L'idéal de paix originel reste valable, surtout dans un monde tumultueux et un continent en proie dans certains Etats à des accès de nationalisme, dévastateurs de l'idée même d'Europe et de ses valeurs. Mais il ne peut plus être à lui seul le moteur de l'unité, et le passage en 1993 du Marché commun à l'Union Européenne n'a pu empêcher une perception essentiellement économique de l'action européenne.

Le besoin d'un nouveau récit européen

En Europe, d'une certaine façon, nous avons vécu un *moment* européen comme nous n'aurions jamais pu l'imaginer, il y a encore deux ans. L'Union Européenne était connue jusqu'il y a peu pour la faiblesse de ses mécanismes de solidarité sur certains registres, pour la faiblesse de son action politique et diplomatique et pour celle plus fondamentalement de sa réflexion stratégique. Mais une prise de conscience importante s'est opérée à l'occasion de la crise pandémique et du plan de relance qui ont conduit à la prise de mesures inédites, historiques, souvent sous l'instigation de la France et/ou dans un pas de deux avec l'Allemagne, profitant à tous, à commencer aux petits pays. L'adoption par les vingt-sept en juillet 2020 d'un plan de relance européen de 750 milliards d'euros, inimaginable il y a encore peu, inédit par son ampleur et les modalités de son financement, d'un endettement commun des pays européens, est un fait extrêmement remarquable qui signe sans doute un changement de pied de la part de l'UE. Une adoption qui peut être mise au crédit du Président français car elle doit beaucoup à sa force de proposition et de conviction. Alors certes, rapporté au nombre de pays concernés et par année, on peut toujours arguer du fait que le montant devient alors presque dérisoire, il n'en reste pas moins que l'on s'est senti mieux avec que sans.

De quoi inciter en tous les cas l'UE à l'avenir à être plus audacieuse en matière de participation citoyenne, de politique budgétaire commune, de politique industrielle et commerciale et d'innovation technologique, mais aussi en termes de prévention et de gestion des crises à venir. Qui pourrait même la pousser à s'assumer en tant qu'Europe puissance ?

Le moment européen

En révélant les lacunes sanitaires, industrielles et sécuritaires de l'Europe, la pandémie de Covid-19 a obligé les Européens à ouvrir les yeux et fait apparaître la pertinence des propositions françaises en faveur d'une plus grande indépendance stratégique pour faire de l'Europe une véritable puissance économique, tout en visant la même chose au plan politique, en regard des risques de toute nature à venir. Pour une Europe souveraine dans ses choix et ses actions. Y compris au plan commercial (Cf. les relations avec la Chine). En France, le sens de la nuance semble revenir et on s'avance vers un arrêt de l'amalgame grossier du mot avec « souverainisme ».

L'usage même du mot « souveraineté » n'écorche plus les oreilles des allemands, c'est dire ! Au point que l'influence de la France à Bruxelles, négligée jusque-là, et peut-être plus souvent négligeable que décisive, s'en est trouvée requinquée, quasi augmentée. Le président français a également été actif lorsqu'il s'est agi de pourvoir le poste de Commissaire européen en poussant au choix de l'Allemande Ursula von der Leyen à la tête de la Commission et du Belge Charles Michel au Conseil européen.

Plusieurs autres dossiers semblent aller dans le bon sens et devraient connaître un coup d'accélérateur en 2022. Ainsi, il devrait être proposé de renforcer les droits des consommateurs en faveur de la transition écologique et d'interdire l'éco-blanchiment (*Green washing*) et l'obsolescence programmée. On s'oriente aussi vers une modification de la directive relative aux droits des consommateurs afin d'obliger les professionnels à fournir aux consommateurs des informations sur la durabilité et la réparabilité des produits.

La France aura un rôle particulier au 1er semestre 2022 puisqu'elle présidera l'Union Européenne. Elle sera en mesure de faire valoir son idée d'une « construction européenne renforcée » exprimée par Emmanuel Macron dans son discours prononcé à La Sorbonne (sept. 2017) pour viser un meilleur avenir. Elle sera légitime à parler de souveraineté européenne, après la déflagration économique liée à la pandémie de la Covid-19, y compris en termes de sécurité sanitaire, industrielle, énergétique, voire de défense.

La présidence française

Autour d'un triptyque « Relance, Puissance, Appartenance », trois axes thématiques ont été annoncés : les droits sociaux, le numérique et la lutte contre le « réchauffement climatique ». La Présidence française peut se révéler un excellent levier pour promouvoir une conception d'une Europe adaptée aux nouveaux enjeux. Le départ de la chancelière allemande Angela Merkel qui aura profondément marqué l'Europe, conjugué au retrait de la Grande Bretagne de l'UE, offre une opportunité à la France pour assumer un leadership européen. Elle aura la responsabilité de faire progresser les grands dossiers législatifs européens : Pacte vert, taxe carbone aux frontières, réglementation numérique (notamment régulation et contrôle des grandes-plates-formes numériques). Elle pourra, si l'agenda lui en laisse le temps, aborder la question du financement de la dette communautaire, peut-être par une nouvelle ressource fiscale, sauf à demander une augmentation de la contribution des pays membres au budget européen, ce qui ne serait pas forcément la meilleure idée du siècle, car elle pousserait nombre de pays à s'endetter pour rembourser. Ce pourrait être l'occasion de mettre en place une taxe carbone aux frontières de la zone euro et de remettre sur la table la taxe sur les transactions financières, taxe dont on parle depuis vingt ans mais qui n'est toujours pas mise en place de manière efficace. On pourrait enfin penser à une taxe sur les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) qui menacent notre souveraineté et sont peu scrupuleux sur la question des données personnelles des utilisateurs européens.

La France aura également la responsabilité de contribuer au débat sur « l'Avenir de l'Europe », de nourrir la discussion sur la défense européenne, sur un nouveau modèle de croissance et sur la « gouvernance » économique de l'Europe. Elle aura à se coltiner la question de l'augmentation des investissements des pays membres dans, entre autres, la numérisation et la robotisation de leur système productif, ainsi que dans les services digitaux à forte valeur ajoutée, que les crises récentes ont mis en exergue. Elle aura sur ce registre à faire réfléchir et à faire prendre des décisions communes pour construire préalablement une souveraineté européenne en matière de logiciels, micro-processeurs, et semi-conducteurs (à mi-chemin entre un conducteur et un isolant), ces petites puces électroniques indispensables dans les systèmes électroniques - ils permettent notamment de réguler le flux de courant - pour produire un téléphone, un ordinateur, une télévision, un véhicule, un avion, un appareil électro-ménager, une console de jeu... frappés actuellement par la pénurie et dont il faudrait relocaliser la production (complexe), en tous les cas une partie, en Europe afin de stopper la dépendance actuelle de la filière industrielle en Europe rendu vulnérable.

Les consultations citoyennes qui se sont déroulées en 2018, la *Conférence sur le futur de l'Europe* qui a débuté le 9 mai 2021 et doit durer jusqu'au printemps 2022 montre que deux thèmes se dégagent pour ce nouveau récit : l'environnement et les droits sociaux. Parce qu'elle est le continent en pointe dans la lutte contre le dérèglement climatique, parce que la moitié des dépenses de protection sociale dans le monde s'effectue pour les européens, ceux-ci perçoivent parfaitement ce qui les distingue, un accord pour le marché et le libéralisme mais à condition qu'il protège l'environnement et les droits des citoyens.

C'est autour de l'idée d'un monde plus civilisé, d'une Europe plus solidaire, de la qualité de vie et du bien-être qu'un nouveau récit européen peut s'inscrire.

Comme du reste dans chacun des Etats membres, sur la base d'une écoute plus attentive des préoccupations au niveau européen et national. L'Eurobaromètre d'avril 2021 indique que près de quatre citoyens de l'UE sur dix considèrent que la santé est le principal «problème» auquel l'UE doit faire face actuellement : la santé est désormais citée par 38 % des répondants, en forte hausse - 16 points de pourcentage - depuis l'été 2020. Elle occupe la première place, devant la situation économique (35 %, sans changement), tandis que l'état des finances publiques des États membres est tombé à la troisième place (21 %, -2). L'environnement et le changement climatique occupent désormais la quatrième place (20 %, sans changement), tandis que, pour la première fois depuis l'automne 2014, l'immigration, citée par 18 % des personnes interrogées (-5 points), ne figure plus parmi les trois principales préoccupations. Le chômage, cité par 15 % des personnes interrogées (-2 points de pourcentage), arrive en sixième position. En ce qui concerne les principales préoccupations au niveau national, la santé est là aussi perçue comme la question la plus importante (44 %), en hausse de 13 points de pourcentage depuis l'été 2020. La situation économique, citée par un tiers des Européens interrogés (33 %, sans changement) occupe la deuxième place; le chômage est cité par un quart des répondants (25 %, -3).

Face au dérèglement climatique, à la pollution et à la destruction de la diversité de la vie, des mesures peuvent être prises, et pour se protéger, lutter au plan économique contre les distorsions de concurrence, rééquilibrer les échanges en ne faisant plus de l'Europe un « paquet cadeau » pour des Etats extérieurs moins soucieux des normes écologiques et sociales en vigueur en Europe.

Soyons positifs : l'Europe n'est pas la plus mal placée pour mener à bien la transition écologique & énergétique en la raccordant à un vrai et vaste projet social, économique et politique. En 2014, l'économiste spécialiste de la finance et des questions écologiques Gaël

Giraud (5) pariait sur l'Europe et le Japon en regard de la réserve d'excellents ingénieurs et d'une population à la fois riche et très éduquée. Sur le nombre d'ingénieurs, on pourrait ajouter que la Chine ne manque pas d'atouts. Mais émettre une réserve s'agissant de la France : réputée dans le monde entier pour la qualité de ses ingénieurs, la France souffre depuis des années d'un déficit d'ingénieurs et de techniciens, elle n'en forme déjà pas assez pour pourvoir les besoins des sociétés d'ingénierie, du secteur industriel, et ceux de la transition écologique & énergétique sont énormes.

Si l'Europe réussit à devenir leader dans le pilotage de cette transition - et elle paraît avoir tous les atouts pour - cela la mettra en position favorable, avec son propre retour d'expérience, qu'elle pourra exporter auprès du reste du monde avec son savoir-faire. Sinon, elle sera condamnée à la faire à l'ancienne : à devoir faire la guerre, comme naguère l'empire romain, pour aller chercher l'énergie là où elle se trouvera, c'est-à-dire chez les autres, ce qu'elle n'a pas vraiment les moyens de faire. « *La transition est devant nous : elle est le secret de la prospérité future de l'Europe si, du moins, notre continent se donne les moyens de la mettre en œuvre* » totalement et de maintenir le cap dans la durée. Il appartient à l'Europe de se hisser au niveau d'une puissance démocratique et de ne pas en rester à un marché ou à un droit.

Il y a cependant un préalable à ce scénario positif : les dirigeants politiques et les responsables économiques doivent tous arrêter d'être dans le déni de l'urgence climatique.

Et un élément de facilitation serait de développer un nouveau modèle de croissance démocratique au sein des institutions européennes pour faire advenir une Europe plus européenne, pleinement écologique et démocratique tout en donnant un signal fort en direction des pays membres.

II- GOUVERNER LA TRANSITION ECOLOGIQUE & ENERGETIQUE

« *Il n'est jamais trop tard pour agir en faveur du climat* ».

(Tenter de) lutter contre « le réchauffement climatique », autrement (mieux) dit, le dérèglement climatique, nécessite d'agir dès maintenant, mais sans s'agoniser à coup de « Il est trop tard » ou de « on n'a plus que trois ans pour agir ». Contrairement à ce que l'on peut lire dans bien des médias ou entendre dans la bouche de certains écologistes politiques ou autres adeptes du catastrophisme, il n'existe pas de date butoir au-delà de laquelle il n'y aurait plus rien à sauver. Si on lisait plus attentivement les rapports du GIEC au lieu de ne songer qu'à les instrumentaliser ou à alimenter ses propres peurs, on s'apercevrait que les experts ne disent pas autre chose.

En France, il n'en reste pas moins vrai que le pays n'a pas tenu son leadership depuis la Cop 21 de 2015. Si l'on prend par exemple la seule question du dérèglement climatique, la France ne peut pas se présenter en championne européenne du climat, nonobstant le fait que le Président Macron se soit battu pour des objectifs climatiques très ambitieux pour l'Europe et a poussé à des initiatives fortes, comme pour la création d'usines de batteries électriques dans le Nord. Sur beaucoup d'enjeux, elle a été plutôt dans la bonne moyenne européenne, avec des améliorations techniques utiles. Mais **son ambition était-elle de n'être que dans la bonne moyenne ?**

C'est là où l'on voit que sans ambition politique forte, rien ne peut être mené, en tous les cas tout peut capoter en matière de transition.

Il est difficile d'accorder à la France un satisfecit plein et entier, car ce qui a été fait, ce qui a été obtenu en termes de résultats est insuffisant au regard du risque climatique et, en tout état de cause, en deçà des ambitions initiales de l'*Accord de Paris* sur le climat de 2015, et en deçà des propres engagements et du "*Make our Planet again*" du Président Emmanuel Macron en juin 2017.

Cela renforce de notre point de vue que **la transition écologique & énergétique a besoin d'être pleinement gouvernée, sans plus de tergiversations**. Ce qui n'exclut pas une démarche démocratique.

Dans un entretien intéressant et très instructif cet été 2021 au journal *Le Monde*, le suédois **Johan Rockström**, directeur de l'Institut de Potsdam (Allemagne) pour la recherche sur l'impact climatique (PIK), professeur à l'Institut des sciences de la Terre et de l'environnement de l'Université de cette même ville, également à l'Université de Stockholm (sur les « systèmes hydriques et durabilité mondiale »), réagissant aux dernières conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publiées le 9 août, réitère son appel à « *décarboner de toute urgence nos sociétés* » et, comme régulièrement depuis 1990, à se défaire d'ici à 30 ans des combustibles fossiles. Il estime qu'il y a des « *raisons d'espérer* » même si « *nous ne voyons, jusqu'à présent, aucun signe crédible que nous allons parvenir* » à limiter le réchauffement à 1,5 °C. Co-artisan principal du concept de « limites planétaires » (au nombre de 9) - des seuils d'usage des ressources que l'humanité ne doit pas dépasser pour vivre dans un écosystème sûr - il y affirme, gravement, que 4 de ces limites planétaires sont désormais franchies (le climat, la biosphère, la biodiversité et les nutriments), et 2 sont sur le point de l'être : l'eau douce et l'acidification des océans. Ses travaux, ainsi que le dernier rapport du GIEC, sont de « *véritables munitions scientifiques en faveur d'une action urgente* » et devraient inciter les gouvernements en retard sur le sujet à mettre les bouchées doubles. Rockström le dit sans détours : « *c'est une question très compliquée* ». On ne le découvre pas aujourd'hui. Les pays qui n'ont pas su investir massivement et suffisamment tôt dans les énergies renouvelables se prennent le mur, mais ils peuvent encore se décider à chausser des bottes de sept lieux pour y parvenir. Une raison de plus pour gouverner la transition écologique & énergétique, agir pour le climat à propos desquels le recours à la voie judiciaire (Cf. « Affaire du siècle ») ne fait pas que souligner une apparente absence de volonté politique, mais surtout l'absence de « gouvernance ».

L'impression parfois de pédaler dans le vide

Près de 50 ans après la première conférence des Nations Unies sur l'environnement en 1972 et la parution la même année du fameux **rapport Meadows**, « The limits to growth », un rapport scientifique mené par l'équipe du MIT (Massachusetts Institute of Technology) à la demande du Club de Rome (think tank composé de personnalités du monde des affaires et d'économistes) qui prédisait un avenir peu reluisant au monde d'ici à 2100 si les Etats persistaient dans le modèle de la croissance actuel, peu économe en matière d'exploitation des ressources, on a parfois l'impression que pas grand-chose n'a bougé.

C'est peu de dire que l'on peine à mettre en œuvre les solutions (connues depuis) pour bâtir un avenir où l'activité humaine n'épuiserait pas les ressources de la Terre et n'hypothèquerait pas son devenir. La « question environnementale » s'invite en politique et sur la scène publique en réalité depuis les années 1960 : le naufrage du Torrey Canyon (1967) inaugure l'ère des grandes catastrophes environnementales en affichant pour la première fois l'image symbolique d'un oiseau de mer englué dans le pétrole, et le conflit autour du parc de la Vanoise (créé en 1963), menacé par des projets de tourisme industriel, donne l'exemple d'une vaste mobilisation des acteurs de l'environnement pour ce que l'on ne nommait pas encore la protection de la « biodiversité ».

C'est un fait : la France est le seul pays de l'Union européenne à ne pas avoir respecté ses engagements sur les énergies renouvelables (26% de l'électricité vient des énergies renouvelables en France, contre 45 % en Allemagne, alors qu'Emmanuel Macron s'était engagé en février 2017 « à tenir l'objectif de 32% »). Cependant que le Royaume-Uni est devenu le

champion du monde de l'éolien en mer (en 2020, son parc a produit 13% de l'électricité du pays). Doit-on ajouter que sur la question des transports (qui représentent plus de 30% des émissions de gaz en France), les gaz à effets de serre (GES), à l'origine du dérèglement climatique, la vapeur d'eau (H₂O), le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), et l'ozone (O₃), ont baissé trop lentement durant ces cinq dernières années ? Et si la France a investi dans le transport ferroviaire, « *ça reste deux fois moins que ce que font les Allemands, et cinq fois moins que ce que font les Autrichiens* », selon Neil Makaroff, chargé de mission Europe au sein du *Réseau action climat*. Les Français achètent également deux fois moins de voitures électriques qu'en Suède et aux Pays-Bas.

L'enseignement à tirer est simple : Il ne suffit pas d'être pionnier ou de se poser en modèle pour le reste de l'Europe, il faut tenir ses engagements sur la durée, il faut se donner les moyens pour soi-même de la trajectoire décidée et les moyens de l'évaluer à intervalles réguliers. Ainsi, quand on voit par exemple le bien maigre résultat de l'action de la France en matière de réduction des pesticides, la déception ne peut être qu'au rendez-vous chez les partisans de la transition écologique. Décidée avant tous ses voisins en 2008, le plan *Ecophyto* qui fixait l'objectif d'une réduction de 50% du recours aux pesticides d'ici 2018 n'a pas accouché d'une souris : 14 ans plus tard, l'utilisation des pesticides n'a pas décru, elle n'a fait que s'envoler.

L'autre enseignement qui vaut pour tous, y compris pour les jeunes générations, qui devrait inviter à un minimum de modestie : **on ne vient pas de découvrir (vers la fin du XX^e siècle) l'impact du développement des activités humaines, du développement économique sur les milieux naturels, sur la santé de la terre, sur notre « environnement » ; sur nous-mêmes donc : l'impact sur les espaces et les espèces est connu depuis le début de l'ère industrielle et les alarmes n'ont pas manqué. Jusque dans la production poétique (Musset, Apollinaire, Verhaeren...) ! Le phénomène de « réchauffement climatique » est connu depuis 1896. Et l'effet de serre fut découvert en 1824 par le mathématicien et physicien français Joseph Fourier (1768-1830), théoricien de la chaleur, diplomate, professeur à l'École polytechnique qui, sans utiliser à proprement parlé l'expression, parle du phénomène dans son ouvrage « *Mémoire sur les températures du globe terrestre et des espaces planétaires* ».**

Aujourd'hui, l'important n'est pas tant de dénoncer des coupables que de trouver les moyens de rendre réalisable et désirable la transition écologique & énergétique.

L'écueil communicationnel

En matière d'économies d'énergie, il est souvent fait mention de « société post-carbone », mais il est rarement souligné que c'est une société qui ne pourra pas faire l'économie d'un minimum d'efforts. Les responsables publics, les dirigeants politiques ou encore les organismes spécialisés évoquent encore trop peu le fait que ces efforts seront d'autant mieux admis qu'ils seront partagés. Et il est encore fait trop peu de cas qu'en bout de chaîne de toute décision, il y a des personnes qui les appliquent.

« *La différence sensible, comme le notait en 2018 le spécialiste de la gestion des collectivités, Olivier Ryckewaert (6), c'est que la société post-carbone, comme son nom l'indique, essaye de se déshabituer de l'utilisation intempestive d'énergie pour chaque acte de la vie. Sauf que l'énergie a rendu la vie moins pénible (au sens de faire des efforts physique) à l'ensemble de la société. Si la société post-carbone, doit ressembler à la société pré-carbone, on peut imaginer que tout le monde n'y trouvera pas son compte, et surtout ceux qui se tapent le boulot physique.* »

Avec Thierry Libaert, le PRé avait analysé en 2020 que la communication sur la transition posait problème. Les pouvoirs publics ont toujours autant de difficultés à nommer la chose continuant par exemple de parler de « réchauffement climatique », alors que l'expression **dérèglement climatique** paraît plus appropriée tant elle renvoie mieux à la réalité : des phénomènes climatiques extrêmes de plus en plus fréquents, de plus en plus intenses et pluriels (canicule, mais aussi périodes de froid, de précipitations orageuses, d'ouragans, etc.). Parler seulement de « réchauffement » aux gens du Nord ne leur permet pas de mesurer la gravité du problème, ne leur donne à voir que l'un de ses aspects, et encore possiblement attrayant, en leur mettant en tête qu'ils pourront faire du vin de Bordeaux dans leur région dans 10 ou 20 ans, ou voir éclore des roses dès janvier, avant même la violette ou la primevère de Pâques !

De la même façon, l'emploi à répétition du terme « environnement », nonobstant le fait que son origine latine puisse nous séduire, ne nous paraît pas davantage adéquat. Car dans son usage anglo-saxon, il a tendance à réduire dans l'esprit du public la nature à quelque chose qui entoure, quelque chose comme une périphérie qui serait extérieure à l'Homme. Alors que s'il y a quelque chose que l'écologie (en tant que science, pas en tant qu'idéologie) nous a positivement appris, c'est que l'Homme n'est pas une clairière au milieu d'une forêt, un oasis au milieu du désert, une île au milieu de l'océan, mais quelque chose au mitan d'un milieu qui nous englobe, que ce qui nous apparaît extérieur, en réalité, habite notre intérieur. Il n'y a en définitive pas d'extériorité de l'Homme par rapport à son écosystème. Nous dépendons de la nature. Cette dernière ne peut plus être bibliquement considérée comme un simple décor, un jardin d'agrément, un garde-manger ou un vulgaire réservoir à richesses. De ce point de vue, parler de « milieu naturel », ou même de « nature » paraît mieux approprié. Encore que l'usage du mot nature n'est pas forcément le plus idoine, tant il renvoie au dualisme classique nature / culture. Ou alors le mot « vivant » popularisé par l'anthropologue Philippe Descola ou le philosophe Bruno Latour ? On peut en discuter.

Et que dire de l'usage anthropocentré de « *La Planète* », comme dans « *Développement durable, engageons-nous pour la Planète* », « *Sauvons La Planète* », etc. comme s'il n'y avait qu'une seule planète dans le système solaire, et aucune autre dans les autres systèmes planétaires. L'idée qu'il n'y a pas de « plan B » - pas de planète B - pour l'Homme (en tous les cas, pas dans l'immédiat) en cas de catastrophe climatique ne nous autorise pas à parler de « La Planète », sauf à la nommer : la planète Terre. Ce serait plus rigoureux. Autre solution : parler plutôt de la Terre au lieu de La planète.

Ensuite, on a tendance à être exagérément positif en se fiant aux sondages qui mesurent l'adhésion des Français aux mesures de la transition, alors que la vérité est que le déclaratif est globalement souvent très différent des comportements réels, comme le montre nombre d'enquêtes sociologiques.

Enfin, la communication porte trop sur le côté négatif et pas assez positif des enjeux de la transition écologique & énergétique, ce qui a pour résultat d'encourager l'aquoibonisme, la procrastination, quand ce n'est pas l'inertie des individus. Un film comme celui de Cyril Dion, « *Demain* » (2015) avait pourtant montré qu'une voie communicationnelle dynamique était possible en valorisant les expériences réussies, pour jouer l'exemplarité. Y compris en matière de lutte contre le gaspillage énergétique.

L'heuristique de la peur : une stratégie efficace ?

On peut de la même façon se poser la question de savoir si la stratégie de « l'heuristique de la peur » (mise en avant chez l'auteur du *Principe Responsabilité*, le philosophe **Hans Jonas**, et reprise ici ou là chez quelques leaders politiques écologistes, mais

pas que, ou du secteur ONG) est tout aussi opportune : est-elle la plus efficace ? Peut-elle vraiment stimuler l'action et pas son contraire ? Une position plus juste serait de considérer que **la crainte** de nouvelles pandémies, de l'issue de la crise climatique et d'autres périls de toute nature, suffit pour réaliser la possibilité d'un danger rationnellement prévisible ainsi que sur ses conséquences, suffit pour anticiper le pire et pousser à la lucidité et donc à la responsabilité humaine. On peut aussi considérer que c'est aussi du management des risques sans nul besoin d'une rhétorique compliquée (Cf. le sociologue allemand Ulrich Beck et son ouvrage *la sociologie du risque*), même si cela ne se réduit pas à cela. Ce qui ne veut évidemment pas dire qu'il faille cacher la gravité de la situation, mais nul besoin de sidérer, de tétaniser.

En réalité, la seule question qui devrait valoir est celle-ci : telle ou telle stratégie est-elle efficace, quelle en est le rendement attendu ?

Est-il besoin de préparer les conditions d'avènement d'une dictature « écologique », façon *Le retour au meilleur des mondes*, d'une société qui imposerait par la force les conduites écologiques appropriées au motif de la tension sur les ressources, de l'accroissement des populations, de la « planète » en danger, et de l'incapacité humaine à vivre en droite raison ? Quelle forme de sagesse, quelle valeur d'apprentissage peut-il y avoir dans la peur cultivée du futur ? La peur ne fait que mettre sous le joug. Elle est une tyrannie de plus, égrenée dans certains discours politiques qui ne réussissent qu'à faire de nos peurs les moyens de notre aliénation.

Pas davantage les messages de culpabilisation ne peuvent, nous semble-t-il, avoir un effet d'entraînement massif. Invoquer sans arrêt notre responsabilité vis-à-vis des « générations futures » paraît un peu court. On peut douter que la stratégie de l'usage intempestif du *shaming*, de l'opprobre, à propos des trains de vie de quelques privilégiés ou sur l'utilisation de moyens personnels de transport (voiture, avion) de la part de personnalités, de dirigeants d'entreprise, de « people », insouciants de l'enjeu environnemental, de plus en plus en vogue sur les « réseaux sociaux », soit, indépendamment de l'aspect moral, la plus efficace. Stigmatiser les comportements de tel ou tel, y compris des gens « ordinaires », n'a aucune vertu, si ce n'est celle de favoriser l'émergence d'une police des comportements, et aucun résultat, si ce n'est celui de risquer de ralentir un peu plus la transition.

En quoi cultiver de la conscience coupable, finalement, comme dans n'importe quelle religion, en quoi incorporer de la « morale » dans l'expression écologique (empruntée cavalièrement à Nietzsche pour penser la synthèse entre la morale-castration et la médication) est-elle la bonne attitude, la plus conséquente ?

Faire appel à notre émotivité, solliciter notre disponibilité pour les générations actuelles, continuer à faciliter l'accès à une conscience individuelle par un travail d'éveil via l'éducation, nous apparaît bien plus efficace, au moins pour une raison : comment se soucier pratiquement du sort des « générations futures » si l'on reste insensible à la situation des générations actuelles ? Cette position s'articule pour le PRé avec notre inclinaison en faveur d'une « sagesse pratique », comprise comme une attitude de prudence, plutôt que l'observation stricte d'un « principe de précaution » dont l'application généralisée systématique (suite à son adoption par Lionel Jospin, alors Premier ministre, face à la "crise de la vache folle"), tend à tétaniser l'action publique et privée par une hyper-responsabilisation.

Cet aspect peut s'éclairer à partir de ce qu'appelle le spécialiste de Paul Ricœur, le philosophe **Pierre Olivier Monteil**, « *une anthropologie ricœurienne de l'agir qui met en lumière les vulnérabilités auxquelles les capacités constitutives de l'autonomie sont inévitablement exposées* (Ricœur, 1990a ; Ricœur, 1995 ; Johann Michel, 2006). L'intention est notamment de mettre en garde contre les dérives qui découlent de la prétention de maîtrise de la volonté et des illusions de la raison sur sa capacité de savoir. La prudence consiste à mesurer son

geste, dans un mixte d'activité et de passivité, de réflexion et de réceptivité à une situation dans laquelle l'homme se reconnaît à la fois instituant et institué. Instituté humain par la longue lignée de ses prédécesseurs, l'homme s'apprête à agir dans des termes qui conditionnent et instituent ce que seront ses successeurs (Ricœur, 1991b). Sa responsabilité s'éprouve alors comme une appartenance à un ordre éthique qui le précède et qu'il lui appartient d'interpréter. Cet ordre témoigne lui-même de la façon dont un « je » s'articule à un « tu » et à des « ils » qui, tous ensemble, dessinent un « nous » : une certaine conception du collectif et de la société. Les débats sur ce qu'il convient de faire pour préserver la biodiversité confrontent des points de vue qui, si chacun d'eux s'exprime en première personne, confrontent autant de conceptions globales différentes quant à ce « nous ». L'enjeu devient alors de savoir comment elles peuvent espérer s'accorder et permettre d'agir en commun. » (7).

Parler du seul CO₂ est contre-productif

Sans compter que la focalisation sur le seul CO₂, le dioxyde de carbone, autrefois communément appelé « gaz carbonique », détourne l'attention qui devrait être également la nôtre quant à la préservation de la diversité biologique et la nécessité d'agir face aux conséquences de la pollution-destruction des écosystèmes par les pesticides, les métaux et les micro-plastiques, la déforestation intensive, l'urbanisation non maîtrisée, l'agriculture industrielle sans limites, la surpêche, qui représentent une vraie urgence. Le 13 octobre 2021, une centaine d'Etats ont rendu public la « **Déclaration de Kunming** » traçant les grandes orientations de la COP15, le futur accord international sur la protection de la biodiversité pour la décennie à venir. Mais sans aucun but chiffré.

Pour **Denis Couvet**, professeur au Muséum national d'Histoire naturelle et président de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB), « *depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la croissance s'appuyant sur la combustion des énergies fossiles et l'usage sans limite des services rendus par la nature comme l'eau, le bois, la fertilité des sols est le modèle économique dominant. Il a permis à l'humanité de mieux se nourrir et d'accéder à des biens variés améliorant son confort. Les scientifiques mesurent que ce modèle est à bout de souffle. La nature donne des signes alarmants d'épuisement. Les systèmes naturels ont décliné de 47 %, l'abondance des espèces a baissé de 23 % en moyenne et la biomasse globale des mammifères sauvages s'est effondrée de 82 %.* »

« *Il faut donc, ajoute-t-il, réformer complètement le système actuel.* » (Entretien Sciences et avenir du 24-10-2021).

Nous pourrions ajouter qu'il suffit de brandir la « neutralité carbone » (comme par ailleurs le « zéro déchet ») en communication publique et politique à tout bout de champ, comme si cet objectif pouvait symboliser la survie de l'humanité, incarner un *avenir radieux* pour elle. Car enfin, ouvrons les yeux et faisons fonctionner nos petites cellules grises : si nous devions atteindre un jour cette « neutralité », cela signifierait tout bonnement que l'humanité mangerait les pissenlits par la racine ! On a connu plus enthousiasmant. Même à l'époque du communisme en U.R.S.S, le doute était possible sur *l'avenir radieux* (sic !) Alors que là...

A moins qu'on ne veuille donner du grain à moudre d'ici-là aux survivalistes et aux nationalistes ?

Le terme de « **neutralité carbone** » est également à proscrire en communication marketing et publicitaire car il induit en erreur le consommateur qui peut alors croire que le produit, le service qu'il achète, n'a pas d'impact sur le climat. Le Parlement français l'a bien compris qui a fini par adopter en juillet dernier 2021 une disposition interdisant l'emploi de cette mention. Ainsi que toute affirmation, quel que soit son libellé, qui aurait une signification similaire. On ne peut que se féliciter.

De la même façon, devrait-on encadrer l'utilisation de la notion de « **compensation carbone** », cette idée consistant pour une entreprise à proposer de compenser ses émissions de dioxyde de carbone en participant au financement d'un projet favorisant la diminution ou la séquestration des gaz à effet de serre. Par la plantation d'arbres par exemple. Sauf que compenser les émissions de gaz à effet de serre n'est pas viable à long terme et ressemble étrangement à un permis de polluer. Alors que l'urgent est de mettre en place des actions concrètes pour les réduire drastiquement, d'appliquer strictement la stratégie nationale bas-carbone et ensuite, le cas échéant, songer à compenser les émissions incompressibles.

Un autre écueil à éviter est de caractériser « d'inédit » n'importe quel phénomène au risque d'alimenter la mal-compréhension et le catastrophisme, en déclamant notamment que le niveau actuel de CO₂ est inédit, jamais atteint auparavant. Or, une étude menée par des chercheurs du Potsdam Institute for Climate Impact Research (publiée par la revue *Science* (« Mid-Pleistocene transition in glacial cycles explained by declining CO₂ and regolith removal », par M. Willeit, A. Ganopolskir, Calovand V. Brovkin, 03-04-2019) montre qu'il y a environ 3 millions d'années, il y a déjà eu des concentrations similaires dans notre atmosphère dépassant les 400 ppm (parties par million) pour avoisiner les 412 ppm, les températures étaient alors 3 à 4°C plus élevées et des arbres poussaient en Antarctique.

Aujourd'hui, les températures ne dépassent que de 1° C celles de l'époque préindustrielle et pourtant la Terre subit déjà les impacts du changement climatique, entre inondations, sécheresses, fonte des glaces ou encore disparition de la faune.

Ce qui est « inédit », c'est que l'actuel changement climatique se fait à un rythme rapide et sans équivalent connu.

Ce qui est sûr, c'est que les émissions liées aux activités humaines et à l'addiction de l'humanité au pétrole, au gaz et au charbon, ont augmenté le niveau de dioxyde de carbone de plus de 40 % dans l'atmosphère en à peine 150 ans.

C'est tout le paradoxe à surmonter : jamais autant informés des enjeux climatiques que ces dernières années, mais assez interdits devant le risque climatique, malgré quelques concessions en termes d'éco-gestes, globalement sourds aux alertes métronomiques des scientifiques qui nous arrivent en cascade dans une langue claire-obscur, incrédules face aux prescriptions souvent inquiétantes des acteurs politiques qui nous rincent à force de chiffres, de graphiques et d'images de la fonte des glaces et d'ours blanc sur un morceau de banquise (mais plus discrets sur le fait que compte tenu de la fonte de la calotte glaciaire du Groenland et de l'augmentation des feux de forêts, des gaz commencent à être émis), réussissent surtout à nous faire peur et à nous culpabiliser.

Il est grand temps de repenser l'ensemble des discours de sensibilisation, la communication publique et la communication de crise, les canaux de communication, la communication verticale, il est temps de considérer et de penser la communication horizontale. Surtout, **il est grand temps de relier les enjeux climatiques et écologiques aux vies quotidiennes de la population, mais aussi de modifier les représentations des individus en produisant un nouveau récit autrement plus motivant et mobilisateur...**

Cela a commencé à bouger un peu depuis 2020 (nous avons la faiblesse de penser que Thierry Libaert y est pour quelque chose, notamment depuis la sortie de son livre « Des Vents porteurs »), mais beaucoup trop lentement. « *Il faut repenser nos manières de communiquer. La communication classique telle qu'elle se pratique actuellement est linéaire, descendante, contraignante, incantatoire, lointaine, alarmiste et technique.* » alertait l'an dernier Thierry Libaert. Depuis, nous ne doutons pas avec lui que « *si nous parvenons à délimiter un cap, une vision positive qui rassemble le maximum d'entre nous, nous devrions ensuite pouvoir trouver plus facilement les vents porteurs* ».

La transition passe par un plan d'économies énergétiques (et sans doute par une diète énergétique chez les pays riches puis une modération, un régime d'équilibre), de développement des renouvelables et du maintien d'une part de nucléaire

Le PRé l'a espéré : la France aurait dû assumer le leadership international dans la lutte contre le climat pour se hisser au niveau des ambitions de l'*Accord de Paris* de 2015. On se souvient que **Dan C. Esty** (8), membre du conseil scientifique du PRé, ancien conseiller de Barack Obama, nous avait engagé fortement dans ce sens au moment de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et du désengagement de ce dernier sur les questions climatiques.

L'instance indépendante qu'est le *Haut Conseil pour le Climat* - HCC - (dont la création en nov. 2018 a été voulue par le président Macron pour « apporter un éclairage indépendant sur la politique du Gouvernement en matière de climat ») exhorte aujourd'hui à son tour la France et demande une « opérationnalisation » des plans d'action des ministères.

Face à des « défis énormes » liés à la crise climatique, la France doit « accélérer » ses actions « sans attendre », rendre ses plans climat « opérationnels » et « reprendre l'initiative à l'international ». Voilà le nouvel appel du HCC, jeudi dernier 16 décembre 2021, un mois après la 26^e conférence des Nations unies sur le climat (COP26). L'instance indépendante, composée de treize experts, s'est autosaisie pour formuler des recommandations sur les implications pour la France des décisions prises lors de ce sommet international qui s'est tenu à Glasgow (Ecosse) du 31 octobre au 13 novembre derniers.

Le Haut Conseil pour le climat appelle la France à accélérer ses efforts et renforcer ses objectifs

La COP26, qui représentait un jalon majeur des négociations internationales sur le climat, a donné lieu à des « avancées notables », comme le note aimablement le HCC dans son avis. De nombreux pays ont adopté des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre plus ambitieux, et ils se sont engagés à les revoir encore à la hausse dès l'an prochain, et plus de 130 Etats ont annoncé un objectif de « neutralité carbone ». La COP a par ailleurs permis de finaliser les règles d'application de l'*Accord de Paris*, adopté en 2015. Désormais, ce traité est « pleinement opérant et s'est imposé comme un cadre de référence des négociations internationales sur le climat », se félicite encore **Laurence Tubiana**, l'une des membres du HCC, par ailleurs directrice de la Fondation européenne pour le climat et ancienne artisan en chef de la COP 21 pour la France.

Malgré tout, de notre point de vue, **il y a encore beaucoup trop de retard à l'allumage.**

« Ces nouveaux engagements ne permettront pas de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle », l'objectif le plus ambitieux de l'*Accord de Paris*, modère du reste **Corinne Le Quéré** (9), climatologue franco-canadienne à l'université britannique d'East Anglia et présidente du HCC : « Les scénarios de neutralité carbone de nombreux Etats sont très fragiles et peu crédibles car ils repoussent l'essentiel de l'effort après 2030 alors que la décennie actuelle doit être celle de l'action ». **Les financements mobilisés par les pays développés pour aider les pays en développement n'ont en outre pas du tout été à la hauteur des enjeux.** On ne va pas souligner avec Corinne Le Quéré que nous le pressentons, pour ne pas dire que nous le savions, mais le fait est que l'objectif de réduction des émissions de la France, actuellement de - 40 % d'ici à 2030 par rapport à 1990, « n'est plus à la hauteur des enjeux ».

La France pourra-t-elle relever cet objectif dans le cadre d'une négociation au sein de l'Union européenne ? L'UE s'est en effet dotée, en décembre 2020, d'un nouvel objectif de - 55 % d'ici

à 2030 par rapport à 1990. « *La répartition de l'effort entre Etats membres reste à définir et devrait être débattue sous la présidence française du conseil de l'Union européenne au premier semestre 2022* », indique le HCC, qui ne fait pas de recommandation de nouvel objectif pour la France. Ce qu'il convient de retenir, c'est **que Le HCC appelle le gouvernement français à décliner les futurs engagements dans tous les secteurs émetteurs, y compris l'aviation et les transports maritimes internationaux** – qui ne sont pour l'instant pas concernés par les objectifs français.

On ne peut que suivre les experts, spécialistes du climat, de l'économie, de l'agronomie et de la transition énergétique, qui demandent aussi au gouvernement de « *renforcer la gouvernance, les moyens mis en œuvre et les outils de pilotage* » pour atteindre les objectifs français, alors que la France accuse un retard pour réduire ses émissions.

« *Il y a un gros souci pour savoir comment aller plus loin que les - 40 %* », juge Corinne Le Quéré, qui appelle la France à « *être exemplaire au niveau national* ».

Réajuster le PSN de la France

De son côté, Bruxelles s'interroge, non sans raison, sur les ambitions françaises en matière d'agriculture biologique. La suppression par exemple de l'aide au maintien en agriculture bio (sauf dans les DOM) qui « *engendre un manque à gagner pour les agriculteurs, la souscription à l'écorégime étant beaucoup moins rémunératrice* » ne participe pas de la clarification des enjeux et réussit surtout à pointer la politique erratique française.

La Commission de Bruxelles a ainsi beau jeu de considérer que « *cet arrêt de financement présente un risque de déconversion à partir de 2023* ». On pourrait ajouter : quid des moyens engagés afin de doubler les surfaces en agriculture biologique à l'horizon 2027 et atteindre 18 % de la surface agricole française ?

S'agissant de la question de l'élevage, le « **Plan stratégique national** » de la France (PSN) propose certes un soutien important au secteur, mais ne semble fixer (pour l'instant) aucun résultat à atteindre pour la réduction des émissions du secteur, de sorte que le dossier ne donne pas le sentiment d'être dirigé et suivi, en un mot d'être gouverné. Sur la protection de l'eau et la lutte contre les pollutions agricoles, **Bruxelles entonne le même couplet que le HCC, l'inadéquation entre les moyens et les ambitions affichées** : « *il faut constater, malgré des efforts perceptibles, que les moyens proposés ne sont pas à la hauteur de ces enjeux prioritaires* ». Sur la préservation de la « biodiversité », « *la France a l'une des plus faibles densités d'éléments paysagers de l'Union européenne* » et n'a pas fixé d'objectif national concernant les surfaces favorables à la « biodiversité ».

C'est aussi plus largement une question de choix : après avoir incité pendant des lustres à l'agriculture intensive (qui pouvait se justifier au lendemain de la guerre pour parer à l'insécurité alimentaire), dont on mesure aujourd'hui les effets néfastes, il est temps de remettre en cause le credo de ce modèle qui finit par coûter plus qu'il ne rapporte, pollue l'eau, les sols, appauvrit les paysans, fragilise leur santé et ne conduit plus nécessairement à proposer aux consommateurs une alimentation bon marché.

Il est clair que la France aurait intérêt à reconsidérer ses choix et à réajuster son PSN.

Il faut admettre qu'en France (un peu plus qu'ailleurs ?), on bute à la fois sur la question de l'acceptabilité sociale et la combativité des lobbys, mais aussi sur celle, plus prosaïque, du « comment on fait ? ». **L'écologisation de la société doit toucher les milieux populaires, non seulement pour que la transition écologique soit pleinement menée, mais aussi pour qu'elle puisse être appropriée par le plus grand nombre.** Non seulement cela, mais aussi pour que puisse être proposée dans le même temps une nouvelle matrice idéologique qui stoppe la spirale du désenchantement et marque le point de départ d'un renouveau du politique. Un levain pour la vie et les idées en quelque sorte.

Car il ne faut pas confondre les moyens et le but.

La transition en soi n'est pas un projet de société, elle est un outil. L'enjeu est donc de rendre populaire la transition tout en visant l'efficacité dans sa réalisation et la justice dans la répartition des efforts. Plusieurs leviers sont à actionner : l'incitation, l'accompagnement et, ne nous cachons pas derrière le petit doigt, la contrainte si nécessaire, tout en donnant à voir la possibilité d'une vie meilleure et plus saine pendant et au bout de la transition.

Toute la difficulté pour faire évoluer les pratiques sociales réside bien dans cette obligation de penser ensemble l'individuel et le collectif, le social et le matériel. Et d'admettre que les échelles d'actions sont multiples : l'individu, les « pairs » (famille, amis, collègues, voisinage...), les groupes sociaux (catégories sociales, classes d'âges, communautés d'intérêt, communautés numériques, habitants d'un même territoire...), les normes, les infrastructures techniques et commerciales.

On conviendra aisément que pour inciter les individus à se déplacer davantage en vélo, il faut travailler à la fois sur les pistes cyclables, les équipements, la sécurité routière, la réparation, ou encore la valorisation de ce mode de déplacement (en mettant l'accent sur les vertus pour la santé, pour l'environnement, l'apprentissage de la route pour les enfants, etc.). On conviendra également que ce mode de déplacement vaut surtout pour les centres urbains, mais qu'il ne va pas de soi pour les zones rurales ou péri-urbaines ou les distances ne sont pas les mêmes pour aller au travail, emmener les enfants à l'école et à leurs loisirs, faire ses courses, aller chez le médecin ou à l'hôpital, des zones nettement moins bien dotées en transport en commun. Parler de « mobilités douces » à un habitant d'une zone rurale n'a pas de sens, lui qui ne dispose que de peu ou pas de mobilités, même brutes (sic !) Et ne parlons pas des habitants de l'île de la Réunion et des autres territoires ultra-marins, particulièrement mal lotis en matière de transports en commun (nonobstant le téléphérique urbain Papang à Saint-Denis de l'île de la Réunion ou la promotion du vélo urbain électrique).

La palette des outils de politique publique ne peut donc se résumer à l'incitation ou à l'injonction comportementale. S'en remettre aux seuls (nécessaires mais petits) efforts (les « éco-gestes ») que les individus peuvent consentir, reste largement insuffisant pour renverser la vapeur. À l'ensemble des outils d'information et de communication s'ajoutent les outils économiques (mesures incitatives, taxes et subventions), les outils d'aménagement, d'infrastructure, les dispositifs techniques et les technologies, la réglementation, qu'elle porte sur l'usage des biens et services ou sur leur production, et les normes sociales.

Aujourd'hui, c'est bien l'inversion des normes sociales qui remet en cause le recours au transport aérien en Suède : en dévalorisant cette forme de mobilité, des associations parviennent à faire changer les comportements. La solution réside dans l'articulation cohérente de ces différents outils qu'il s'agit d'appliquer aussi aux acteurs qui ont une influence sur la marge de manœuvre des individus.

Enfin, il faut **sérier les secteurs où il faut prioriser les efforts** : en matière d'émissions carbone, les principales sources sont connues : **les transports, le logement & bâtiment et l'industrie** (selon le Citepa - centre technique de référence en matière de pollution atmosphérique et de changement climatique). Il faut donc inciter à l'utilisation de véhicules « propres », soutenir l'investissement en faveur de l'hydrogène renouvelable, la rénovation énergétique des logements et bâtiments, favoriser l'utilisation de matériaux locaux et biosourcés dans la construction et pousser à la décarbonation de l'industrie. Pour la seule rénovation du bâti (logements, bâtiments publics et privés, crèches, écoles, collèges, lycées, universités, mairies, hôpitaux, usines, magasins, piscines, etc.) qui émet à lui seul 28% des émissions de gaz à effet de serre, c'est un chantier colossal, où il faut procéder à l'isolation des façades, des murs, des toitures, changer les chaudières, remplacer les fenêtres... Un coup

d'accélérateur a été donné avec le plan ambitieux de relance de 7 milliards d'euros. Les financements restent cependant insuffisants, pas pérennisés, et pas systématiquement bien utilisés. Trop de subventions sont encore accordées sans être obligatoirement conditionnées à des critères de performance précis ni soumis à un contrôle a posteriori. Encore que selon les analyses de l'institut Rexecode (centre de Recherche pour l'Expansion de l'Economie et le Développement des Entreprises, financé par de grandes entreprises, PME, institutions financières, organisations professionnelles ou publiques), les effets des efforts de la France devraient rester « négligeables » sur la trajectoire mondiale des émissions qui devraient encore croître d'ici à 2030. Mais ils pourraient l'être moins si la France finançait par exemple le développement de technologies industrielles innovantes exportables.

En réalité, pour réaliser plus globalement la transition écologique & énergétique, il va falloir admettre et faire admettre, que la France va devoir assumer le plus vite possible tout à la fois une politique plus nette de maîtrise de l'énergie, autrement dit d'économies d'énergie - car à défaut, nous serons contraints à ce que personne ne veut entendre : des rationnements - une politique de développement des « énergies renouvelables » et de maintien d'une part du nucléaire qui, quoi qu'on pense de la nature du nucléaire, des questions de qualité de maintenance, de sécurité des sites et de gestion des déchets (pour l'heure non résolue), permet aux Français de produire une énergie durable (mais non renouvelable) à émission zéro tout en leur permettant de payer nettement moins cher que les autres pays leur besoin en énergie, dans un *mix énergétique* bien compris. Selon un vieil adage plein de bon sens : on ne met pas tous ses œufs dans le même panier. Egalement pour une donnée objective : on ne sait tout simplement pas produire l'équivalent d'énergie d'une centrale nucléaire avec par exemple des parcs éoliens.

Il est temps aussi de réaliser qu'il y a peu de solutions idéales, il n'y a que des solutions meilleures que d'autres, plus ou moins favorables à la préservation du vivant. Si l'on prend le seul cas de l'éolien, c'est formidable, car il transforme le vent en électricité, mais ça l'est moins si l'on veut bien considérer que c'est une source d'énergie « intermittente » qui dépend de la puissance et de la régularité du vent et que les zones de développement restent limitées. Sans compter que l'éolien peut susciter (et c'est d'ailleurs le cas) des conflits d'usage d'ordre environnemental (type pollution visuelle et/ou sonore). Et ça ne l'est pas davantage, formidable, quand on sait que l'éolien a besoin pour le moment d'énergie fossile (en l'espèce de gaz naturel, une énergie ni « propre », ni renouvelable) pour se développer, car le fait même qu'il soit une énergie intermittente oblige à avoir une autre énergie dite de complément, d'autant plus qu'on n'a pas encore résolu la question du stockage de l'électricité. Et l'on pourrait évoquer aussi la question du coût et du transport.

On s'interroge aussi, non sans raison, sur la sécurisation de l'approvisionnement de l'industrie en matières premières minérales. C'est un (vrai) sujet, mais il y en a un autre. Au cœur des enjeux de décarbonation, les nouvelles filières telles que les énergies renouvelables ou la mobilité électrique sont extrêmement énergivores, fortement consommatrices de matières premières minérales (type aimants permanents, « terres rares » ; nickel, cobalt, lithium).

On ne va pas arrêter le mouvement vers la voiture électrique, les panneaux photovoltaïques, les éoliennes, etc., en rejetant d'un revers de main les raisons socio-économiques, comme le font certains activistes. Mais il est simplement temps de comprendre également qu'on ne peut plus exploiter la croûte terrestre sans discontinuer, au point de la corrompre, sans en établir le rapport coût/bénéfice. On ne peut plus extraire indéfiniment des métaux qui nous sont sans doute nécessaires, mais dont l'utilité de leur extraction, les quantités produites en regard des besoins (insuffisamment précisés par ailleurs jusqu'à maintenant) et leur retraitement ne sont pas assez systématiquement considérées, pas assez évaluées, en regard des efforts, voire des

souffrances humaines et d'atteinte à la biosphère que leur production induit. Il convient donc d'en maîtriser la vitesse d'extraction et de ne pas tout miser sur la découverte de nouveaux gisements dont la production risquerait d'être engloutie par l'exponentielle des usages.

La difficulté, c'est que ces ressources minérales s'avèrent absolument capitales pour la transition énergétique. On ne sait pas faire sans. A titre d'exemple, une voiture électrique consomme 6 fois plus de minerais qu'une voiture thermique.

Des travaux de recherche menés par l'économiste **Emmanuel Hache** (économiste-prospectiviste au sein de la direction « Économie et veille » d'IFP Énergies nouvelles, directeur de recherche associé à l'Iris et chercheur associé à Economix (EconomiX-CNRS, University of Paris Nanterre, porteur du projet GENERATE - Géopolitique des énergies renouvelables et analyse prospective de la transition énergétique) indiquent par exemple que « *près de 90 % des ressources en cuivre connues aujourd'hui seraient extraites d'ici 2050 dans un scénario 2°C.* »

Il est estimé que pour espérer atteindre « zéro émission nette » d'ici à 2050, cela nécessitera de consommer sans doute 6 fois plus de minéraux en 2040 qu'aujourd'hui. Ce qui pose d'ores et déjà la question du risque de pénurie, pas seulement en regard des besoins en hausse actuellement et à venir, mais aussi en regard des niveaux de production pour l'heure insuffisants et de la concentration de la production aux mains de quelques pays (les 3 premiers producteurs contrôlent plus des trois-quarts de la production mondiale ; l'UE ne produit que quelques 3% du volume mondial des métaux, ce qui donne une idée de sa situation d'extrême dépendance) et d'une poignée opérateurs industriels, sans parler du risque de renchérissement des prix qui pourrait peser sur le rythme même de la transition.

Ou l'on voit que le défi n'est pas le seul dérèglement climatique, que la transition va entraîner une augmentation de la demande en matériaux, un accroissement des efforts de recherche scientifique et technique, mais que cette situation exige que l'on pense réellement sur le long terme et que l'on réfléchisse déjà à des solutions alternatives.

L'enjeu à court terme étant de savoir si l'on sera capable de traiter à bras le corps la question de la sécurisation de l'approvisionnement de l'industrie en matières premières minérales en la conjuguant à une politique de modération, couplée à une politique de développement de l'économie circulaire, via la mise en place de filières de recyclage des matériaux.

Un rapport a été confié en septembre 2021 au polytechnicien **Philippe Varin**, (ancien président de l'organisation professionnelle France Industrie, Pt du conseil d'administration de Suez) sur la sécurisation de l'approvisionnement de l'industrie en matières premières minérales, par Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, et Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'Industrie. Son diagnostic devrait être précieux et permettre d'y voir clair. Et il sera intéressant de voir quels axes stratégiques seront retenus et dans quelle mesure la représentation parlementaire va s'approprier le sujet (critique) ou pas.

Pour le PRé, la première des mesures écologiques et sociales en matière d'économie d'énergie est celle concernant la rénovation thermique des logements et des bâtiments, car elle redonne du pouvoir d'achat aux Français. Elle fait baisser les charges pour les locataires et les propriétaires et limite « l'empreinte carbone » des logements et autres bâtiments.

Rappelons qu'en matière d'énergies renouvelables (EnR), on est loin de respecter la loi de 2015 relative à *la transition énergétique pour la croissance verte* qui stipule que 38% de la consommation finale de chaleur provienne d'énergies renouvelables. A titre de comparaison, la part du renouvelable dans la consommation d'énergie en Allemagne (qui a chuté en 2021 suite une « consommation globale ayant augmenté », dans un contexte de reprise économique, note l'agence publique de l'environnement UBA) représente 41% de la

consommation d'énergie, contre seulement 26,6% en France, même si c'est là un volume inédit dépassant le précédent record de 2017.

On ne peut que s'étonner à cet égard de la place marginale accordée jusque-là à l'énergie solaire dans la production électrique, malgré un développement qui s'est accéléré (la puissance installée photovoltaïque représente aujourd'hui environ 22% de celle de l'Allemagne - 13 GW contre 60 GW). Ou encore avec la géothermie. L'Etat devrait encourager ce type d'énergies, or s'agissant de la géothermie, cette dernière est quasiment inconnue des bataillons des décideurs publics (collectivités, syndicats d'énergie...) et privés, alors que la technologie est mature depuis plus de 15 ans, propre et potentiellement utilisable partout. D'autant que cette technologie ne consiste plus seulement à capter des sources d'eau chaudes dans les sous-sols, mais à utiliser l'énergie calorifique de ces mêmes sous-sols pour réchauffer ou refroidir un bâtiment, par le biais d'une sorte de grosse épingle enfoncée dans le sol et d'une pompe à chaleur qui va capter et relâcher l'énergie calorifique à l'intérieur du bâtiment. Et qui peut aussi faire l'opération en sens inverse.

Ajoutons que la promesse de l'hydrogène « vert », sous sa forme décarbonée, c'est-à-dire non polluante, présenté comme LA solution, générateur de surcroît de création d'emplois et susceptible de contribuer à une certaine souveraineté énergétique, ne va pas de soi. Son coût de production reste cher et la capacité actuelle de la France à en produire très en deçà de ce qu'il faudrait selon les spécialistes (5 mégawatts d'électrolyseurs contre 6500 MW). Surtout, l'hydrogène actuel n'a de vert que le nom puisque l'hydrogène utilisé dans l'industrie française provient essentiellement de ressources fossiles. Une voie à continuer d'explorer cependant, plus immédiatement envisageable dans le domaine des transports, mais plus long s'agissant de l'industrie qui exigera de l'innovation, et dans la production, et dans le stockage.

La planification : un outil pour gouverner la transition

L'extrême complexité de la transition, des moyens et coopérations à mettre en œuvre justifie, à elle-seule, le fait qu'elle soit gouvernée. Songeons à la difficulté d'agir tout à la fois sur la consommation des entreprises et des ménages via une meilleure efficacité et une modération énergétique pour tendre vers les objectifs climatiques. Songeons plus encore au fait que si l'on arrive à faire baisser la consommation d'énergie par une politique d'économies et de modération, la consommation d'énergie électrique va elle de fait augmenter si on maintient le cap de la substituer aux énergies fossiles, encore plus si le pays s'engage sur la voie d'une réindustrialisation qui certes réduira « l'empreinte carbone » de la France, mais sera énergivore en électricité. Songeons qu'il n'y a aucune chance de tendre vers la « neutralité carbone » si en parallèle, le mix électrique ne se transforme pas en profondeur, si les énergies renouvelables, qui peuvent demain devenir des solutions compétitives, ne sont pas massivement et plus rapidement déployées, si le nucléaire n'est pas maintenu et si le développement des investissements technologiques n'est pas assuré. Si la question de la sécurisation de l'approvisionnement énergétique n'est pas traitée. Autant de moyens de pilotage et de mobilisation générale à affiner et mettre en œuvre.

Mais il ne suffit pas de gouverner la transition, d'avoir une vision et une volonté ambitieuse au niveau des chefs d'Etat et des exécutifs, c'est la base « syndicale » si l'on peut dire, encore faut-il se doter d'un plan d'ensemble cohérent et la mener au moyen d'une planification.

D'où la question : comment **GOUVERNER** (pour reprendre l'une des antennes du PRÉ dans sa promotion de la transition écologique & énergétique - avec celle de *l'écologie des solutions*) **la transition écologique & énergétique et sociale au moyen de la planification ?**

Cette idée de planification est historiquement ancrée dans les convictions du PRé, articulée à son positionnement fondateur : une visée écologique ET sociale. Elle a été par certains moments raillée. En 2019, le PRé persistait à faire valoir que « La transition écologique se gouverne, ne se laisse pas à la seule "bonne" volonté du marché. Pas davantage au libre jeu des initiatives particulières, à la seule fantaisie des collectivités qui ne manquent pas de bonnes intentions, quand, par exemple, dans de grands métropoles, il est décidé d'implanter une ruche sur le toit des immeubles ou des maisons. Ces expérimentations ont leurs limites et peuvent même être contre-productives en matière de protection de la biodiversité. Plusieurs études, dont une de l'université de Cambridge en 2018 et plus récemment une française menée par **Isabelle Dajoz**, biologiste, professeure à l'université Paris-Diderot (parue en septembre 2019 dans la revue scientifique anglo-saxonne *Plos One*) montrent qu'un trop grand nombre de ruches est préjudiciable aux autres insectes pollinisateurs, leurs congénères, les abeilles sauvages, les papillons, les coléoptères, les mouches, les guêpes tout aussi utiles, qui disparaissent. A Paris, par exemple, il faudrait diviser par 25 le nombre actuel des ruchers et passer de 2500 (et encore le nombre réel doit être plus grand) à 100 (300 maximum). Pour réguler la concurrence entre ruches, il a été calculé qu'il ne faudrait pas plus de 1 à 3 ruches / km². Car il n'y a pas assez à butiner dans une ville comme Paris qui compte moins de 25% d'espaces verts, pas suffisamment de ressources en pollen et nectar. Paris n'est pas Londres qui compte plus d'arbres que d'habitants au point que la capitale britannique est considérée par les experts de l'Onu comme une forêt. »

Cette question du **gouvernement de la transition énergétique & écologique et de la préservation de la diversité de la vie – que nous préférons au mot « gouvernance », un anglicisme qui emprunte de manière fâcheuse au vocabulaire de l'Ancien régime, mais aussi à celui du monde anglo-saxon de l'entreprise comme aux résolutions de la Trilatérale** depuis 1975, tant il ne nous paraît pas approprié, car témoignant surtout du désengagement de l'Etat-providence et d'un glissement sémantique idéologique de l'intérêt général vers celui des particuliers - est du reste devenu un des gimmicks du PRé. Reprise depuis notre création en 2010 par d'autres (Cf. un groupe de l'écologie politique – fondé par des membres du PRé engagés par ailleurs de manière partisane au sein d'EELV - s'en était même emparé à l'époque pour porter le message en choisissant de s'appeler « groupe GTE » comme *Gouverner la Transition écologique*).

Car à défaut de ce gouvernement nécessaire, c'est le retour assuré de l'épuisement psychologique, de « la goutte d'eau qui fait déborder le vase », et le prétexte en parallèle pour les entreprises d'être dans le *wait and see*, autrement dit, dans le *Business as usual*. », sans plus de considération pour les questions de vulnérabilité énergétique de nos sociétés occidentales ou de précarité énergétique ailleurs.

Un an avant, en 2018, le PRé enfonçait le clou : « La transition écologique implique une telle rénovation profonde de nos modes de pensée et de nos comportements, elle induit une telle révolution post-industrielle mais aussi intellectuelle qu'il se peut que nous ne la voyions pas ou ne voulions pas la voir vraiment. On a sous-estimé l'implication et l'adhésion de l'ensemble des acteurs de la société qu'elle exige, et celles des citoyens n'est pas la moindre. En même temps, l'on sait qu'elle pourrait être une formidable opportunité de (re) faire société, de renforcer l'affectio societatis, elle pourrait être un facteur de résilience socio-économique tant au plan supranational, national que local, notamment dans cette période difficile que nous connaissons, en France, comme dans le reste de l'Europe, en panne de projet. Et rien de notable ne semble se passer.

La raison aurait commandé de définir et de mettre en place un programme - après tout, c'est le propre des transitions - une sorte de « planification » écologique, avec un but, des objectifs, mais aussi un calendrier de réalisation et des financements. On oublie

trop souvent, pour ne porter son regard, et pour la rejeter d'emblée, que sur son application dans l'ex URSS, que la planification fut une spécialité française au lendemain de la Libération. » L'idée aujourd'hui n'est pas de mener la transition de manière brutale, à coups de hache comme Staline, mais de s'inspirer de l'esprit du Conseil national de la résistance (CNR) pour réaliser une planification écologique démocratique, qui permettrait de pallier le court-termisme qui cannibalise trop souvent le temps politique, caractérise le temps du marché, qui a tendance à privilégier la rentabilité immédiate, quitte à être défaillant sur l'important. C'est qu'il s'agit comme au lendemain de la deuxième guerre mondiale de hiérarchiser les urgences et l'essentiel, ainsi que les moyens alloués, en ne perdant pas de vue la rentabilité des investissements consentis.

Après la phase de reconstruction ont succédé ainsi une série de plans quinquennaux : la création d'un *Commissariat général au plan*, la référence au plan aussi bien dans la constitution de 1946 (art. 25) que dans celle de 1958, (art. 34 avant dernier alinéa et lois organiques), ont donné à la planification une consécration juridique. **Jean-François Biard** dans son livre *Le socialisme devant ses choix* (Ed. de la Sorbonne, 1985) y raconte de manière complète et détaillée la généalogie, les origines de l'idée de plan, leurs relations avec le mouvement ouvrier, les débats suscités dans l'entre-deux guerres, largement oubliés aujourd'hui. **Léo Hamon**, professeur de droit et de sciences politiques, homme politique, ancien membre du Conseil de la République, porte-parole du gouvernement (entre juin 1969 et mai 1972) et secrétaire d'Etat dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, rappelle dans sa préface qu'« *au départ, l'idée de plan vient de la C.G.T. plus exactement, pas seulement de la C.G.T. mais de ce que l'on peut appeler la droite du mouvement socialiste, d'hommes comme Paul-Boncour et surtout Albert Thomas - qui, ne rougissant pas de leur participation à l'effort de guerre et à l'Union sacrée, entendent poursuivre dans cette voie en donnant à la stratégie socialiste une orientation nouvelle : prolonger par une intervention justiciable de l'Etat, et pour la reconstruction du pays, la réduction des inégalités et un supplément de justice, l'économie dirigée qui a été la loi commune de la guerre...* ». La scission du PS à Tours, puis celle de la CGT, ainsi que des motifs de pure stratégie politique, auront finalement raison de l'idée.

Il faudra attendre la crise de 1929 et la montée du mouvement fasciste pour que l'idée reprenne force et vigueur, et l'avènement d'un climat d'unité nationale à la Libération qui permettra les réformes de structure et la planification jusque-là empêchées.

« **Le Général de Gaulle avait coutume de dire que « *Le plan n'est pas une coercition. Il est une orientation.* ».** L'État concentrant, au nom de l'intérêt général, l'ensemble des actions définissant le plan, les organisant, les impulsant en veillant à lui donner une légitimité forte au travers d'une phase de concertation avec les citoyens et leurs organisations représentatives et les acteurs politiques, économiques et sociaux. La deuxième phase étant celle de la décision appartenant au premier chef au Président de la République et la troisième concernant la réalisation du plan qui peut être l'occasion d'une décentralisation poussée.

L'idée de « planification écologique » semble progresser parmi quelques formations politiques et LFI l'a déjà adoptée. Nous ne pouvons que nous en féliciter, car la complexité de la transition écologique & énergétique est réelle, et la tâche immense.

On voit bien aujourd'hui, plus que jamais, combien il importe de ne pas s'abandonner au mouvement naturel des choses, combien il importe de donner du sens à son action. Même si, compte tenu des enjeux et des financements requis, c'est un Plan pour le moins au niveau européen qui serait l'échelon requis.

Alors pourquoi, alors qu'elle avait été motrice en 2015 lors de la COP 21, la France semble dorénavant à la traîne ?

Le plan serait susceptible de conjuguer l'écologie et le social à travers ces deux exigences que sont la solidarité environnementale globale (macro-sociale) et la lutte contre les inégalités environnementales (micro-sociales). A ce propos, Eloi Laurent note plus largement et assez justement qu'un système de gestion adaptée à différentes échelles de coopération décentralisée pourrait être élaboré, en apportant une assistance aux pays pauvres, en soutenant le transfert des technologies propres qui leur seraient utiles et dont ils seraient demandeurs, et en réduisant les inégalités écologiques par une gestion socio-géographique des territoires vulnérables dans les pays développés.

Le plan peut aider à changer véritablement de politique économique, restructurer les filiales existantes, réimplanter des sites de production délocalisés et développer des éco-industries. Car conjuguer « économie verte » et politiques de redistribution (sociales et fiscales) ne peut se faire sans un Etat un tant soit peu présent et stratège, seul à même de mettre en place des mécanismes d'ajustement pour garantir des politiques socialement justes, sans pour autant se défaire des contraintes nécessaires en les faisant supporter par les pays du Sud.

Transitionner en maintenant une cohésion sociale

La transition nécessite par conséquent un important travail politique et social, qui prenne en compte la dimension collective des comportements et des modes de vie. C'est manifestement ce qui manque le plus cruellement aujourd'hui.

Le « mouvement » dit des *gilets jaunes* a démontré en quoi la question environnementale peut faire les frais des tensions économiques et sociales.

Dans un contexte de défiance envers les institutions et le monde politique, d'ONG qui ne sont pas toutes armées pour réfléchir avec l'Etat, travailler à des propositions et, quand elles en font de concert avec ce dernier, à les défendre quand celles-ci sont attaquées, dans le contexte d'une Europe où l'extrême droite se développe sur le terreau du sentiment d'injustice et de la peur du déclassement, la transition ne saurait se penser indépendamment des régimes politiques et des climats sociaux dans lesquels elle peut se déployer. **C'est donc bien dans la cohésion sociale et dans un mode de gouvernement qui ne se limite pas aux conduites individuelles que se trouvent les clés politiques de la transition écologique.** Parce que les sociétés n'échapperont pas à cette transition en raison de l'épuisement des ressources, il leur appartient de réfléchir aux enjeux démocratiques et politiques qu'elle implique.

Fidèle à son ADN, le PRé essaie d'apporter sa modeste contribution en privilégiant les mesures ayant une dimension à la fois écologique et sociale, en traitant à parité ces deux dimensions, ce qui est rarement fait par les formations politiques qui bien souvent les opposent, malgré les pétitions de principes qu'elles peuvent afficher. C'est ainsi qu'il a proposé il y a un an, en 2020, **10 Propositions sociales ET écologiques du PRé**, libres de tous droits (Pour un programme national de santé environnementale / Pour protéger le pouvoir d'achat des Français à travers des mesures emblématiques liant justice sociale et efficacité environnementale / Pour une fiscalité environnementale socialement juste / Pour renforcer la qualité de vie à travers un urbanisme renouvelé / Pour une agriculture vertueuse pour un mieux-être des consommateurs et des producteurs / Pour une éco-socio conditionnalité des aides publiques/ Pour Une publicité responsable / Pour une participation citoyenne renouvelée / Pour de nouveaux modes de déplacement / Pour une justice environnementale et sociale).

En 2019, le PRé insistait, comme tous les ans depuis sa création en 2010, sur la dimension de justice de la transition et sur le langage de vérité qu'il revient à l'Etat de tenir : « Le projet du PRé part du constat de la finitude de notre Terre, des impasses des modes de production et de consommation actuels qui n'iront qu'en s'exacerbant sur une planète de 9 milliards d'habitants et avec la faillite de l'économie de marché dérégulée et hyper financiarisée, jusqu'à

la caricature. Le PRé milite depuis sa création **pour une Transition juste**. Pour aider les populations à franchir le cap de la transition écologique & énergétique, y compris pour accompagner ceux qui risquent de perdre leur emploi ou de devoir s'adapter, voire se reconvertir au gré des bouleversements et des restructurations que la transition va engendrer. Inévitablement. Comme pour financer les milliers d'emplois à créer, nécessaires à une accélération de la lutte contre le dérèglement climatique et ses conséquences ».

Cette notion de transition juste n'est pas l'apanage du PRé : elle est partagée par la Confédération syndicale internationale (International Trade Union Confederation - ITUC) qui l'a proposé en 2009 à l'ONU, mais qui fut longtemps ignorée. Elle y défend une vision où une « économie verte » doit aller de pair avec des emplois et cadres de vie décents pour tous. Six facteurs caractérisent pour elle la transition juste :

- 1) Faire des opportunités « vertes » une réalité en développant des emplois et lieux de travail verts, notamment sur le plan technologique ;
- 2) Mener une recherche et une évaluation des impacts professionnels et sociaux pour préparer au mieux le changement.
- 3) Consulter tous les acteurs concernés par ces changements, des syndicats aux travailleurs, afin de garantir une transition respectueuse des droits humains et du travail.
- 4) Former les travailleurs aux nouvelles compétences que requerra la transition énergétique.
- 5) Mettre en place des politiques sociales et professionnelles qui protègent les travailleurs des vulnérabilités engendrées par la transition.
- 6) Chaque région a besoin d'un plan adapté à sa diversification économique : une « adaptation au libre-échange » engendra de la souffrance et des oppositions aux mesures climatiques.

En 2015, l'Organisation internationale du travail (OIT) publiait à son tour ses « *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous* » reprenant les facteurs identifiés par l'ITUC et caractérisant neuf grands domaines d'action pour appréhender la durabilité sous les angles de l'environnement, de l'économie et du social.

Le PRé considère qu'il est grand temps de passer aux travaux pratiques en mettant en œuvre pleinement cette orientation et ces principes d'action qui restent d'actualité, plus que jamais, et se réjouit que le parlement européen ait voté, le 18 mai dernier, le règlement pour un fonds pour la Transition juste (de quelques 20 milliards d'Euros), pour accompagner les reconversions, aider les pays européens à faire face aux conséquences sociales et économiques de la transition vers la « neutralité carbone » prévue par le Pacte vert européen.

Mais qu'en est-il de sa déclinaison par la France en plans territoriaux ?

Où en sommes-nous du "travail de territorialisation infra-départemental" ? Qu'est-ce qui sera ciblé au final, le Nord (marqué par le charbon), les Bouches-du-Rhône (marqués par la pétrochimie) ? Egalement les autres départements les plus émetteurs de CO₂ (Pas-de-Calais, Seine-Maritime, Moselle, Meurthe-et-Moselle, Haut-Rhin, Loire-Atlantique, Isère et Rhône) ? Avec quel taux de co-financement ?

Bref, à quel moment sera proposé **un plan complet pour la transition juste en France** ? D'autant que le prix de la transition sera élevé, notamment pour les ménages les plus modestes, ceux dont la part des dépenses de logement et de transport dans leur panier de consommation, est plus élevée, voire beaucoup plus élevée que chez les autres. Les mesures de bouclier atténuent pour l'instant l'inflation pour les ménages les plus modestes et les plus âgés, mais il est douteux qu'elles durent.

Le design de la transition énergétique désirable

Sur le volet de la transition écologique, il est là aussi utile de bien comprendre qu'il ne suffit pas de décréter des mesures, d'envoyer des directives, et qu'une simple politique de coercition aurait toutes les « chances » de mener à l'échec.

Spécialiste des collectivités locales, Olivier Ryckewaert mettait le doigt en 2018 sur cette réalité. Il notait que « *depuis un an, la loi interdit l'utilisation des pesticides et c'est tombé littéralement sur le dos des ouvriers des espaces verts.* » Il ne disconvenait évidemment pas que cette loi fut indispensable, ni que d'autres dispositions dussent être prises pour décélérer « *la vitesse d'utilisation des ressources naturelles* ». « *Mais il va falloir faire en sorte, ajoutait-il, si on veut qu'elles soient assimilées et partagées par tous, qu'au bout du compte, ça ne soit pas « toujours les mêmes qui prennent* ». Et de préconiser **un nouveau chantier pour le design des politiques publiques : « le design de la transition énergétique désirable ».**

Rappelant que « *beaucoup de communes s'y étaient mises d'elles-mêmes : le zéro phyto, ça fait 4 ou 5 ans que ça s'est vraiment déployé dans les villes de plus de 50.000 habitants. Ce qui nous permet d'avoir un peu de recul, et de soulever quelques problèmes. Les troubles musculo-squelettiques sont repartis de plus belle chez les agents, et ceci alors même que les décisions avaient été prises de façon volontaire par les communes, et qu'il y avait eu un minimum d'anticipation et de prise en compte des risques. Là, c'est la loi qui le rend obligatoire, et le résultat risque d'être encore plus préoccupant* ».

Mais le problème va bien au-delà. Il rapportait ainsi le témoignage de la ville de Lannion : « *Au départ nous pensions garder le même rendu esthétique, nous avons sous-estimé l'importance des interventions manuelles et surtout leur répétition. Cela a provoqué de la lassitude et du découragement chez les agents* ». Il a donc fallu réadapter les parcs et jardins à cette réalité tangible : sans produits, il y a plus d'entretien #RetourEnRéalité. »

Pour autant, des actions sont menées et les choses avancent, par exemple dans le secteur de la restauration scolaire avec l'élaboration des repas avec des produits bios. Une révolution pour les professionnels après avoir été réduits à réchauffer pendant des années des liaisons froides industrielles dont ils ignoraient la provenance ! Et un plaisir gustatif nouveau pour les élèves.

Il reste qu'il y a beaucoup de choses qui peuvent être pénibles, sur lesquelles il faudra se pencher en pratique, qu'il va falloir re-concevoir. On ne peut pas compter uniquement sur la bonne volonté des agents. Au-delà de l'ergonomie, **c'est l'usage qu'il faut réinventer et l'expérience utilisateur qu'il faut repenser.** A l'Etat de prendre ses responsabilités et de positionner un acteur public sur l'enjeu des territoires en transition.

La question est posée en réalité pour la société entière. Ainsi « *les dispositifs de RSE dans les entreprises, poursuit Olivier Ryckewaert, suscitent-ils tous l'adhésion pleine et entière de l'ensemble du personnel ? J'ai l'impression que ce n'est pas le cas. Peut-être est-ce parce qu'en bout de ligne, il y a bien quelqu'un pour assumer dans les actes les conséquences du choix stratégique, et que c'est souvent en sus du quotidien, sans aucune autre satisfaction que de se dire que « c'est pour la planète » (ce qui est déjà bien, direz-vous, mais la philanthropie a ses limites).* » Jusqu'à présent, les initiatives qui ont pu voir le jour pour faire éclore des solutions sont souvent le fait d'acteurs privés. La transition doit se faire sans doute aussi avec des entrepreneurs, des collectifs d'entrepreneurs qui font pousser des projets évolutionnaires qui ne se réduisent pas à du *green business* (Cf. *Les incroyables comestibles* qui promeuvent une agriculture urbaine de troisième génération, en mode « open source », librement accessible à tous, dans la lignée des *Jardins ouvriers* de la fin du 19^{ème} siècle, ou des *Jardins familiaux*, des jardins communautaires des années 60 et 70). Ces initiatives sont non seulement opportunes en regard de l'effort commun à produire ensemble, acteurs publics

et privés, pleines de sens, mais aussi audacieuses puisque ses promoteurs acceptent de porter le risque financier.

La transition induit un choix de société

Il faut aussi comprendre que les scénarii en présence, en France développés par l'Ademe, l'Agence de la transition écologique (la transition est conduite énergiquement par la contrainte et l'astreinte à ce qui est dorénavant appelée la « *sobriété* » ; la transition est gérée par des coopérations territoriales ; la transition s'en remet essentiellement dans les *technologies vertes* au service d'une transition décarbonée ; la transition se place sous les auspices de la confiance accordée à la société pour réparer l'environnement et l'Homme), correspondent à des choix de société différents (ce qui n'est pas ou rarement exposé aux Français).

Sauf que chacun des scénarii est peu, voire très peu opératoire à court terme, et encore pas partout sur l'ensemble de l'hexagone, pas suffisant pour atteindre les objectifs, et ne garantit pas à lui seul de maintenir de la cohésion sociale et de tendre assurément vers la « neutralité carbone ». Cette dernière notion étant, on peut le noter au passage, assez bizarroïde, pour tout dire incompréhensible, sauf à vouloir abolir toute vie sur terre, à commencer par l'espèce humaine ! C'est plutôt vers un mix de solutions qu'il faudrait peut-être s'orienter pour viser à la fois plus d'efficacité, un moindre coût de production et d'approvisionnement, et plus d'acceptabilité sociale.

Une chose est sûre : rien de décisif ne se fera si l'on n'en comprend pas tous les enjeux.

Sur le seul volet énergétique, alors que les « modèles économiques » traditionnels des opérateurs électriciens sont partout sur la sellette, l'objectif des politiques énergétiques ne devrait pas être tant de produire plus que d'améliorer l'efficacité énergétique et de modérer les consommations. Sachant que l'on sait maintenant que les investissements les plus nécessaires, les plus opportuns, les plus pertinents et, disons-le, les plus « rentables », visent d'abord les économies d'énergie, l'efficacité énergétique, qu'il s'agisse des logements et de tous les bâtiments, des transports ou des *process* industriels.

En 2018, le spécialiste des questions énergétiques et des politiques publiques européennes **Pierre Bauby** (10) notait que « *nous avons vécu pendant plus d'un siècle avec une logique technico-économique fortement structurante, celle des rendements croissants à la production d'électricité. Les électriciens ont partout développé d'intenses recherches pour conduire une « course à la taille ». Aujourd'hui, les énergies renouvelables deviennent compétitives... Peu importe à quelles dates et dans quels lieux précis, mais les courbes de coûts se croisent ; pour paraphraser ce qu'aurait dit Galilée à propos de la forme de la terre, « et pourtant elles se croisent... »*

Les évidences d'hier ne sont plus celles d'aujourd'hui : avant, on pensait que pour l'essentiel, l'électricité ne se stockait pas, ce qui imposait un équilibre permanent entre production et consommation, quels que soient les aléas. Les progrès technologiques amènent de fortes diminutions de coûts des batteries et conduisent à expérimenter le stockage comme solution aux fortes évolutions des consommations dans la journée et dans l'année.

Aujourd'hui, la question environnementale ne peut plus être abordée comme un *output*, une simple externalité - d'ailleurs les acteurs eux-mêmes du secteur de l'énergie prennent le virage - mais comme un *input* essentiel des politiques stratégiques énergétiques.

La « décarbonation » va finir par structurer les choix à tous les niveaux, territorial, national, continental et mondial. La question (cruciale) est : à quel rythme ?

La transition écologique et énergétique pose une autre question - au-delà de ses objectifs et des émissions liées à chaque énergie, carbonée comme décarbonée, et donc

de leur « impact environnemental - qui est rarement abordée, essentielle : celle de sa durée. Pour l'heure, rien n'est vraiment clair, tantôt on est excessivement pessimiste, tantôt excessivement optimiste. La première tendance assimilerait presque la transition écologique avec la *transition vers le socialisme* dans l'ex URSS, dont on se souvient qu'elle n'en finissait pas !

La deuxième tendance beaucoup plus largement partagée, jusqu'à certains travaux du GIEC, pourrait faire croire que les énergies renouvelables dites « vertes » peuvent se substituer rapidement aux énergies fossiles (pétrole, gaz naturel, charbon) et en finir avec les polluants atmosphériques que leur combustion dégage, nocifs pour la santé et l'environnement (monoxyde de carbone, oxydes d'azote, plomb, poussières, particules, métaux lourds et, secondairement, ozone, peroxy-acyl-nitrates, nitrates, sulfates), également avec le dioxyde de carbone (CO₂), l'un des principaux gaz à effet de serre. Regardons simplement la lenteur phénoménale de la transition en regard des énergies fossiles : l'an dernier, en 2020, les fossiles occupaient 80 % du *mix énergétique*, soit quasiment à l'identique qu'il y a 30 ans.

Le mix énergétique mondial sur la même période montre que la part du charbon en 1990 était de 25%, celle du pétrole de 37% ; en 2020, elle était de 28% pour le charbon et de 30% pour le, pétrole. CQFD.

Combien de temps durera-t-elle cette transition ? Comme pour toute transition, on est sur « le temps long ». La vérité, c'est que l'on ne sait rien de plus précis aujourd'hui, en tous les cas il n'y a pas de communication officielle sur le sujet. Il n'y a jamais eu dans le passé de transition de cette nature et de cette ampleur, même si l'idée de « transition » date des années 70 : il ne s'agit pas ici de promouvoir seulement les ampoules basses consommation ou les voitures électriques, mais de mettre en œuvre une transition globale qui reste complexe et coûteuse.

Et qu'en est-il exactement de son financement aujourd'hui assuré par les investissements entrepris par les pouvoirs publics (Etat, collectivités, institutions financières publiques, agences...), les ménages, les banques commerciales et les entreprises ? Pour parler clair, la question qui se pose est comment faire face par exemple au déficit d'investissement qui touche la réalisation effective de la « programmation pluriannuelle de l'énergie » et la « stratégie nationale bas-carbone » ? Une façon de voir si l'on est sur la bonne voie pour la transition énergétique, est de regarder l'écart entre les besoins d'investissement estimés et les niveaux d'investissement observés aujourd'hui. **En 2016 et 2017, l'écart entre les investissements réalisés et les besoins était de l'ordre de 20 à 40 milliards d'euros. Entre 2021 et 2030, le besoin annuel d'investissements est estimé entre 50 et 70 milliards d'euros.**

On peut noter que le ministère de la Transition écologique voit son budget augmenter en 2022 pour atteindre un niveau qualifié à l'Hôtel de Roquelaure d'"historique" de près de 50 milliards d'euros (49,9), selon le projet de Loi de finances (PLF) présenté en septembre dernier. Cela reste dans la fourchette basse des estimations. Et de nombreux points clés restent en suspens, notamment les détails du futur plan d'investissement "Bâtir la France de 2030" voulu par le président Macron, qui devrait dessiner les contours de l'industrie hexagonale du futur et représenter quelques 30 milliards d'euros de dépenses mais dont la présentation initiale en septembre a été reportée.

Au fond, la question est de savoir si la France va pouvoir mobiliser tous les financements nécessaires, et quelle sera en définitive la part qui sera supportée par l'Etat, les entreprises et les ménages ? Pour y arriver, le gouvernement pourrait commencer par s'interroger sur la durabilité du modèle de financement actuel – qui repose aujourd'hui fortement sur des subventions – et chercher à mieux mobiliser les sources de capital privé

pour financer la transition. Et se concentrer sur la question de la mobilisation des instruments, des incitations et des interventions publiques pour convaincre les entreprises et les ménages qu'investir dans le futur bas carbone sera – et est déjà – non seulement utile, mais rentable. Car ce ne sont pas les marchés financiers qui peuvent être leaders en la matière, en raison de leur vision assez déformée, pour ne pas dire myope de défis de la transition, ce ne peut être que l'Etat, avec la Banque centrale, qui engage les investissements nécessaires et assure la coordination institutionnelle, détermine les conditionnalités écologiques & énergétiques pour caractériser les performances des entreprises. Cela passera à n'en pas douter par de nouvelles règles du jeu entre public et privé.

Autre question : Comment inciter, voire contraindre la France, les institutions financières et les Français à délaisser le plus rapidement possible les énergies fossiles ?

Comment inciter les entreprises, y compris celles du secteur de l'économie sociale qui se veulent plus vertueuses en la matière, à se débarrasser de leurs actifs fossiles (rentables) directs et indirects ? Comment contourner l'intérêt qu'ont les banques à se verdir lentement et donc à freiner la transition, celles-là mêmes qui possèdent parfois jusqu'à 95% de leurs fonds propres en ces actifs, si l'on veut vraiment mener la transition bas-carbone ? Une solution pourrait-elle constituer en la création d'une banque dédiée aux actifs fossiles adossée à la banque centrale ?

Où en sommes-nous de l'obligation de *reporting* extra-financier pour les entreprises et les investisseurs et de la définition des indicateurs censés mesurer « l'impact » des risques environnementaux ?...

La conviction du PRé est que si un compromis écologique dynamique, quelque chose comme un nouveau contrat social pouvait se faire en faveur d'une transition écologique ET sociale, ce serait une bonne chose. Il devrait être en même temps juste : comment pourrait-on ne pas prendre en compte les interactions en jeu entre les inégalités environnementales et économiques ? L'économiste Lucas Chancel (11), enseignant à Sciences Po Paris, qui les étudie plus particulièrement, met en exergue le fait que plus on est riche et plus on pollue. Ainsi, sur les 50 milliards de tonnes de CO₂ émis par l'ensemble des humains sur Terre, près de la moitié (24 milliards) sont le fait des 10% les plus riches; les 1% les plus riches (quelques 77 millions de personnes) émettent (en moyenne) 110 tonnes de CO₂ par personne et par an, contre 1,6 tonne (en moyenne) par les 50% les plus pauvres (quelques 3,5 milliards de personnes). Il ressort de ses travaux qu'en Europe par exemple, « l'empreinte carbone » des 10% les plus riches est de 29,2 tonnes contre 5,1 tonnes pour celle des plus pauvres. CQFD.

Après 5 années d'atermoiements, de changements encore largement virtuels et trop essentiellement incantatoires, qui ont vu les émissions de CO₂ globalement progresser, et les dispositifs de protection contre le dérèglement climatique être surtout appropriés par les plus riches, la transition doit pouvoir bénéficier d'un sérieux coup d'accélérateur pour profiter à tous. Il ne serait pas davantage raisonnable - il serait même naïf - de compter sur le dépérissement du capitalisme, notamment financier, qui a démontré depuis 2008 son extraordinaire capacité de résilience, pour dérouler la transition. Une chose est sûre, c'est que « le monde d'après » risque de ressembler au monde d'avant.

L'auteur de *Sérotonine* (dans une lettre rendue publique le lundi 4 mai 2020 à propos de la crise sanitaire), Michel Houellebecq, va même jusqu'à prophétiser que "*nous ne nous réveillerons pas, après le confinement, dans un nouveau monde; ce sera le même, en un peu pire.*"...

La question de la formation

Enfin, la transition écologique et énergétique pose une autre question : celle de la formation des acteurs publics (administrations de l'Etat et des collectivités, mais aussi des acteurs politiques (élus et membres du gouvernement) qui est rarement abordée et qui pourtant est essentielle. Comme évidemment celle des opérationnels : pour mettre en œuvre la transition, la France manque d'ingénieurs et de techniciens, ses 600 à 700 000 ingénieurs (formés dans 200 écoles) n'y suffisent pas actuellement. Un indicateur suffit pour mesurer les efforts qu'il reste à la France de fournir : Le *Tableau de bord européen de l'innovation* met en 2020 la France à la 11^e place des pays de l'UE en la matière. Les 1^{ère} et 2^e places étant trustées par la Suisse et la Suède... Elle serait à la 12^e place selon l'index mondial de l'innovation (OMPI). Pourtant la France ne manque pas de médailles Fields, de Prix Nobel et la *french tech* est reconnue jusque dans la Silicon Valley. Nous formons des ingénieurs de qualité, mais pas suffisamment. Il y a peut-être aussi le fait que la France investit moins que d'autres dans les formations du supérieur par étudiant. Et ne consacre que 2,2% de son PNB à la Recherche & Développement (contre 3% pour la Suède et 3% pour la Suisse), sachant que **les fonds consacrés à la R&D sur l'énergie ont stagné, voire décliné ces dernières années, à moins de 0,01% du PIB pour la recherche sur les énergies renouvelables.**

La France est aussi moins dynamique en matière de dépôts de brevets (la Suède dépose 5 fois plus de brevets par habitant que la France, et la Suisse 2 fois plus).

Pour élaborer collectivement une protection au milieu du chaos climatique, de la raréfaction des ressources énergétiques et de la déflagration écologique actuelle, il semble préférable de viser non pas la frugalité aristotélicienne ou la « sobriété » - terme que nous n'affectionnons guère au PRé, sans doute à cause de sa tonalité par trop moralisatrice (allons parler de « sobriété » aux populations des pays pauvres, « en développement » ou « émergents » qui n'ont pas grand-chose ou sont privées de tout, et aimeraient bien un jour juste un peu de croissance et voir ce que cela fait de « consommer » comme nous ! Allons parler de « sobriété » aux franges nécessiteuses des populations des pays plus aisés qui ont toujours dû compter avant de songer à dépenser - n'ont de fait pas de superflu à gérer - pour lesquelles le lien entre sobriété et qualité de vie, santé, convivialité et épanouissement personnel est loin d'être évident !) - **mais la modération énergétique** pour les pays riches pour ménager le nécessaire pour les pays moins bien dotés.

Le « moins » n'est pas forcément le « mieux » pour tous.

« *Recommander aux pauvres d'être économes, c'est à la fois grotesque et insultant. Cela revient à conseiller à un homme qui meurt de faim de manger moins* », commente Oscar Wilde (in *Les Pensées*). Ne courons pas le risque de divisions au sein de la population avec des discours irraisonnés sur la « sobriété ». Documentons plutôt les impacts et co-bénéfices des démarches de modération, ainsi que les transformations nécessaires pour construire d'autres formes de scénarii de « vie future » et d'imaginaires collectifs. Il nous paraît plus opportun de construire la possibilité de comportements vertueux pour les individus au travers de politiques publiques robustes en leur ménageant les moyens.

On pourrait ajouter : dans un esprit internationaliste (oublié jusque chez les « radicaux ») de partage des ressources de la biosphère.

Comment passer de la prise de conscience individuelle à la mobilisation collective ?

La promotion d'une **économie de la fonctionnalité**, « c'est-à-dire une économie d'usage et de partage par opposition à l'économie de l'appropriation », pour reprendre la caractérisation qu'en fait, entre autres, le spécialiste de l'économie circulaire **François-Michel Lambert** (Conseil des membres du PRé, président de l'Institut national de l'Economie circulaire

et député écologiste - groupe Libertés et Territoires) peut aider à **une politique de modération énergétique**. Elle le fait déjà mais pourrait le faire davantage si elle était amplifiée. Orientée vers l'usage, c'est une économie dont l'offre entend s'adapter aux besoins réels des individus, des entreprises et des collectivités. Certes, cela implique des transformations profondes dans la façon de produire, de **passer d'une économie linéaire à une économie circulaire**, mais elle permet d'envisager une création de valeur avec moins de ressources. C'est une économie dont l'ambition est de ménager du « plus », car sa visée est de générer de la valeur sociale et environnementale, d'augmenter la satisfaction et la fidélité des usagers, de développer les compétences et la créativité des salariés, et d'accroître au final la coopération et la confiance entre les acteurs d'un territoire ou d'une filière industrielle donnée. Elle n'a rien d'une vue de l'esprit : elle est déjà expérimentée en France et en Europe.

Personne ne peut s'exonérer de ses responsabilités en la matière, ni l'Etat, ni le citoyen, ni ses représentants, ni les entreprises, ni les acteurs politiques et sociaux, tout le monde doit les assumer, pour mener et sortir positivement de la transition. Les deux plans engagés en France (« France relance », en sept. 2020, et « France 2030 » en oct. 2021, en 2021, avec leurs 100 milliards, puis leurs 30 milliards annoncés pour soutenir une certaine souveraineté industrielle, encourager les secteurs de l'agriculture, des biotechnologies, des transports « propres », du nucléaire ou encore des nouvelles technologies sont d'excellentes nouvelles. La difficulté sera pour les Etats nationaux, pour un pays comme la France de comment contourner l'entrave que peut constituer le caractère international, l'internationalisation croissante des capitaux pour actionner les leviers institutionnels, économiques et financiers nécessaires pour mener à bien la transition écologique & énergétique. Sachant que l'on ne peut pas tout miser sur le seul effet « magique » des seules nouvelles technologies, qui plus est nécessitent de mobiliser des programmes de formation, de reconversion, de requalification conséquents, et d'inventer de nouvelles modalités de participation, de coopération des salariés, non seulement sur les questions des conditions de travail et de la santé au travail, mais aussi en termes de codécisions, pour le moins d'écodécisions.

La question, même si elle ne se résume pas à cela, est comment passer de la prise de conscience individuelle à la mobilisation collective ?

Lorsqu'au début des années 1950, **Robert Schuman** et **Jean Monnet** voulurent lancer la construction européenne, ils n'énumèrent pas les avantages économiques d'une production commune du charbon et de l'acier. Ils déclarèrent que l'Europe était le chemin vers la paix. Lorsque **Martin Luther King** mobilisa contre la ségrégation raciale aux Etats-Unis, il n'exposa pas les conséquences du racisme, il présenta son rêve pour l'Amérique.

C'est là où le discours climatique se trompe de combat. A trop se focaliser exclusivement sur la cause immédiate de « l'effet de serre » (dont le terme même est assez peu compréhensible et sort des pores de la peau de beaucoup de gens), le principal ennemi apparaît être le CO₂ et l'objectif ultime à atteindre, celui de la « neutralité carbone ».

Il devient urgent d'arrêter de confondre moyens et objectifs. Ce qui devrait être notre visée qui pourrait mobiliser, c'est la possibilité d'un monde avec un air plus pur, une alimentation plus saine, un mode de vie moins stressant, une possibilité de vivre mieux ensemble.

Au lieu de cela, l'anthropocentrisme aidant, les responsables politiques, les commentateurs, préfèrent se gargariser de mots valises comme le « vivre ensemble » qui sort par les oreilles des Français, tant il leur apparaît vide de sens. Présent dans toutes les bouches, mais réalisé nulle part. Cependant que ces mêmes responsables donnent l'impression de ne plus donner la primauté à ce qui rassemble les Français, mais plutôt à ce qui les divise, les disperse.

On préfère valoriser la dissemblance au détriment de la ressemblance, on se satisfait que les Français vivent spatialement et culturellement de plus en plus séparés les uns des autres, jusqu'au point d'en perdre *le goût des autres*. Le désamour du pays s'organise et le désintérêt pour son histoire - comme pour l'histoire plus généralement - est comme encouragé. On ne voit aucun problème à ce que nos modes de vie s'anglo-saxonnisent et que des quartiers entiers puissent se ghettoïser. On ne voit aucun risque à se diriger tout droit dans certains territoires vers une sorte de « développement séparé ». Demain, des villes périphériques entières ? Sous le joug du groupe, de la communauté sectaire, plutôt que sous la protection de la communauté nationale, comme si la République laïque et universelle ne valait pas pour tous. Comme si le temps du chacun pour soi et dieu pour tous était venu.

C'est pourquoi la question d'un projet commun de société est essentielle dans ce qui devrait préoccuper et requérir l'attention de tous : mener à bien la transition écologique & énergétique pour préserver la présence humaine sur la Terre, protéger au mieux la diversité de la vie.

Le combat (nécessaire) contre le CO₂ apparaîtra alors comme un simple moyen au service d'un objectif plus grand qui puisse vraiment donner envie. « *Informationnel, technique, lointain, alarmiste, contraignant, moralisateur, incantatoire, le discours climatique doit impérativement se renouveler* ». A défaut, comme le dit spécialiste de la communication de crise Thierry Libaert, « *il ne sert que l'ego de ceux qui le propagent* ».

Est-il besoin d'ajouter que du point de vue du PRé **le gouvernement de la transition écologique & énergétique, que nous souhaitons social-écologique, ne passe pas par la rééducation des masses** prônée par ce courant de pensée de l'écologie dite radicale, environnementaliste, très idéologique (autour notamment de Sandrine Rousseau, candidate à la primaire des écologistes pour la présidentielle de 2022, ancien numéro 2 et porte-parole d'EELV, économiste, et égérie de « l'écoféminisme »), dont la priorité n'est apparemment pas d'agir rapidement en faveur de la transition, mais de dénoncer « le système » à travers l'écologie dans une visée intersectionnelle, en la faisant converger dans la lutte des minorités ? **Mais plutôt par la politisation de ses enjeux, la construction d'une volonté politique commune. En comprenant que l'enjeu n'est pas de choisir entre économie et écologie.**

En acceptant de raisonner différemment : la transition écologique & énergétique, le développement économique et social ne sont pas des domaines différents qu'il faudrait continuer de séparer. Le souci écologique n'est pas un volet à part de celui de la « compétitivité » ou de la « cohésion », comme cela ressort encore dans le plan de *France relance*, et qui déteint au plan institutionnel.

Le gouvernement de la transition écologique & énergétique passe par la construction d'une volonté politique commune, y compris au plan des relations internationales : on voit mal par exemple, si les tensions commerciales et diplomatiques entre les Etats-Unis et la Chine devaient s'envenimer, comment une politique internationale en faveur de la transition pourrait être réellement mise en place qui ignorerait la nécessité de construire la paix et un minimum d'équilibre. De la même façon, compte tenu du coût de la transition écologique et sociale, on voit mal comment nos démocraties, à commencer en France, pourront se passer d'en passer par un nouveau compromis, un *Nouveau contrat social écologique*. Car la transition nécessitant une réorganisation de la production, le risque est fort de brusquer le corps social, il faut donc avoir le souci d'investir dans la formation et d'accompagner les reconversions. On ne peut pas faire comme si la décarbonation de la société se fera sans coûts sociaux possiblement élevés. « **Il faut un consensus social pour que la transition réussisse** » confirme le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) dans un entretien au Monde (23-10-2021). L'ancien dirigeant syndical britannique, Guy Ryder cite l'exemple du secteur minier en Silésie (Pologne), au Royaume-Uni ou de la sidérurgie en France qui n'ont pas bénéficié d'une véritable alternative

Ce Nouveau contrat social écologique ne nécessite pas moins d'Etat, mais mieux d'Etat, conscient que la transition écologique & énergétique doit se gouverner pour espérer limiter le « réchauffement » à 1,5%, (et donc baisser la production de gaz et de pétrole de 3% par an jusqu'en 2050, et celle du charbon de 7%, selon les dernières études, notamment celle du Pr Paul Ekins et de ses collègues de l'University College London pour *Nature*), en même temps qu'il convient d'amorcer une manière de gouverner plus girondine, plus soucieuse de la coopération avec les territoires et les citoyens.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui vient de réviser ses recommandations de normes (sept. 2021), dans un sens plus strict, s'agissant des seuils à ne pas dépasser pour les deux plus dangereux polluants de l'air, les particules fines (générées par les transports, l'industrie, le chauffage, l'agriculture...) et le dioxyde d'azote (gaz toxique généré par le trafic routier...), incite les gouvernements à passer à l'action.

En mai dernier (mai 2021), le parlement européen a demandé d'aligner les normes sur celles de l'OMS et de réviser les directives de l'UE sur la qualité de l'air (datant de 2004 et 2008), ne serait-ce que pour prendre en compte une réalité objective selon l'OMS : près de 80% des décès liés aux particules fines pourraient être évités. Rappelant ainsi que lutter contre la pollution de l'air est non seulement bénéfique pour la santé et l'espérance de vie humaine, mais aussi pour le climat, certains polluants participant au dérèglement climatique, et les principales sources de pollution de l'air étant celles qui émettent le plus de GES (la combustion d'énergie fossile ou de biomasse utilisée pour se déplacer en véhicule à moteur thermique, pour se chauffer au bois ou au fioul, ou encore produire de l'énergie avec des centrales à charbon.

L'urgence n'est donc plus tant au débat, mais à l'action. Car, d'un certain point de vue, la transition n'a tout simplement pas encore véritablement commencé. L'urgence est dans le même temps à la lucidité, car une fois réellement enclenchée, la transition dans sa dimension énergétique va faire muter une économie qui reposait jusqu'à maintenant sur la consommation d'hydrocarbures à une nouvelle économie qui reposera sur les métaux dont on sent que la question de leur production et de leur approvisionnement va créer des tensions, y compris possiblement politiques. Cela pose un énorme problème de souveraineté en amont de la chaîne industrielle, ici de vulnérabilité, sachant, comme nous l'avons vu, que l'Europe est dépendante jusqu'à 98% (s'agissant notamment des terres rares qui proviennent de la Chine ; à 78 % pour le lithium provenant du Chili, etc.) des importations des métaux nécessaires à la transition énergétique produits par quelques pays seulement. C'est là un enjeu critique (peu ou pas connu du public) de la transition qui ne peut aller qu'en s'aggravant en regard de la stratégie « zéro carbone » qui multipliera les besoins en minerais par 7 (terres rares, constituants des aimants permanents des turbines d'éoliennes et des moteurs électriques, en particulier le néodyme), par 19 (nickel), par 21 (cobalt), par 42 (lithium) à l'horizon 2050, selon l'Agence internationale de l'énergie. **Où l'on voit que la transition a vraiment besoin d'être gouvernée et de se doter d'une stratégie, notamment minière, d'une programmation des investissements pour garantir la sûreté des approvisionnements dont on s'aperçoit qu'ils sont stratégiques, mais aussi d'une politique de modération de la consommation énergétique et de promotion des innovations techniques (entre autres dans la métallurgie pour recycler les métaux).**

Le défi n'est pas mince : articuler gouvernement de la transition et transition de la *gouvernance*, autrement mieux dit des manières de gouverner, d'exercer le pouvoir. L'historien et écrivain belge David Van Reybrouck propose (dans un entretien au Monde du 23 sept. 2021) un « outil » de participation citoyenne qui consisterait à organiser chaque année une convention citoyenne pour le climat, ou quelle que soit son nom, suivie de ce qu'il appelle un « préférendum » impliquant la société civile. C'est une voie.

III- INVENTER UNE DEMOCRATIE CONTINUE

La « fatigue », la « désaffection » démocratique, c'est comme un marronnier, on en parle régulièrement, ça fait les titres dans les journaux et les magazines, les accroches dans les meetings politiques, sauf que rien de décisif ne se passe, alors que le diagnostic semble largement partagé : la nécessité d'inventer la démocratie du XXIème siècle.

L'on (ré) évoque, non sans raison, « le désenchantement du monde », le sentiment d'incomplétude chez les Hommes, le besoin irrépessible de croire, le retour de la religion ou de ses usages dans l'espace public, et le constat qu'avec sa sortie, les hommes qui ambitionnaient de se gouverner eux-mêmes, n'ont trouvé que de manière imparfaite avec la démocratie, le moyen de le faire. Le régime représentatif et le suffrage universel, aussi précieux demeurent-ils, montrent leurs limites dans leur utilisation, qui avaient pourtant réussi à faire exploser la matrice héritée du religieux et des églises, mais sans parvenir de manière pérenne à satisfaire toutes les demandes citoyennes qui s'exacerbent quand les crises surgissent.

Aujourd'hui, ce n'est pas tant à une crise de la démocratie à laquelle nous assistons qu'à une crise de croissance qui couve en réalité depuis les années 70.

La promesse démocratique

Le drame, c'est que les Français en sont presque à considérer (ils ne sont pas les seuls en Europe et dans le monde) que la démocratie – et ne parlons pas de République ! - est un régime politique comme un autre. La principale force politique à gauches, *la France Insoumise*, laisse se propager cette idée. Et est loin de montrer l'exemple. Sa praxis est des plus troubles et son organisation interne est loin d'être un îlot de démocratisation ; elle est même dans ses pratiques en régression par rapport à la forme traditionnelle des partis de gauche avec lesquels elle se veut en rupture depuis sa création en 2016.

La démocratie n'est pas un élément d'un processus historique global

Elle est par définition instable, imparfaite, comme les interrelations humaines et, comme le postulaient déjà les philosophes antiques, toujours inachevée.

Alors, c'est vrai, il peut arriver que l'on bute sur la difficulté de maintenir l'équilibre entre une posture de défense contre les menaces extérieures et maintien des libertés intérieures.

La démocratie est juste un cadre qui permet sinon de les résoudre, du moins de les atténuer, qui permet de transformer nos vies tout en recherchant un peu de vérité. Comment, instruits par le Coronavirus et devant le risque climatique, pourrions-nous procéder à un travail de propagation démocratique ? Comment aider l'Etat à apprendre de la situation dans un contexte où les corps intermédiaires toujours touchés par un procès en légitimité, en représentativité faible, voire très faible pour certains, qui ne sont pas en état pour l'instant de vitaminiser la vie de la Cité ? Tâche d'autant plus compliquée lorsque l'on sait que l'Etat n'est pas naturellement réceptif à un changement de paradigme de cet ordre. C'est un euphémisme ! Les syndicats eux-mêmes connaissent une crise de confiance qui fait qu'ils n'interagissent guère et qui rend difficile le colletage, la sélection, la valorisation de la parole des travailleurs salariés et non-salariés (ces derniers qu'ils peinent à représenter). Le PRé avait suggéré à propos de la « grande consultation citoyenne », sous le même angle de vue que certains intellectuels (dont **Bruno Latour**...), de recourir à la méthode des *Cahiers de doléances*, un moyen, un processus d'auto description susceptible de permettre d'aller au-delà de la plainte avec la possibilité pour chaque individu d'exprimer ses pertinences sur les enjeux du moment tout en présentant l'opportunité pour l'Etat d'apprendre à écouter vraiment pour se mettre au diapason.

La démocratie est une gageure

La question revient aussi à celle-ci : comment opposer un idéal démocratique aux contre-réformes néolibérales qui déferlent sur le monde depuis les années 1980 ?

Si on parle de démocratie en tant qu'idéal, cela signifie qu'on ne la considère pas comme une donnée « naturelle » des sociétés humaines, ni comme quelque chose de complètement inscrit dans les faits, ou comme un mouvement inéluctable, mais comme une construction historique fragile, partielle, lacunaire, inaboutie, toujours à recommencer et à améliorer, dans un écart entre cet idéal et des réalisations limitées, voire déformées. Dans cette perspective, la démocratie apparaît comme un pari.

Le philosophe Jacques Derrida a ainsi défini la démocratie comme une « promesse », plus précisément comme l'« *ouverture [d'un] écart entre une promesse infinie et les formes déterminées, nécessaires mais nécessairement inadéquates de ce qui doit se mesurer à cette promesse* » [1993]. Le pari démocratique se présenterait comme un horizon par rapport auquel on pourrait réduire l'écart sans pouvoir le supprimer. Car on n'atteint jamais un horizon, il nous offre seulement des repères pour avancer. Ce faisant, les institutions démocratiques apparaîtraient tout à la fois « nécessaires », comme inscriptions lacunaires et provisoires d'un idéal démocratique, toujours pour partie déformé par des logiques sociohistoriques de domination, et « nécessairement inadéquates », car toujours en deçà de cet idéal démocratique supposant comme un mouvement perpétuel d'amélioration et de conquête...

La démocratie n'est pas une donnée « naturelle », c'est un acquis fragile. Et l'on voit bien depuis plusieurs années comment la routine, une sous-utilisation, une certaine paresse et des aléas extérieurs sauvages peuvent la vider de son contenu et de son attrait.

L'abstention, marqueur de l'aquoibonisme des français

L'ampleur de l'abstention lors des derniers scrutins régionaux et départementaux confirme un phénomène sinon de rejet et de défiance, « d'aquoibonisme » mêlé d'une certaine lassitude, du moins d'une distanciation de nos concitoyens vis à vis de l'offre politique. Même si cette ampleur s'explique aussi par l'effet déconfinement et, il faut bien le reconnaître, par la complexité des scrutins départementaux et régionaux groupés en cette fin juin. Sans compter que la persistance à ne vouloir s'en remettre qu'au seul vote physique dans les urnes en disqualifiant le vote par correspondance et/ou électronique qui eût pu constituer un encouragement à plus de civisme électoral, n'a pas aidé et constitue un réel empêchement pour les personnes âgées de plus de 80 ans touchées par des problèmes de santé et de dépendance qui se trouvent de fait disqualifiées, acculées qu'elles sont dans ce que l'INSEE appelle une « abstention systématique » alors qu'avant elles pratiquaient un vote plus systématique.

Une autre chose est de constater que la plupart des partis politiques se gardent bien d'analyser sérieusement et surtout pas d'en tirer des enseignements – ou alors quand ils le font, c'est juste pour l'évoquer et en faire porter la responsabilité exclusive au voisin - les causes de cette démobilisation politique qui se traduit par une abstention qui ne cesse de s'amplifier depuis 2002, depuis le passage au quinquennat et l'inversion du calendrier électoral.

Il y a au moins 37 ans que les acteurs politiques d'alors ont admis, quand ils n'en n'ont pas été à l'initiative, la nécessité d'inventer la *démocratie continue* pour que la souveraineté nationale ; qui appartient en France au peuple ; puisse s'exercer, et par ses représentants, et par la voie du référendum. Aujourd'hui également par d'autres modalités qui ne sauraient se réduire à faire advenir une démocratie électronique essentiellement dématérialisée, mais plutôt à favoriser une « démocratie coopérative » (Cf. le joli titre du Rapport d'information du

Sénat, 17 mai 2017) qui puisse articuler démocratie représentative, « démocratie participative », démocratie consultative, démocratie sociale, paritaire, etc. Il serait temps de se mettre aux travaux pratiques !

Celui qui fut avocat, agrégé de droit public, professeur à l'université de Paris I, engagé dans la Résistance, homme politique et fin politologue, **Léo Hamon** concluait en 1984 ans une annotation finale d'un article intitulé « *Du référendum à la démocratie continue* » (pour la Revue française de science politique) : « ...il faudra bien combiner le principe majoritaire avec cette exigence reconnue de la démocratie, et voici la « monarchie élective » invitée à y contribuer !... » (12).

Dans le même temps, pour ne pas dire préalablement, **au plan philosophie politique, il faudra bien sortir un jour des idées reçues et admettre que la démocratie est le pouvoir de n'importe qui, sauf à renoncer au système démocratique ou à le dévoyer un peu plus. Ce n'est pas tant l'idée que le Pouvoir doit travailler pour le bien du plus grand nombre – un peu quand même ! – que celle, plus fondamentale, que le plus grand nombre a vocation à s'occuper des affaires communes. L'égalité fondamentale concerne d'abord la capacité de n'importe qui à discuter des affaires de la cité, de la communauté nationale et à les mettre en œuvre. Sans considération de sexe, d'âge, d'origine ou de religion. La démocratie des Egaux de la Déclaration de 1789 en somme.**

Comme il faudra s'assurer de sortir définitivement de la professionnalisation de la politique et du clientélisme. Cela a commencé avec le mouvement de « dégauchisme » de 2017 qui a fait éclore de nouveaux profils et contribué à un large renouvellement des élus, mais il reste encore trop d'hommes politiques (on notera à cet égard que ce travers concerne beaucoup plus les hommes que les femmes, et que cela ne se résume pas à une affaire d'âge) qui considèrent la politique comme un métier. Le cas le plus emblématique étant celui du guide de LFI, professionnel de la politique depuis plus de 40 ans, qui en tire l'essentiel de ses ressources. Ses qualités humaines ne sont pas ici en cause, ni ses qualités politiques : c'est sans doute le seul homme politique de premier plan à gauches à être doté d'une conscience historique.

Mais tout de même ! Ou quand le nouveau monde ressemble à l'ancien monde.

Non pas un retour au passé, mais un détour par l'histoire et la philosophie antique pourrait nous y inviter : la phrase d'**Aristote** : « *Qui est citoyen ? Est citoyen quelqu'un qui est capable de gouverner et d'être gouverné.* »

Faire reculer l'abstention

De ce point de vue, Le PRé ne renonce pas à l'idée d'introduire une dose de proportionnelle qui pourrait faire mieux vivre le pluralisme et aider raisonnablement au partage des responsabilités, comme à la gestion des dissensus et à l'apprentissage du compromis dynamique, dont le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils n'appartiennent pas vraiment à la culture politique française. Il ne renonce du reste pas non plus à l'idée de proportionnelle tout court.

C'est une voie qui de toutes les façons va finir par s'imposer.

Une solution simple, immédiatement praticable, qui permettrait de garantir pluralité et stabilité politique, qui ferait l'économie d'un nième redécoupage électoral et préserverait par là même du flot de critiques qui ne manquerait pas d'advenir, serait par exemple de s'inspirer du système sénatorial : les élus des départements ruraux le sont au scrutin majoritaire et ceux des départements les plus denses à la proportionnelle, en réservant la proportionnelle aux dix départements qui ont plus de dix élus permettrait d'introduire une dose de proportionnelle de 25 %. C'est une proposition que porte le député **Guillaume Vuilletet** (13).

Une tâche complémentaire serait de s'attaquer à l'abstention des jeunes, particulièrement préoccupante qui devrait mobiliser l'attention de tous les responsables

politiques... Le taux d'abstention chez les 18-34 ans est monté à 80 % lors des dernières élections régionales et départementales. Quant au taux de participation des moins de 25 ans à l'élection présidentielle de 2017, il affichait 68 %.

Un fait qui se confirme d'année en année : les jeunes sont ceux qui votent le moins souvent systématiquement. Moins de 2 inscrits de moins de 30 ans sur 10 ont voté à tous les tours des élections de 2017. Dans ces tranches d'âges, le vote dit « intermittent » est ultra dominant : il concerne 6 inscrits sur 10. Ils s'abstiennent aussi systématiquement plus fréquemment que les autres. « *Les 25-29 ans sont toutefois plus abstentionnistes permanents que les 18-24 ans* », note l'INSEE (« *enquêtes sur la participation électorale 2002 et 2017* »). Ce qui n'est pas moins préoccupant, c'est l'accroissement du décalage de participation entre les classes d'âge, entre précisément les plus jeunes et les plus âgés, qui a plus que doublé en une décennie, de 35 à 40 points.

Une autre piste pour faire reculer l'abstention : procéder à une réforme de la procédure de l'inscription sur les listes électorales – c'est-à-dire dans notre esprit la suppression de l'inscription préalable - héritée de temps anciens, assez inadaptée à nos modes et nos rythmes de vie actuels ; cela serait susceptible de faire sauter l'un des verrous à la participation. Songeons que la seule « mal-inscription » comme l'appelle la professeure des universités en sciences politiques **Céline Braconnier**, affecte 15 % des inscrits, et plus d'un tiers des 25-35 ans et « *alimente mécaniquement l'abstention des étudiants comme des jeunes cadres, catégories particulièrement mobiles géographiquement et plutôt sociologiquement prédisposées à voter quand elles peuvent le faire aisément.* »

Parmi les primo-votants, seulement 87 % se déclaraient en 2017 être inscrits sur les listes électorales, contre 95 %, 5 années plus tôt, lors de la campagne de 2012 (étude IFOP pour l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes, mars 2017).

Céline Braconnier estime que cette mesure de suppression de la procédure d'inscription obligatoire aurait pour effet de faciliter la participation de plus de 7 millions d'électeurs et de réintroduire plus de 5 millions de non-inscrits dans la population électorale, ce n'est pas rien !

Tout doit être fait ou expérimenté pour enrayer l'abstention qui ne cesse de monter depuis 2002. Sans doute cela doit-il passer aussi par un renforcement de ce qu'e l'on appelait autrefois les cours d'éducation civique (dorénavant appelés EMC, comme « Enseignement moral et civique » depuis 2015), à l'école primaire, au collège et au lycée. Les jeunes eux-mêmes y seraient favorables, si l'on en croit de nombreuses enquêtes, qui ne comprennent pas grand-chose aux enjeux politiques et au rôle des institutions. Sachant qu'il n'y a pas de solutions techniques imparables (Cf. tirage au sort, reconnaissance du vote blanc...).

Peut-on se passer de réformes institutionnelles ?

Comment ne pas voir par ailleurs la nécessité de réexaminer l'inversion du calendrier électoral opéré en 2002 qui a causé des dégâts considérables depuis ?

Sans compter le passage au quinquennat qui, réduisant la durée de mandat présidentiel, a renforcé le sentiment de lassitude des Français qui ont l'impression d'être sollicités sans arrêt lors de multiples consultations électorales, sans être pour autant très écoutés et surtout sans avoir le sentiment que cela change quoi que ce soit à leur vie de tous les jours.

Peut-on sagement continuer de se satisfaire sans rien faire à ce que les élections législatives mobilisent année après année beaucoup moins que la présidentielle ? En 2017, 85 % des inscrits ont voté au moins une fois à la présidentielle contre 58 % aux législatives. L'analyse des demandes de procuration a renforcé ce constat : ces dernières sont deux fois moins nombreuses pour les législatives que pour la présidentielle.

Une voie à explorer serait de regrouper sur un même jour le vote pour la Présidentielle et les législatives, afin d'éviter de trop grandes déperditions d'électeurs. Elle permettrait sans doute de stimuler la participation à une consultation qui peine de plus en plus à susciter l'intérêt. Après tout, le Président et l'Assemblée procèdent du même suffrage universel direct et disposent formellement d'une même légitimité...

Cette voie aurait l'avantage de renforcer la légitimité des députés sans écorner celle du Président. Certes, certains pourraient trouver à redire, notamment en regard de sa conformité à l'esprit des Institutions de la Ve République. Mais la Constitution de 1958 en a vu d'autres et elle est toujours là ! Et c'est sans doute une proposition qui ferait consensus.

Au fond, la question est celle-ci : jusqu'où allons-nous laisser le virus de l'aquoibonisme faire son œuvre ? Car enfin, quelle démocratie politique voulons-nous en ce XXI^e siècle ?

La démocratie française ne peut pas se réduire à la seule élection présidentielle

Au point d'acmé où nous en sommes, on voit mal comment l'on pourrait continuer sans quelques réformes institutionnelles. La culture politique de la majorité des fondateurs du PRé nous a plutôt conduit jusqu'à maintenant à considérer collectivement la question des institutions comme une question relativement secondaire - quoique roborative et passionnante au plan de la philosophie politique - presque une affaire de logistique (sic !), l'important étant surtout de ménager la possibilité d'expression de la « volonté populaire ». Mais il y a des situations qui exigent de mieux ajuster les institutions pour faciliter précisément cette possibilité d'expression.

La Covid a reporté pour l'instant les projets en la matière. Nous ne pensons pas qu'il faille revenir à une féodalité parlementaire ni présidentialiser davantage notre régime (caractérisé de « semi-présidentiel », quand ce n'est pas « d'ultra-présidentiel »), mais établir un point d'équilibre entre l'existant, ce à quoi tiennent en définitive les Français, entre la « monarchie élective » et le « principe majoritaire ». Sauf à changer de régime, ce qui reste dans l'ordre des possibles ou des souhaitables, c'est selon le point de vue. **Notre histoire constitutionnelle devrait nous conduire en tous les cas non plus seulement à admettre mais à rechercher la nécessité d'un recours à la *démocratie continue* en dehors des échéances officielles (élections, référendum législatif ou constitutionnel...).**

En 2022, il serait heureux qu'une question de fond soit traitée par les différents candidats aux élections présidentielles : celle de comment régénérer le système représentatif ? Notre souhait serait de voir combiner la démocratie représentative avec la démocratie sociale, dans une confiance retrouvée dans un paritarisme responsabilisé, avec le recours possible à la consultation populaire, sans rien saper de la nécessaire stabilité dont le pouvoir du moment a besoin pour agir. 2022 peut être aussi l'occasion de réfléchir à la dimension à donner au rôle nécessairement partisan des majorités et aux moyens de régulation politique, notamment par les partis (caractéristique de la Vème république), si tant est que ce soit toujours d'actualité compte tenu de leur faiblesse. Autrement dit : La « République des citoyens » se résume-t-elle, se réduit-elle, à celle de majorités (présidentielle et parlementaire) plus ou moins cohérentes, plus ou moins ambitieuses, plus ou moins disciplinées, mais aussi plus ou moins audacieuses, plus ou moins créatrices ?

Léo Hamon, très inspirant, questionnait une République des citoyens qui ne vit qu'une fois par mandature. « *En un certain sens, ajoutait-il, notre contemporain est dépossédé et non avantagé par rapport à ses aînés de la Troisième et de la Quatrième République ; car, sous ces régimes, le mouvement de l'opinion enregistré par les groupes charnières trouvait son*

expression dans l'évolution de ces groupes et partis. Le même mouvement demeure aujourd'hui sans conséquence juridique. »

A propos de la question du référendum, notamment dans l'hypothèse discutée à l'époque, au milieu des années 80, législatif ou constitutionnel, de l'accorder à une minorité, à l'opposition donc, Léo Hamon en fait apparaître les travers et les risques s'il est mal fagoté : « *il n'est pas de politique qui puisse se passer, à un moment donné, d'un crédit minimum de temps pour faire apparaître les conséquences de son action : le problème est donc de conjuguer ce nécessaire crédit de temps avec l'attention convenable à un mouvement profond et confirmé de l'opinion, à la résonance prolongée un signal avertisseur appelant changer de politique. La démocratie continue doit se combiner avec le crédit que tout gouvernement doit avoir au départ Et tout ceci est affaire d'inspiration, de volonté, de décision politique au sens le plus large du terme, et non de procédure. »*

Voilà pourquoi il serait heureux que le temps de la *démocratie continue* advienne.

Le PRé l'appelle de ses vœux. D'autant que contrairement à une idée reçue, les Français s'intéressent à la politique comme ils continuent à s'intéresser à la vie de leur commune ; ils n'ont jamais « fait » autant de politique, même si ce sont des électeurs de plus en plus intermittents. Alors que leurs représentants semblent en faire de moins en moins et que les débats parlementaires se dépolitisent. Sacré paradoxe !

Il n'est cependant pas interdit de penser possible la renaissance de pensées et de passions politiques.

Une arme de démocratisation continue massive

Si la démocratie française a besoin de se réviser, elle a aussi besoin de se nourrir. De notre point de vue, **un projet social-écologique pourrait utilement y contribuer**, qui pourrait parler aux Français, donner envie, soucieux de la Terre et des humains, un projet politique qui favorise l'autonomie individuelle et l'autonomie sociale, l'émancipation. Loin de scories productivistes du capitalisme, de feu le « socialisme réel », des sociétés libérales dirigistes ou même de la social-démocratie dans une certaine mesure.

C'est un projet qui pointe la logique du marché et du profit illimités, le pouvoir exorbitant du capital sans aucune considération ferme de l'urgence climatique, des conséquences dévastatrices de certaines des activités humaines, de nos modes de production et de consommation, des pollutions et des monceaux de déchets engendrés, de la déforestation, de la perte du capital naturel...dont il devient temps qu'elles soient organisées plus en adéquation avec les besoins sociaux et les exigences de la « protection de l'environnement », autrement dit de la Terre et de sa diversité, humains compris.

La question est en réalité éminemment politique et invite tout un chacun à se réapproprier la et le politique.

Elle est inséparable d'une réflexion d'ensemble sur ce que c'est que d'être un Homme, un terrestre dans les temps présents. Il s'agit ni plus ni moins que de savoir quelle vie au quotidien nous voulons, y compris dans sa dimension relationnelle avec et dans la nature, mais aussi la culture entre les êtres, dans l'amitié, dans l'amour, dans la sensualité des esprits et des corps.

Tout le monde ou presque ressent la nécessité de « changer de système ».

Oui, mais pour quelle visée ? Avec quels outils politiques ?

Alors que la question d'un projet politique alternatif conjuguant le social ET l'écologique n'a jamais été aussi prégnante et de l'ordre des possibles, pour ne pas dire du souhaitable, le PRé continue d'appeler de ses vœux un projet de société que nous nous évertuons de valoriser depuis 2010 : quelque chose comme une « social-écologie » qui puisse déployer notre désir

de repenser notre rapport à la nature, aux sciences, à la démocratie, la vie quotidienne, à l'égalité des sexes, aux valeurs, aux arts, à la philosophie, à la vérité. Comme à nos idées, nos critères moraux, esthétiques ou politiques qui ne constituent pas des données éternelles.

Nous voyons ce projet comme pouvant être de ceux qui retiennent l'attention des Français, à la fois comme visée possible de la transition écologique & énergétique et comme trajet réalisable qui rende plausible le projet. Il faut travailler son contenu dès maintenant, car cela demande nécessairement du temps, dans une articulation bien comprise du « mouvement d'en haut » et du « mouvement d'en bas », comme on disait dans les années 70.

Il y a peut-être là une dialectique à repenser pour se défaire de l'opposition rituelle et stérile qui tend à revenir entre *réforme* et *révolution* pour imaginer un « *réformisme* sinon *révolutionnaire* » du moins évolutionnaire. Conscient selon les sujets de la nécessaire gradualité, mais aussi lucide sur les ruptures que cela engage, et les affrontements inévitables, comme sur les résistances de certains intérêts dominants.

L'autogestion est-elle de notre temps ?

Le PRé ne propose pas de puiser dans le corpus quelque peu suranné du Centre d'études de recherches et d'éducation socialistes (Céres, créé en 1966), ce courant politique qui a été au cœur du congrès du renouveau socialiste d'Epinais en 1971, arrimant le PS à une logique de "*rupture avec le capitalisme*" et influant par la suite bien des partis socialistes en Europe et dans le monde. Quoique que ! Mais il y a sans doute de l'inspiration à prendre du côté de ce passé, du côté notamment des travaux de la Convention nationale du PS sur l'autogestion en 1975 accouchant de **15 Thèses sur l'autogestion**. Le Céres proposant une "seizième thèse" - demeurée minoritaire - mettant l'accent sur la nécessaire articulation entre "*l'action gouvernementale*" et "*les capacités d'initiative autonome des masses*", indispensables selon lui pour "*l'émergence de nouvelles formes de pouvoir*". Didier Motchane, membre du bureau exécutif du PS, co-animateur du Céres à l'époque, estimant que l'autogestion " *n'est pas la borne au bout du chemin, mais le chemin lui-même* ". L'idée était là.

Il n'est pas impossible que la thématique autogestionnaire, sous une forme repensée, comme du reste celle de l'émancipation, puisse revenir dans les débats avec la transition actuelle : via l'idée que la politique doit domestiquer l'économie.

Ce projet social-écologique n'est cependant pas garanti, on pressent simplement au PRé que ce n'est pas le moins bien placé. C'est un pari (pascalien) sur l'avenir, juste un choix qui est proposé susceptible de trouver des solutions et de lever un peu d'espoir. Pas une nécessité historique.

Les ressources scientifiques, intellectuelles ne manquent pas pour nous encourager à penser, pour nous aider à nous orienter et à faire les choix les plus judicieux possibles en prenant en compte les enjeux écologiques & énergétiques. Elles existent depuis le XVIII^e siècle ! **Il ne faut pas croire que la défense de l'environnement soit une mode ou quelque chose de nouveau qui appartiendrait aux seules nouvelles générations.** Elle a été vivace dans les milieux « progressistes » du XIX^e siècle, notamment socialistes et libertaires, mais elle a été marginalisée par certains courants, convertis au productivisme, stigmatisant les « amis de la nature » en « ennemis du progrès » - et l'« amour de la nature » en « haine de l'homme »... prenant appui notamment sur le fait que l'inventeur du terme « écologie », le pionnier allemand Ernst Haeckel (1834-1919), passe pour avoir également inspiré le pangermanisme puis le nazisme – pour lesquels la perspective d'une « société écologique » ne pouvait pas être souhaitable...

Le PRé s'inspire volontiers des figures anciennes ou contemporaines. Bien sûr celle de Classiques comme **Lucrèce** (-93 - 56 av. J.C) ou **Montaigne** (1533-1592), mais aussi celle

d'**Henry David Thoreau** (1817-1862), ce poète naturaliste émerveillé par la nature qui a forgé l'idée d'une « simplicité volontaire » contre les dévoiements de la société marchande. **Charles Fourier** (1772-1837) pour ses théories sociales porteuses de beaucoup d'espérance lors de la révolution de 1848, qui connurent un regain d'intérêt après 1917 avant de connaître un reflux avec la chute de l'URSS et le déclin du communisme, mais qui restent des points de repères essentiels pour nombre d'acteurs de l'économie sociale. **Walter Benjamin** (1892-1940), l'un des rares marxistes, tendance romantique, avant 1945, à proposer une critique singulière du concept d'« exploitation de la nature » qui, sans revenir à l'âge de pierre, propose la perspective d'une « nouvelle harmonie » entre la société et l'environnement naturel. **Michel Bousquet** (1923-2007) (alias **André Gorz**), philosophe, journaliste cofondateur du *Nouvel Observateur*. **Felix Guattari** (1930-1992) qui développe l'idée d'un paradigme écologique élargi et complexe, et fait partager sa conviction qu'on ne peut pas penser l'écologie sans faire une place à la soutenabilité et le soin des milieux sociaux et mentaux : *Les Trois écologies* (paru en 1989) reste un plaidoyer important pour des réflexions et des pratiques « écosophiques ». Le philosophe allemand **Jürgen Habermas** (14) est déterminant dans la réflexion écologique car il réfléchit à son articulation avec la démocratie. Quand de nombreux penseurs « Verts » continuent d'élaborer des scénarii inspirés par une pensée libertaire, sans État ni politique, difficilement imaginable dans un cadre démocratique, Habermas propose de *refonder la démocratie à l'âge écologique*. Autour de ses travaux sur la « démocratie participative », autrement dite délibérative, et le principe de publicité des débats (éthique de la discussion), ce marxien marqué par le totalitarisme soviétique, tente de réconcilier écologie et démocratie. Un enjeu on ne peut plus actuel. Contre les risques autoritaires des pensées écologiques, il propose de refonder l'« écologie politique » sur des bases pluralistes en dépit de son extrême fragmentation idéologique. En France sans doute plus qu'ailleurs. Sa pensée se démarque du courant dit de l'« écologie autoritaire », ou même celui à la mode de l'« écologie profonde » (*deep Ecology*). Il tente de contribuer à bâtir une « écologie démocratique » (Cf. *La technique et la science comme idéologie ; Après Marx, Le discours philosophique de la modernité ; De l'éthique de la discussion ; L'avenir de la nature humaine*). **Michel Serres** (1930-2019) a pensé de son côté dans *Le Contrat naturel* (1990) l'écologie à partir d'une question juridique : la nature peut-elle être sujet de droit, et non plus seulement un objet ? Serres a travaillé à l'élaboration d'un droit nouveau, un contrat social désormais étendu au monde, aux choses, au vivant, dans une vaste symbiose. Reformulant le « *Et pourtant, elle se meut !* » apocryphe de Galilée en « *Et pourtant, elle s'émeut* », il propose de reconsidérer la planète Terre, non seulement en mouvement, mais aussi vivante, émotive, positivement et négativement, à la moindre action des humains. Un philosophe de la nouvelle génération, en rappelant le passé « utopique » et pré-écologique du « socialisme » ainsi que le glissement des « forces de progrès » vers une « économie de la croissance », **Serge Audier** (15), propose quant à lui de revivifier le projet de cette « société écologique », affranchie de sa matrice de dépendance au productivisme et susceptible de se doter d'un « imaginaire alternatif » afin de s'assigner d'autres « finalités collectives et individuelles ». Ou encore parmi la jeune génération de chercheurs, quelqu'un comme **Eloi Laurent** (16) auteur de *Social-écologie* (2011), l'un des rares économistes s'intéressant à la question climatique et plus globalement aux enjeux écologistes. L'historien médiéviste **Patrick Boucheron**, professeur au Collège de France (titulaire de la chaire Histoire des pouvoirs en Europe occidentale, XIII^e-XVI^e siècle) est très inspirant également pour penser le monde d'aujourd'hui au travers de ses recherches sur les cités italiennes, pépinières de la république, expérimentatrices des pratiques délibératives. Nos chemins buissonniers ne comportent aucun sens interdit, **Proudhon** nous inspire et nous pousse à actualiser certaines de ses réflexions, comme plus près de nous l'auteur d'*Ecology of Freedom*, philosophe, militant et essayiste écologiste libertaire américain **Murray Bookchin** (1921-2006), et il nous est même arrivé de publier l'ancien membre de l'Internationale situationniste **Vaneigen** (Raoul), auteur du fameux *Traité de*

savoir-vivre à l'usage des jeunes générations (1967), un article intitulé « La renaissance de l'humain est la seule croissance qui nous agrée » (déc. 2019), ce qui a pu étonner certains de nos lecteurs, tant la problématique républicaine est différente de la problématique libertaire. Nous ne serions pas complets si nous n'évoquions pas dans cette courte sélection des auteurs de SF comme **Philip K. Dick** qui ne fut pas qu'un artiste des paradoxes spatio-temporels, mais aussi un visionnaire, ou encore **Alain Damasio**, dont les regards philosophiques poussent à la méditation.

Le PRé a la prétention de penser que le projet qu'il porte n'est pas un projet politique parmi d'autres : il est également un processus de démocratie approfondie. Un but et un chemin. La social-écologie permet d'appréhender les catastrophes naturelles comme autant de catastrophes social-écologiques « *en ce qu'elles sont le produit de risques naturels et de vulnérabilités humaines en grande partie sociales* » (Eloi Laurent). Le PRé fait sien la *Déclaration de Cochabamba* (Bolivie) d'avril 2010, dans un texte adopté par la « Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre mère » : « *Pour qu'il y ait équilibre avec la Nature, il faut qu'il y ait équité entre êtres humains* ». Enfin, c'est un objet, la social-écologie, qui pourrait nourrir la démocratie comme source d'éducation, l'investir comme arme de réduction massive des inégalités, renouveler l'exercice démocratique en faisant des enjeux écologiques & énergétiques une nouvelle question citoyenne qui, à ce titre, ne doivent pas être dépolitisés. Bref, qui pourrait fonder une *démocratie continue* au moyen d'une éthique communicationnelle qui ne priverait pas le citoyen de sa faculté de comprendre, de choisir et de participer aux décisions collectives et à leur élaboration. La social-écologie, telle que nous la concevons, est donc un processus susceptible de réinventer la démocratie. Pas seulement : nous avons la faiblesse de penser qu'elle peut revivifier en France la République, refaire des citoyens.

La voie vers une démocratie continue suppose que le politique retrouve sa primauté et assume sa responsabilité, qui est de décider, d'agir et de contrôler plutôt que d'éviter systématiquement le conflit sous le couvert du consensus et de l'arrangement transactionnel. Elle suppose d'en finir avec la professionnalisation de la politique, ce qui ne veut pas dire qu'il fasse en faire en amateurs. L'interdiction législative de cumul entre le mandat parlementaire et des fonctions exécutives locales (loi de 2014 entrée en vigueur en 2017 faisant suite aux lois précédemment votées en 1985 et 2000) a contribué à cette évolution démocratique. Tout comme la décision d'Emmanuel Macron de demander en 2017 aux ministres de son gouvernement de démissionner de leurs fonctions exécutives locales (pourtant autorisées par la loi) et les efforts des partis, en premier lieu de *La République en Marche*, de sélectionner différemment les candidats aux législatives pour obtenir une configuration inédite de l'Assemblée nationale. La voie vers une démocratie continue suppose une revalorisation du travail parlementaire, un meilleur équilibre avec le travail de l'exécutif et les prérogatives présidentielles. Cela suppose une clarification des rôles de chacun : cela suppose par exemple que l'Etat récupère des prérogatives trop souvent sous-traitées à la société civile, sans que cette dernière ait du reste réclamé ou proposé parfois quoi que ce soit. Cela suppose que l'Etat retrouve ses fondamentaux trop perdus de vue depuis longtemps, qu'il assume sa mission intellectuelle et morale qui est d'organiser la liberté des citoyens ainsi que l'équité dans la distribution des biens, comme de garantir la primauté de la loi sur la jungle des intérêts, des confessions, des croyances quelles qu'elles soient. Cela suppose que la laïcité et la conception universaliste de la citoyenneté redeviennent pleinement des règles républicaines. Cela suppose aussi que l'on résiste collectivement à la tentation de demande sociale de contrôle illimité qui frémit à chaque crise, de demande de réassurance et de tranquillité qui ne témoigneraient que d'une crispation sécuritaire. Cela suppose d'accepter d'ouvrir un chantier, vaste, fondant le renouveau démocratique en France et d'inventer les voies et les moyens d'y

parvenir associant la représentation nationale, les acteurs politiques et le plus de Français possible.

Prosaïquement, la question de la *démocratie continue*, au fond celle du retour de la confiance dans le cœur des citoyens électeurs qui se veulent aussi des acteurs, se résume-t-elle exclusivement entre le retour à un parlementarisme façon IV^e république ou le passage à un « vrai » régime présidentiel ?

Elle passe assurément par une revalorisation de la notion de l'intérêt général qui est devenue quelque peu étrangère aux partis politiques, alors qu'elle devrait être au centre du dispositif de rénovation de la politique, elle passe par une revalorisation de l'esprit public depuis trop d'années subverti, rongé progressivement nos certitudes et nos capacités de réaction, y compris quand l'essentiel est en jeu.

IV- SUR LA TERRE

La « grande révolte mondiale des années 1960-1970 » a fait place à une « nouvelle phase d'accumulation » - la machine à privatiser, jusqu'au Vivant, et à concentrer les richesses semble continuer à tourner à plein régime, comme si de rien n'était, jusqu'à la *Sixième extinction* annoncée des espèces... En 2021, les émissions mondiales de carbone sont apparemment reparties vers leurs niveaux d'avant la Covid après avoir chuté en 2020. Même si la France pourrait connaître un niveau inférieur à 2019.

Qu'est-ce qui pourrait nous éloigner des portes de cette « sixième extinction » ?

Après tout, la Terre est toujours là, alors qu'au cours des dernières 500 millions d'années, la vie sur Terre a presque totalement disparu à cinq reprises, à cause déjà de changements climatiques : une intense période glaciaire, le réveil de volcans et la météorite « Chicxulub » qui s'écrase dans la péninsule du Yucatán au Mexique il y a 65 millions d'années, rayant de la carte des espèces entières comme celle des dinosaures (en ménageant, en même temps, la possibilité à d'autres, comme les mammifères, de se développer).

A la différence notable cette fois-ci que l'Humanité n'est pas étrangère au phénomène en cours. Encore qu'il faut éviter les généralisations hâtives et nuancer : ce ne sont pas tous les Hommes, « l'empreinte carbone » d'un américain par exemple étant 32 fois plus élevée que celle d'un éthiopien. Sachant aussi que les 10% les plus riches sont à l'origine de 52% des émissions mondiales de GES, contre 7% pour les 50% les plus pauvres.

La question est donc, pour aller à l'essentiel : est-il encore possible de revenir sur cette force tellurique que serait devenue l'Humanité, infléchir les GES, enrayer l'emballement climatique, combattre cette passivité qui est en nous, et éviter ces disparitions massives ?

Et une autre tout aussi essentielle : Les humains sont-ils condamnés à devenir les victimes de leur propre négligence en matière « environnementale » ?

« En fait, la question que chacun devrait se poser est plutôt la suivante : les 7,3 milliards – qui passeront bientôt le seuil de 8, puis de 9 milliards – de gens peuplant cette planète auront-ils assez de place et de ressources pour cohabiter avec toutes les autres espèces ? N'allons-nous pas droit dans le mur en consommant quantités de ressources dont de nombreuses autres créatures ont aussi besoin ? Je n'ai pas de réponse à apporter à cela » précise **Elisabeth Kolbert**, Prix Pulitzer pour son livre *La Sixième Extinction* (in entretien dans le National Geographic). Tout se passe comme si les humains n'avaient pas franchement envie de se poser la question de savoir s'ils allaient pâtir, et dans quelles proportions, de l'extinction massive en cours, pas davantage celle de savoir quel monde ils vont pouvoir léguer.

Pourtant, dans le même temps, la conscience que nous ne sommes pas si séparés de la nature que nous avons pu le croire depuis les Lumières progresse : nous réalisons que la nature n'est pas ce qui nous environne, mais que nous sommes, elle et nous, parties prenantes du système-Terre. Les sciences sociales nous invitent dorénavant à considérer que la Terre n'est pas un objet qui nous serait étranger, mais un sujet qui interagit avec nous.

Le dérèglement climatique accentue les inégalités sociales

Outre l'enjeu posé par Elisabeth Korber, il y a aussi le fait que **le dérèglement climatique accentue les inégalités sociales**, sanitaires, au travail, entre les territoires, entre générations ou encore les inégalités de revenu à l'intérieur des pays. De la France, on a l'habitude de dire que **c'est l'un des pays les plus re-distributifs au monde**. C'est vrai. **Mais la question de la distribution initiale est peu posée et celle des inégalités souvent mal posée**. L'importance des pratiques d'optimisation fiscale, qui fait que les plus riches sont proportionnellement moins taxés que la classe moyenne. De nombreuses études ont mis en évidence une hausse des inégalités et une modification dans la répartition des revenus. Le sujet est même dorénavant traité par des institutions internationales (Cf. les travaux de l'OCDE et du FMI).

Le *Laboratoire des inégalités mondiales* (« World Inequality Lab »), un réseau mondial de chercheurs (basé à l'École d'économie de Paris - PSE) a publié en ce début du mois de décembre 2021 son deuxième rapport sur l'état des inégalités dans le monde. Il constate un creusement des inégalités malgré la croissance des pays émergents. La fortune des super-riches n'a jamais été aussi élevée. « *Les 0,01 % les plus riches, qui ont un patrimoine supérieur à 15 millions d'euros, détenaient 7 % du patrimoine mondial en 1995. Ce chiffre est de 11 % aujourd'hui... C'est considérable* », analyse Lucas Chancel, codirecteur du laboratoire sur les inégalités mondiales (avec Facundo Alvaredo, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman).

La distance entre la base et le sommet de la pyramide n'a fait que s'accroître depuis trente ans. Le rapport détaille : « *Les multimillionnaires ont capté une part disproportionnée de la croissance de la richesse : les 1 % les plus riches ont capté 38 % des richesses supplémentaires accumulées depuis le milieu des années 1990, tandis que les 50 % les plus pauvres n'en ont reçu que 2 %.* »

Sont pointées 30 ans de politiques de dérégulation qui ont quasiment effacé les acquis de l'après-guerre et les tentatives de mettre en place un État providence dans les pays développés. « *Les inégalités mondiales contemporaines sont proches du niveau du début du XXe siècle, à l'apogée du colonialisme occidental* », constate le rapport. Comparativement au début du XXe siècle, les inégalités entre pays se sont réduites grâce à l'essor de classes moyennes dans les pays dits « émergents », particulièrement dans la Chine de l'après-Deng Xiaoping, depuis 1978 qui concerne aujourd'hui de plusieurs centaines de millions de personnes. Mais cette croissance n'a pas profité à tous. Les inégalités à l'intérieur des pays se sont accrues, si bien que, globalement, les écarts de revenus se sont creusés depuis les années 1980 et seraient aujourd'hui les mêmes qu'en 1890.

Le rapport dresse la liste des régions les plus inégalitaires. En tête, le Moyen-Orient, suivi de l'Amérique Latine, de l'Afrique subsaharienne, du sud-est asiatique. Dans ces régions, 10 % de la population capte plus de 55 % des revenus. Aux États-Unis, c'est 45 % et en Europe 36 %. **L'Europe apparaît comme la région du monde la moins inégalitaire** : « *Elle a mieux résisté à la remontée des inégalités intervenue à partir des années 1980, même si elle risque un scénario à l'américaine si elle n'y prend pas garde* », estime Lucas Chancel. Il relève que la course au moins-disant fiscal a entraîné un appauvrissement des États. La France est, en Europe, l'un des pays les plus redistributifs au monde. La part des revenus des 10 % les plus aisés est de 25 %. En parallèle, les 50 % les moins aisés reçoivent 23 % du revenu national. C'est mieux qu'en Allemagne (où cette part représente 19 %), au Royaume Uni (20 %) et en Espagne (21 %). **En revanche, les écarts restent très forts, en France, en termes de patrimoine**. Un dixième de la population détient 60 % du patrimoine total, tandis que les 50 % les moins riches n'en détiennent que 5 %.

La question est, pour un continent comme l'Europe et un pays comme la France : comment concilier le souci de justice et celui du progrès pour tous, comment traiter la question des inégalités et la mise en œuvre de la transition écologique & énergétique ?

L'empire du confusionnisme

En France, l'air du temps est plutôt à se payer de mots, sans toujours aborder les vrais problèmes ou la racine de ces problèmes. Ou alors est-ce une façon de préférer le déni à la réalité ?

Il est par exemple assez symptomatique de constater les réfutations des formations politiques, et singulièrement celles situées à gauche, sur le fait que le fond de l'air est ultra-conservateur, que les espaces publics (champ politique, médias, l'Internet et réseaux « sociaux ») en France - et dans d'autres pays - se sont extrême-droitisés depuis au moins 2007. Même si la société, sur le temps long, depuis quelques 30 ans, est plus tolérante, plus ouverte, ce qui invite à être prudent sur l'hypothèse d'une « droitisation de la société » elle-même. Mais en même temps, le fait est que cette société, depuis 2010, est plus crispée et plus en demande de sécurité, d'autorité, de traditions interroge. Tandis que le rapport aux « valeurs » est devenu plus ambivalent, un même individu pouvant présenter simultanément des dispositions à l'ouverture d'esprit et aux préjugés (comme l'a repéré le chercheur en science politique **Vincent Tiberj**, professeur des universités, chercheur au Centre Emile Durkheim et délégué recherche de Sciences Po Bordeaux).

Comment, dans ces conditions, ne pas réagir à l'urgence de trouver les voies et moyens d'une démocratie continue soucieuse d'améliorer les délibérations collectives en vue de préparer les meilleurs choix possibles ?

Dans les années 1970, quasiment toutes les grandes villes de France étaient à gauche, 61 % des villes de plus de 20 000 habitants sont aujourd'hui à droite, ainsi que 7 des 12 régions et plus de deux tiers des départements. Aux législatives de 2017, hors comptabilisation de LaREM, nouvel objet politique peu identifiable, les gauches et les écologistes n'ont fait que 28,3 % des voix, contre 35,8 % pour la droite et le FN. Comment ne pas voir par ailleurs que les Français sont profondément déçus que rien ne soit advenu depuis l'annonce en 2017 du dépassement du clivage droite-gauche ? Alors que cette annonce entrait pourtant en résonance avec la volonté des électeurs, depuis au moins 2010, d'en finir avec la bipolarisation vécue comme un carcan. La candidature Macron s'est imposée en 2017 parce qu'elle fut voulue par le peuple, qu'elle dépassait le vieux monde et les anciens appareils politiques. La rencontre « entre un homme et son peuple » a bien eu lieu, sans grand besoin de programme très précisé, car sa personnalité est apparue comme un programme en soi, sa jeunesse, son tempérament, sa modernité, sa promesse de réformes et d'une méthode de gouvernement renouvelée, ont fait le reste. Sauf qu'aujourd'hui, 4 ans plus tard et une crise sanitaire et économique en prime, l'action, aux yeux des Français, a peine à succéder aux paroles. Et pourtant, on ne peut pas dire que rien n'a été fait depuis la crise de la Covid.

Au contraire. **La France sous l'impulsion d'Emmanuel Macron a connu son moment keynésien** et mené une politique quasi « socialiste » aux yeux de nombre d'observateurs issus du monde anglo-saxon. Pour les seuls étudiants et jeunes par exemple, pas moins de 15 dispositifs ont ainsi été mis en place (allocation aux étudiants boursiers, aide financière d'urgence pour les jeunes demandeurs d'emploi, prime d'aide au logement pour les jeunes actifs, aide au repas pour les étudiants, « chèque psy » pour les étudiants en besoin, demande possible de révision du droit à la bourse, aides exceptionnelles pour inciter les entreprises à recruter des jeunes, conditions du dispositif de la « Garantie jeunes » assouplies, rémunération des jeunes demandeurs d'emploi revalorisée, revenu jeunes actifs en IDF, mesures pour faciliter le service civique, développement du mentorat avec le dispositif « 1

jeune, 1 solution », aides régionales en complément des aides nationales, comme en Occitanie par ex.) pour les aider à traverser la crise.

Cela n'a pas empêché le confusionnisme de progresser à tous les étages, pas seulement la confusion lexicale, cependant que nous assistons à la poursuite de l'affaïssement de la gauche traditionnelle, à l'extrême-droitisation du champ politique, à l'incapacité de la gauche « radicale » à y répondre, à l'effacement de la droite classique et à une majorité présidentielle qui peine à définir une ligne et à développer une vision, donnant le sentiment par moments de vouloir s'en remettre, faute d'avoir adopté une boussole, à un technocratisme qui risque de contrarier, voire d'écraser la demande d'une écoute démocratique et à normaliser indirectement davantage, en le légitimant, le RN qui s'en fera les gorges chaudes. On pourrait ajouter incidemment, au lieu de se contenter de hausser les épaules, qu'il est également temps de saisir, alors que le moment de la campagne de la Présidentielle de 2022 arrive à grands pas, qu'un vent d'inquiétude diffus, souffle sur le pays. L'effacement du clivage droite/gauche n'a fait qu'accélérer le phénomène, provoquant un mouvement de grande confusion jusque chez les intellectuels.

Au commencement était Sarkozy

L'ère du confusionnisme est apparue avec le sarkozisme comme si ce dernier avait infusé depuis dans les têtes et les comportements. Souvenons-nous, Nicolas Sarkozy, comme ministre de l'Intérieur puis président de la République, a fait plus fort et plus vite d'une certaine manière que le FN lui-même, "softpowerisant", triangulant à tout va, empruntant à la fois au bestiaire et aux icônes de l'extrême droite et de la gauche. Pour rester au centre de tout en hystérisant le débat politique et en faisant tout disjoncter. **Le sarkozisme a constitué en définitive le moment dérégleur** (cf. Philippe Corcuff) **de notre vie politique et des idées** : il a rapatrié de manière soft des thèmes d'extrême-droite à droite et, dans une concurrence acharnée avec le FN, il a ensuite contribué à légitimer le tryptique « islam – insécurité – immigration », à le loger au cœur du débat public. Pas seulement : il a piraté des référents de gauche : Jaurès, Gramsci, la lettre de Guy Môquet, etc. Il a débauché des ministres venant de la gauche ; et c'est d'ailleurs un ancien dirigeant socialiste, Éric Besson, à qui est attribué le ministère le plus idéologiquement piégé et piégeux, celui de « l'Identité nationale ».

Le sarkozisme a inauguré un nouveau système, qui ne concerne pas toutes les confusions - notamment intellectuelles - mais celles dont l'objet ou les effets concernent l'abolition du clivage droite/gauche qui structurait les idées morales et politiques quasiment depuis la fin du XVIII^e siècle. En même temps s'est affaïssé l'un des piliers intellectuels de la gauche traditionnelle : le lien entre la critique sociale (des inégalités, des injustices et des dominations) et l'émancipation. Ce brouillage des repères donne lieu à des bricolages, des bidouillages et des « hybridations d'idées » qui tendent à remplacer le clivage obsolète par des thèmes portés aussi bien par la droite extrême, la droite, la gauche classique, « modérée » et la gauche dite « radicale ».

Le contexte actuel est marqué par une montée de l'idéologie ultra-conservatrice. Le sociologue et politiste **Philippe Corcuff** analyse notamment l'influence d'Alain de Benoist, penseur de la « *nouvelle droite* » dans les années 1970, qui opère le passage d'un racisme biologisant à l'essentialisme culturel qui conduit à la phobie du mélange. On retrouve aujourd'hui ce thème aussi bien dans les revendications de minorités actives soutenues par la gauche « radicale » que dans un certain identitarisme « républicain ». Ces dernières années, la gauche de gouvernement, la gauche « modérée », et singulièrement le PS, s'est liquéfiée, toujours aussi désœuvrée, comme interdite devant le processus de décomposition idéologique et de recomposition politique en cours, réalisant trop tardivement qu'il eût fallu qu'elle se remit peut-être au travail après 2002. Moyennant quoi, elle se retrouve 20 ans après sans doctrine claire, sans visée, sans vision de l'avenir, sans projet politique, juste avec quelques

propositions éparses, et sans incarnation. Et, depuis 2017, elle ne s'est toujours pas remise au travail comme si elle avait déjà acté l'état de « mort cérébrale » du PS d'Epinay.

Décomposition-recomposition du paysage politique

La décomposition idéologique à l'œuvre depuis 2008 semble avoir atteint son summum lors de la campagne de la Présidentielle 2017, mais la recomposition politique est toujours en cours et est loin d'être terminée. Pas grand-chose de lisible n'est venu se substituer à l'ancien clivage droite-gauche qui avait au moins une vertu, celle de faciliter le repérage et un certain décryptage de l'offre politique. Pas grand-chose, si ce n'est une cartographie politique illisible pour le commun des électeurs, brouillée qui plus est par une tendance ces dernières années à une sorte de « mercato » des hommes politiques, en tous les cas, un certain nomadisme politique, à des changements incessants d'étiquette, de noms des formations, qui n'améliorent pas la compréhension par les Français des positions des uns et des autres. Encore moins des enjeux. Pas grand-chose, si ce n'est un populisme diffus qui infuse partout dans le monde, et en France, au-delà des populismes idéologiques revendiqués aussi bien par LFI que par le RN, qui ne cachent pas leur volonté de complaire à l'idée qu'ils se font des opinions des catégories populaires, en construisant un nouveau clivage opposant le peuple à l'élite, aux « nantis », aux possédants, aux acteurs patentés du système politique en place. Une posture commune médiatique antisystème, anti-médias. Une pareille rhétorique violente. Avec en toile de fond, un objectif : créer un lien direct avec le peuple ; changer ce dernier si nécessaire, à défaut en créer un nouveau ; mener une bataille culturelle en vue d'acquiescer une position idéologique hégémonique.

Quelle est la situation politique ?

Pendant longtemps, la géographie politique de la France s'est résumée à une « tripartition » entre la gauche, la droite et l'extrême droite, constituant un des fondements de l'ordre électoral en place en France depuis 1984 (élections européennes), s'illustrant dans une triple dimension idéologique, électorale et partisane, et se traduisant par une fracture entre la droite modérée et l'extrême droite. Nicolas Sarkozy a cassé cet ordre électoral en 2007 en mettant en place une stratégie de conquête de l'électorat du FN de Jean-Marie Le Pen, le cannibalisant au plan de ses idées et thématiques (immigration, identité nationale et insécurité), provoquant un effondrement de ce dernier et le surgissement d'un bloc électoral conservateur ethnocentriste. L'élection présidentielle de 2012 a confirmé la dynamique, non plus seulement de porosité électorale entre l'UMP et le FN, mais d'attractivité électorale au profit de l'UMP, remettant ainsi en cause la tripartition des années 80.

Depuis le choc provoqué par la présidentielle de 2017 et l'éclatement du clivage droite/gauche, une tripartition nouvelle semble se dessiner entre trois blocs : un bloc dit « progressiste », autour de La République en Marche, un bloc dit « national », autour du Rassemblement national, et un bloc dit « populaire », autour de La France Insoumise. Des « blocs », non pas au sens parlementaire (du moins pas encore), pas encore au plan politique, mais au sens idéologique. Chaque formation espérant les faire advenir dans la réalité politique. LaREM peinant pour l'instant à y mettre un contenu solide, à se forger une doctrine. RN et LFI semblant de leur côté farfouiller dans la même boîte à outils gramscienne pour utiliser à leur profit le concept culturel, puissant, au plan théorique de « Bloc historique ». Il n'est pas douteux que chez l'un comme chez l'autre, une volonté politique existe (encore reste-il à l'organiser), ainsi qu'une idéologie unificatrice. Mélenchon ne fait pas qu'évoquer la figure de Gramsci comme beaucoup de personnalités politiques de tous bords (à l'exception notable du PCF qui a toujours eu un rapport plutôt distant avec le philosophe marxiste italien) après le "non" français au référendum sur le traité constitutionnel européen, où bien à la suite de

Sarkozy qui avait détonné en citant l'intellectuel italien dans l'un de ses discours de campagne pour la présidentielle de 2007 (« *Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées. C'est la première fois qu'un homme de droite assume cette bataille-là* ») : il entend "potentialiser" politiquement la théorie du "bloc historique". Comme celle de "l'hégémonie culturelle" de Gramsci dans la conquête du pouvoir : pour l'emporter dans les urnes, il faut d'abord avoir gagné la bataille des idées.

Mais sur quelle base sociale ? Constituée par quelles classes sociales ? Et guidée par quelle fraction ?

Le paysage politique reste chamboulé et le phénomène de décomposition / recomposition idéologique toujours pas achevé, qui pourrait permettre une recomposition politique, au point que les observateurs caractérisent le paysage de « gazeux ». Certes, la Covid-19 a largement congelé la situation depuis 2017. Les oppositions restent largement interdites, ne sachant pas quoi faire ou quoi dire, et celles de gauche particulièrement malhabiles. Ce qui est sûr, c'est que ni les gauches, ni la droite ne sont parvenues, pas seulement à se remettre de leur cuisante défaite en 2017, mais à se reconstituer, tant la Bérézina fut sévère pour le PS et les LR, et décevante pour les autres, laissant des « morts » de tous côtés sur le champ de la bataille politique. Il n'est même pas donné qu'ils puissent espérer un tant soit peu rebondir en 2022, car pour rebondir, encore faut-il avoir complètement touché le fond...

En 30 ans, les gauches auront perdu le vote ouvrier au profit de l'extrême droite.

Au point que plus de 4 ouvriers (dont le nombre est passé de 6,9 millions, soit 30% de l'emploi total, en 1982, à 5,3 millions (20%) en 2019) sur 10 votent Le Pen.

Les gauches traditionnelles (PS et PCF) souffrent d'un paradoxe : elles comptent encore des militants (43 000 revendiqués pour le PCF, 40 000 pour le PS), disposent d'une implantation locale, d'un réseau d'associations, mais semblent être condamnées à rester dans les limbes lors de l'élection de la Présidentielle. Fabien Roussel (PCF) est crédité de 1 % à 2 % des intentions de vote et Anne Hidalgo (PS), plafonne autour de 7 %, et encore dans ce qui semble être la meilleure des hypothèses.

Du coup, on réfléchit à changer de positionnement. Certains cherchent leur base sociale quand d'autres cherchent à l'élargir. Le PS semble se croire obligé de se déporter à gauche, LFI se tâtant sur la question de savoir si elle doit en faire moins dans la radicalité dans la perspective de 2022, et EELV essayant de mettre les bouchées doubles en tentant de combler son retard quant à son manque de sensibilité sur les questions régaliennes et sur la question sociale (qui s'est longtemps réduite chez elle aux minima sociaux). On l'a vu lors du mouvement contre la réforme des retraites, fin 2019 : toutes les gauches étaient présentes, allant même jusqu'à faire un meeting commun. De même, les traités européens font l'objet d'une mobilisation assez inédite chez les socialistes et dans une moindre mesure chez les écologistes quand de leur côté les Insoumis mettent en veilleuse l'éventualité d'une sortie de l'Union européenne.

L'involution de la gauche

L'effondrement de la gauche qui se poursuit inexorablement révèle une impasse stratégique. Au congrès d'Epinay du PS (1971), congrès d'unité des socialistes, l'objectif déclaré était la **transformation sociale**. Et aujourd'hui ?

L'ancien moteur, jadis, de la gauche, le PS, qui avait su capter le slogan « *Changer la vie* » formulé dans l'après Mai 68 pour en faire son mot d'ordre, est en « état de mort cérébrale » depuis 2017 après s'être coupé progressivement de toutes les forces qui le faisaient vivre : les intellectuels, le mouvement social, les classes populaires et moyennes qui votent massivement pour le RN depuis des années. En réalité, le glissement de la gauche sociale à la « gauche morale » et culturelle dans les années 80, le poids des facteurs extérieurs (l'arrivée de Thatcher et de Reagan au pouvoir, et avec eux le libéralisme économique imprimant sa

marque dans le monde, le « *There is no alternative* » de Thatcher, au moment où le PS prend le pouvoir en France) avaient déjà provoqué un renversement des marqueurs identitaires de la gauche et du PS en tout premier lieu qui va devoir se trouver des substituts. Le PS chemin faisant fait le choix de s'adapter au nouveau monde d'Outre-Manche et d'Outre Atlantique. En 2008, sortant de plusieurs mois de divisions internes et d'une ambiance cataclysmique suite au séisme déclenché par la question du Traité constitutionnel européen, Il troque formellement l'idée de révolution contre celui de réforme à l'occasion de la réécriture de sa « Déclaration de principes » (la dernière mouture datant de 1990, après celles de 1969, 1946 et 1905) pour être plus en cohérence avec ce qu'il est devenu, faisant en quelque sorte au plan théorique son Bad Godesberg, 49 ans après les socialistes du SPD allemand.

Dans un compromis interne qu'il veut dynamique, il assigne dans ses « objectifs pour le XXIème siècle » le fait que « *les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché* » et, s'il prend le soin de préciser « *une économie de marché régulée par la puissance publique, ainsi que par les partenaires sociaux. Le système voulu par les socialistes est une économie mixte, combinant un secteur privé dynamique, des services publics de qualité, un tiers secteur d'économie sociale...* », il restera surtout la conversion du PS à « l'économie sociale de marché » qu'avait déjà introduite Lionel Jospin quelques années avant, alors qu'il était premier ministre, en naturalisant et en fatalisant le dogme de « l'économie de marché », en reconnaissant la régulation principale de l'économie par le marché. Une révolution cognitive au sein du PS. Il admet qu'une transformation en profondeur de la société n'est pas – plus – possible.

Le PS a été plus loin encore : il a abandonné officiellement les catégories populaires (suivant en cela des recommandations de la fondation Terra Nova émises en 2011 pour accrocher les classes moyennes, ciblant électoralement les urbains, également les minorités et les immigrés réputés être plus en adéquation avec ce que sa base sociale était devenue). Non seulement cela, mais il a donné le sentiment de ne plus s'intéresser à la question sociale et de dénier la « valeur travail », ce qui fut perçu comme incompréhensible par les ouvriers, les employés, les agents de maîtrise, les techniciens, les intérimaires, les précaires, salariés ou indépendants, pour lesquels c'est constitutif de leur existence individuelle, ça participe de leur fierté, ça génère de la reconnaissance par les autres et crée une solidarité entre individus. De sorte que ces catégories, devant l'abandon latent du PS à leur endroit, semblent devoir se vouer à l'extrême droite ou à l'abstention. Pendant le quinquennat Hollande, la politique sociale, globalement libérale du gouvernement, en déphasage avec la culture politique historique du PS, a accéléré la désagrégation des classes moyennes. Hollande, le roi de la synthèse au PS, n'a jamais réussi à imposer sa ligne politique durant son mandat à l'Elysée et s'est retrouvé confronté à des « frondeurs ».

En vérité, de ligne politique véritable, le PS n'en a plus depuis François Mitterrand.

Des adhérents totalement tourneboulés désertent sur la pointe des pieds, une hémorragie historique des militants qui se creuse depuis 2007 et une totale absence de propositions neuves, de décisions et de débats d'idées finissant de rebuter les éventuels candidats au chemin de croix. Les autres restent, par fidélité sentimentale, par patriotisme de parti, mais se demandent à quoi ils servent et où se trouve la gauche de transformation. Non seulement cela, mais le PS n'est même plus une machine électorale pour gagner les Présidentielles et est à la peine au niveau des élections locales, telles les municipales, et plus encore au plan des élections européennes.

Avec EELV, le PS a surtout donné l'impression ces 5 dernières années de s'ingénier à ne rien devoir faire ensemble. Et réciproquement. Alors même qu'ils partagent la même conviction – et ne cessent de le répéter sur toutes les ondes et toutes les colonnes à la une - que la transition écologique est indissociable d'une transition sociale, alors même qu'ils ont grosso modo la même base sociale, le même électorat urbain, alors même qu'ils ont déjà gouverné ensemble (gouvernements Jospin et Ayrault) et peuvent afficher une expérience

plutôt réussie de gestion commune des collectivités locales. Mais non. Aucune esquisse de projet commun au plan national. Les résultats des municipales et des régionales qui ont révélé une demande d'union des gauches et des écologistes auraient pu les inciter à faire un pas l'un ensemble. Mais non. Il est vrai aussi que l'appareil d'EELV est attaché historiquement à sa ligne politique, celle de l'autonomie, notamment lors des législatives.

Le PS est toujours nu idéologiquement, sans doctrine, sans projet distinctif, sans incarnation, et n'a produit aucun travail depuis 5 ans, se contentant de dire de temps à autre qu'il faut « réinventer la social-démocratie », comme si le concept disait quelque chose aux Français, comme s'il avait existé un jour en France (sic !) Comme si la culture du compromis et l'idée de cogestion avait jamais eu le vent en poupe ce côté-ci de la Ruhr !

Ce qui est symptomatique, c'est que ce déficit de travail idéologique et politique ne date en réalité pas d'hier mais de 2002, de l'époque où François Hollande était le 1^{er} Secrétaire du PS. Le PS se contentant alors de se reposer sur ses lauriers, après avoir remporté toutes les élections intermédiaires. Le PS paie aujourd'hui au prix fort le fait de s'être laissé vivre. Un vrai gâchis.

Le PS est devenu « ectoplasmique », selon les observateurs, un peu à l'image - si l'on était cruel - de son 1^{er} Secrétaire (depuis avril 2018) qui semble avoir définitivement déposé les armes de la réflexion, les armes de la critique, de l'autocritique, les armes tout court. Et dire qu'il fut une époque pas si lointaine où le PS avait tous les pouvoirs, gagnant en 2012 la Présidentielle, contrôlant l'Assemblée, le Sénat et toutes les régions (sauf l'Alsace), et dirigeant 25 villes de plus de 100.000 habitants.

L'ancien secrétaire général du groupe PS à l'Assemblée, devenu président de groupe en décembre 2016, Olivier Faure, depuis son entrée en fonction, n'a su qu'appeler dans le désert à développer la "dimension écologique" de son parti, voyant bien que ce dernier était guetté par un gros risque d'"effacement" et d'"isolement" face notamment aux Verts qui avaient le vent en poupe depuis les Européennes. Plus que cela : le risque d'être rayé de la carte tout court, pris par ailleurs en étau entre *la République en Marche* et *la France Insoumise*.

Le PS, sous la houlette de son prédécesseur Jean-Christophe Cambadélis, qui analysait en 2015 que « *le parti d'Epinay est mort* » ; avait pourtant entrepris une (timide) révision doctrinale, à la fois révolutionnaire, en regard de l'histoire de ce parti, et assez ordinaire, compte tenu de l'air et de la nécessité du temps, tenant en deux mots : social & écologie. Il a tenté alors de « *hisser l'écologie au niveau de la question sociale* ». Ce qui se voulait une « révolution » dans la tête du patron du PS pour que son parti arrive « *à se dépasser, à se renouveler et à rassembler* » s'est finalement résumé par le fait d'accoler (chichement) une bannière sous le nom PS : « Social-écologie ». Cette révision n'a pas été au-delà, et son audace (somme toute relative) ne fut pas franchement récompensée, car largement incomprise ou rejetée sur le terrain. Avortée, elle a fini par faire capoter *la Belle Alliance populaire* (BAP), laquelle échoua lors de la Présidentielle, une initiative stratégique de bon aloi du même Cambadélis qui voulait élargir la gauche par le dépassement du PS. Depuis, le nouveau logotype n'apparaît même plus sur le site officiel du PS (apparemment mis au régime sec), sauf de manière intermittente sur des affiches à la faveur de consultations électorales... Le PS paye au prix lourd ses incohérences internes depuis le milieu des années 90, aggravées par un défaut de travail idéologique après 2002. Les piliers de la gauche - l'horizon du progrès, la mission historique de la classe ouvrière, l'appropriation collective des moyens de production et la vision rousseauiste de l'homme - se sont désintégrés. Certains n'étaient certes plus vraiment de saison. Elle s'est alors largement rabattue sur ce que l'on pourrait appeler le "gauchisme culturel", devenu un facteur central d'identité se substituant quasiment à la question sociale. Le fait le plus notable, c'est qu'il n'a pas été capable de se régénérer à l'aune des enjeux écologiques et subit aujourd'hui le sort qu'a connu le Parti radical après la Seconde Guerre mondiale. Peut-être en pire. Sans compter que comme tous les partis traditionnels, il a fini par se faire broyer par la Ve République.

Le 3 juin 2020, le premier secrétaire du PS demande de manière hasardeuse la désignation d'un candidat «*commun pour l'ensemble de la gauche et des écologistes*», mais sans LFI. Un « bloc » que de toutes façons Mélenchon réfutait. Sans plus demander à discuter ligne politique et travailler réellement à une plate-forme commune de propositions. Une « opération » est par la suite montée qui vise à former un bloc PS-EELV en y ajoutant sans doute Génération-s. Une tribune de 150 personnalités, intitulée «*Construisons l'avenir* » suivra, pilotée par l'ancien député PS Christian Paul et le journaliste économiste Guillaume Duval, donne le coup d'envoi à ce projet. Un « grand événement » est proposé : «*Pour être à ce rendez-vous de notre Histoire, nous proposons qu'un grand événement, une convention du monde commun, réunisse dans les prochains mois toutes les énergies disponibles, les citoyennes et citoyens épris de profonds changements, les formations politiques, les forces associatives, les initiatives que portent syndicats et ONG* ». Mésestimant cependant quelques difficultés et notamment celle-ci : la ligne traditionnelle chez les écolos est celle de l'autonomie. Cependant que la social-démocratie en Europe est plutôt sur une pente descendante. Et accessoirement sans mesurer combien les quelques militants de Génération-s. ne seront guère enthousiastes de frayer avec ce qui était il n'y pas si longtemps encore leur ancienne maison (le PS).

La « stratégie » du dirigeant socialiste semble en tout état de cause avoir du plomb dans l'aile et a toutes les chances au final de se révéler non seulement paresseuse, mais aussi terriblement périlleuse pour ce qui reste du PS lui-même en voie d'extinction ou de "PRGisation" dans le meilleur des cas. Mais peut-on espérer autre chose de la part du 1er secrétaire du PS qui finira de toutes les façons par faire le Jacques derrière le leader de la FI ? Il est vrai aussi, à sa décharge, qu'il doit faire, avec une trésorerie qui ne semble pas devoir supporter une nouvelle campagne pour les législatives qui suivra celle de la présidentielle. Aujourd'hui, le PS, au centre du séisme des gauches qui ont mal mesuré la déflagration causée par le choc de la défaite cinglante de 2017, a plus que perdu sa position hégémonique acquise depuis mai 1981 : il a perdu son réalisme politique, il est devenu non plus impuissant, mais inexistant. C'est aussi une affaire d'espace politique : celui du PS semble nul entre La République en marche, Europe-Écologie Les Verts et La France insoumise.

Tandis que du côté de la gauche dite « radicale », on s'est surtout repus de critiques contre le « néolibéralisme » de la politique économique du sarkozysme puis du hollandisme, puis du « macronisme », façon comptoir, non sans se laisser aller parfois à des concessions émotionnelles xénophobes et antisémites, mais on n'a pas pris la mesure des dérèglements idéologiques qui étaient engagés. Car le « fil sarkozysme » va être associé à ce moment-là, pour des raisons aléatoires, à d'autres fils comme la crise de la gauche (au point que l'on parle dorénavant « des gauches »), un renouveau idéologique ultraconservateur (incarné notamment par Alain Soral et Éric Zemmour) ou encore l'arrivée de Marine Le Pen en 2011 à la tête du FN et sa politique de *dédiabolisation* de l'extrême droite. Dans la gauche radicale, on était si gonflé par sa propre importance et engaillardé par l'orgueil du chef, que l'idée que quelque chose de primordial pût se passer chez ses adversaires ne lui a même pas effleuré l'esprit. On a fêté par exemple le « Non » au Traité constitutionnel européen en 2005 comme une victoire de la gauche radicale. Mais on a grandement minimisé la part d'extrême droite dans la victoire du « Non ».

Sans compter que la critique (nécessaire) du néolibéralisme économique se présente trop souvent comme un rétrécissement de la pensée critique dans de larges secteurs de la gauche radicale. Comme le remarque très justement le sociologue **Philippe Corcuff** (17), « *Une quasi-théologie politique d'un Mal principal et unificateur nommé « néolibéralisme » a fini par affecter des secteurs importants de la gauche radicale intellectuelle, associative, syndicale et politique, n'aidant guère à appréhender une pluralité de maux n'ayant au plus que des intersections et des interactions entre eux.* »

De sorte que les gauches donnent le sentiment d'être démunies, d'avoir perdu leur boussole et d'être sans cartographie.

Cela a de quoi changer la donne et amener les abstentionnistes, professionnels ou amateurs sincères, révolutionnaires ou pas, à faire un pas de côté, à bifurquer pour sortir de leur positionnement, afin d'inviter au débat stratégique, loin des postures individuelles et identitaristes, non ?

S'obstiner dans la litanie bonnet blanc / blanc bonnet, l'instiller dans la tête des Français dans le moment actuel, s'enfermer dans ce que l'on croit être la pureté de sa ligne politique ou de son âme d'électeur, relève à notre sens du « crétinisme abstentionniste », pour reprendre une expression de l'anarchiste italien Camillo Berneri (1897-1937). De ce point de vue, le dogme abstentionniste dont le parfum flotte sur les « réseaux sociaux » ne vaut à l'évidence pas mieux que le dogme électoraliste qu'il est censé combattre, empêchant surtout de penser en termes stratégiques, d'identifier les dangers supérieurs et de juger ce qui est le mieux pour la population.

Comment, dans ces conditions, ne pas redire que les racines du RN en font l'un des pires ennemis de notre République ? Comment ne pas dire que ses slogans sociaux ne doivent pas faire illusion ? Comment ne pas comprendre que son score doit être le plus bas possible ? Parce que chaque point en plus, ce sera de la confiance supplémentaire qui sera vécue comme un encouragement à des violences et des agressions déjà à l'œuvre. Et un risque supplémentaire de voir débouler le RN à l'Élysée ou à Matignon. La question est désespérément simple : peut-on vraiment se risquer à « essayer » quelque chose qui a gardé clairement des fondamentaux de l'extrême-droite du siècle dernier (droit du sol, préférence nationale, thèses différentialistes, phobie ou haine de l'étranger...), qui a à voir avec un fascisme ? Et en attendant, peut-on faire comme si de rien n'était ou se contenter de brandir en fin de semaine l'étendard de « *l'antifascisme commémoratif* » ou de l'antiracisme, de pratiquer paresseusement l'anathème au lieu de l'étudier, d'examiner son évolution, voir ses métamorphoses ?

Au lieu de cela, LFI demande aux électeurs de faire confiance au « virilisme stratégique » de Mélenchon. On les prie d'accorder leur soutien à un homme, ancien socialiste, qui incarne la professionnalisation de l'engagement politique comme pas un, qui a majoritairement pris appui non pas sur le suffrage des électeurs, un fief local, comme le commun des mandataires politiques, mais sur l'intégration d'appareils politiques et de cabinets ministériels, la culture de réseaux, qui propulsent les carrières. On les invite à l'aider à réaliser son désir d'aller au-delà de son rôle de tribun de la plèbe qu'il a longtemps incarné en lieu et place du PC pour devenir proconsul du pays. Nul doute qu'il y soit à son aise.

Pouvons-nous cependant prendre cette responsabilité importante pour l'avenir en prenant le risque de voir LFI consolider les jeux dynamiques du confusionnisme et de l'extrême droitisation, à un moment où nous sommes vraiment au bord du précipice politique pour la première fois sous la Ve République ?

On ne va pas discuter ici du nettement mieux des propositions de Mélenchon sur le registre social et écologique par rapport à celles de Le Pen, ou de leur mieux disant en termes de méthode par rapport aux propositions du reste des gauches, ou à ce qui s'est fait pour l'heure sous le quinquennat actuel. Comme on ne va pas davantage relever sa position de bon sens, que l'on avait apprécié à l'époque, quand il avait exprimé en mai 2015 son désaccord avec le gouvernement sur la réforme du collège (celle portée par Najat Vallaud-Belkacem), très idéologique, en particulier sur la question du latin (« *Parce qu'on a supprimé le latin, on a augmenté l'égalité ?* », s'interrogeait-il au Grand jury RTL), car ce n'est pas vraiment le sujet ici. Mais on pourrait évoquer une autre facette, le « Mélenchon trumpisé », l'ambiguïté de ses réactions face à la victoire de Trump aux États-Unis, de ses usages inconsidérés du mot « peuple », des tuyaux rhétoriques confusionnistes sciemment utilisés, tels « *La victoire du peuple contre les élites* » et « *les ennemis des médias sont (presque) mes amis* ». Mélenchon a

cru avoir trouvé le Graal stratégique avec le « populisme de gauche », emprunté et théorisé par la philosophe politiste belge **Chantal Mouffe** (enseignant à l'université de Westminster à Londres) et **Ernesto Laclau**, un philosophe argentin (décédé en 2014) qui fut son compagnon. L'idée est simple : abandonner les vieux schémas rouillés et les oripeaux de la gauche traditionnelle (défense des intérêts des salariés, organisations partidaires, etc.) pour faire place à des logiques politiques jugées plus efficaces et plus souples (opposition du « peuple » et de la « caste », abandon de la notion de « gauche », plates-formes numériques, etc.). En clair : construire une frontière entre un « *nous du peuple* » et un « *eux de l'oligarchie* » et dépasser un « *clivage droite-gauche* » considéré comme obsolète.

LFI en vient à considérer, à la suite de Mouffe, que la seule approche qui vaille est une approche relativiste : il n'y a pas d'intérêt général, il faut donc remiser sa notion.

Forts du score de Jean-Luc Mélenchon en 2017 (19 % des voix) et de leur groupe de dix-sept députés à l'Assemblée nationale, les Insoumis estimaient être la « *principale force d'opposition* » à Emmanuel Macron. Mais les changements stratégiques de Mélenchon, son mouvementisme exacerbé (soutien et raccrochage aux « gilets jaunes », convergences avec toutes les nouvelles « avant-gardes » comme « l'antiracisme » politique *new Age* incarné entre autres par le comité *La vérité pour Adama*, etc.), sa difficulté à maîtriser ses émotions ont déconcerté une partie de son électorat.

On lui reproche d'être atteint par le syndrome Boulanger du nom d'un général de la république qui, il y a un peu plus de 130 ans, multipliait les candidatures, que ce soit aux législatives, où il fut élu simultanément dans plusieurs circonscriptions, ou aux cantonales où il se présenta aux mêmes élections dans 400 cantons. Ses partisans se présentaient dans le reste des circonscriptions ou cantons, arborant fièrement son nom en seul viatique, avec comme slogan « Dissolution, révision, constituante ». Se transformant en général à la bolivienne, après avoir endossé les habits de « général Revanche » face à l'Allemagne, mais aussi contre les Versaillais, il menace de renverser la république.

Une chose est sûre : comme pour le Général Boulanger, l'aventure pourrait mal finir.

Lors des élections européennes de 2019, LFI n'a obtenu que 6,3 % des voix. Et lors de municipales, LFI a surtout réussi à faire battre les gauches qui n'étaient pas elle : ainsi, à Bron (69) par exemple, LFI a refusé d'appeler à voter pour la liste Union des gauches (PS/PC/EELV) arrivée en tête avec 42%, de sorte que la mairie a basculé à droite, tendance Wauquiez, pour 193 voix.

Il y a aussi son style : qui n'a pas gardé en mémoire les images vidéo de Mélenchon vociférant « *La République, c'est moi* » lors de perquisitions, en octobre 2018 ? Ou plus récemment, en juin de cette année 2021, ce sont ses propos sur les attentats « *écrits d'avance* » qui auraient lieu avant chaque élection présidentielle, sur ces tueries commises avant les élections qui ont pour principale fonction de « *montrer du doigt les musulmans et d'inventer une guerre civile* » qui ont semé plus que le trouble. « *Vous verrez, a-t-il renchéri, que dans la dernière semaine de la campagne présidentielle, nous aurons un grave incident ou un meurtre, commente le leader des Insoumis. Ça a été Merah en 2012, ça a été l'attentat sur les Champs-Élysées en 2017, c'était la dernière semaine. Avant, on a eu Papy Voise, dont plus personne n'a jamais entendu parler après. Tout ça, c'est écrit d'avance ! Nous aurons le petit personnage sorti du chapeau, nous aurons l'événement gravissime qui va une fois de plus permettre de montrer du doigt les musulmans et d'inventer une guerre civile.* ». Sans que l'on sache vraiment si ça relevait d'un débordement d'humeur mal maîtrisé, d'une sortie polémique réfléchie ou d'un pur coup de tactique politicienne qui s'inscrirait dans une stratégie électorale aux accents communautaristes. Alimentant au total le confusionnisme.

Il y a aussi que ses façons de faire sont loin de faire l'unanimité, son autoritarisme qui a explosé dans diverses séquences publiques, apparaît plus chronique que la tendance au « bonapartisme technocratique » de Macron ou pas loin d'être aussi symptomatique que le «

verticalisme anti-démocratique » de Le Pen. Et que dire de sa vision de l'Europe et plus généralement des relations internationales ?

Il arrive parfois au PRé de faire ce « *rêve* » *étrange et pénétrant* : à la faveur des échéances de 2022, un curieux attelage se constitue, avec Le Pen à l'Elysée et Mélenchon à Matignon, la France coincée entre le nostalgisme du RN et le présentisme de LFI, les deux se revendiquant (de leur point de vue positivement) du populisme...

Ou alors Mélenchon en roi du « troisième tour » ?! Nul doute que Mélenchon ait le talent et la passion politique chevillée au corps. Mais comment ne pas voir que cela donnerait des forces supplémentaires aux dérèglements confusionnistes de ce qui reste de la gauche, qu'il a incarnés de manière réitérée, comme le documente notamment *La grande confusion* de **Philippe Corcuff**, en le mettant encore davantage au centre de l'avenir des gauches et en contrecarrant d'autant les possibilités de réinvention sinon d'une gauche, qui a oublié que le socialisme de Jaurès reposait sur trois piliers (parlementaire, syndical et coopératif), du moins d'un mouvement de progrès et d'émancipation ? C'est que le projet de LFI reste largement une impasse idéologique et plus encore politique. Et ce ne sont pas les rodomontades répétées de Mélenchon qui, si elles ont pu plaire au début, aideront LFI à lutter contre l'abstention et gagner les milieux populaires. Pas davantage ses saillies confusionnistes le faisant verser de temps à autre dans un populisme xénophobe et europhobe (ses propos sur les travailleurs dits détachés qui « volent le pain » des Français ; sa détestation de l'Allemagne, pour le moins sa germanophobie qui émaille ses livres ; ses figures de rhétorique, ses tropi aux accents anti-sémites qui jonchent certains de ses propos, sa position très complaisamment « complotiste » au sujet du vaccin contre la Covid...). Sa nouvelle complaisance vis-à-vis des discours gauchistes est tout aussi étonnante si l'on se souvient que sa culture politique de base, celle de l'OCI (Organisation communiste internationaliste, mouvement trotskiste français fondé en 1965), attaché au mouvement ouvrier à l'ancienne et à la pureté révolutionnaire, tient en sainte horreur le gauchisme !

On est loin de la figure d'un Jaurès ou d'un Mitterrand auquel il aime se référer. En attendant, Mélenchon, parfaite incarnation de la professionnalisation de la politique, ne recule devant rien : il remet au goût du jour le « centralisme démocratique » du PCF, époque Marchais (avec lequel le PCF a fini par rompre en 1994), au sein du fonctionnement de la FI après l'avoir fait avec le *Front de gauche*. Il est tout à son obsession de marquer l'Histoire en collant à l'imagerie révolutionnaire. Après avoir opté en 2012 pour « *le bruit et la fureur* » afin de mettre toutes les chances de son côté pour se distinguer, hisser son mouvement hors du lot, en 2017, il est tout à son idée de cliver à tous prix, y compris en prenant le risque de la confusion, en adoptant une ligne populiste.

Chemin faisant, il est en train de réussir son objectif (totalement assumé), de finir de « plumer la volaille socialiste » - comme disaient les communistes dans les années 20 - « tuer » en définitive le PS (et Hollande, par la même occasion, son obsession depuis 2012), et enrégimenter dans un second temps les militants encore debouts. Egalement, plus globalement d'écraser toute concurrence à gauches et d'aimer une partie de l'électorat lepéniste, celle-là même qu'il aime appeler depuis 2012 « *les fâchés pas fachos* », en espérant dans le même temps détourner du vote écolo une portion de l'électorat des Verts. Il reste que cela ne suffira vraisemblablement pas à remporter la timbale en 2022 : LFI aura à un moment donné besoin de pêcher dans l'électorat modéré, qui se trouve en bonne partie chez les électeurs socialistes. Sans parler des abstentionnistes.

Si son objectif est bien la présidentielle et/ou les législatives, il va devoir faire évoluer sa stratégie, d'autant plus qu'il va lui falloir trouver le moyen de compenser la faiblesse de l'implantation territoriale de LFI, après avoir été presque absente lors du scrutin des municipales de 2020 et avoir joué les seconds rôles lors des scrutins régionaux et départementaux de 202, laissant de facto le champ libre aux écologistes d'EELV pour se structurer en milieu urbain en remportant les suffrages dans des grandes villes, et aux

socialistes, l'opportunité de survivre en conservant ses régions. **D'une certaine manière, il va devoir aussi tourner la page du présentisme de LFI, qui tactiquement lui aura été sans doute profitable, mais qui constitue aujourd'hui comme un enfermement dans un présent tendant à couper les liens tant avec le lest du passé (dont il veut « faire table rase ») qu'avec l'ouverture de l'avenir. Jean-Luc Mélenchon saura-t-il troquer sa posture d'imprécateur contre celle de rassembleur ?** Il a déjà commencé à rassembler, des liens, et sans doute un peu plus, sont en train d'être noués, sans bruits, avec le parti ouvrier indépendant (POI), héritier de l'OCI, la formation trotskiste lambertiste (du nom de son dirigeant historique, Pierre Boussel, alias Lambert) qui fut son organisation de jeunesse étudiante militante. Après tout, s'il y a une leçon à retenir en politique, c'est qu'il suffit d'un petit groupe bien organisé pour prendre le pouvoir...

Côté écologistes politiques d'EELV, les plus à mêmes sur le papier à faire de l'écologie leur matrice politique, puisque c'est finalement leur objet social, ils ont certes grandement popularisé la thématique environnementale depuis les années 70, quand ils étaient associés à la gauche alternative, mais ont surtout brillé depuis 2012 par leurs difficultés à la faire vivre politiquement au plan national. Ils se sont montrés Incapables d'intégrer un tant soit peu une culture de gouvernement, à l'instar de leurs collègues allemands et des pays du Nord qui ont adopté depuis belle lurette une ligne « réalo ». Comme s'ils étaient frappés d'une incapacité quasi existentielle à se frotter au réel. Le quinquennat Hollande constitua pourtant pour eux l'occasion de se distinguer et d'être utiles, de montrer qu'ils n'étaient pas ce « groupuscule » dénoncé ici et là comme dépourvu de toute éthique de responsabilité, qu'ils pouvaient avoir du courage politique : ils ont tout gâché au profit de stratégies personnelles et de tactiques politiciennes improductives. Ils ont surtout depuis 2012 fait montre d'un manque de cohérence, et pas seulement entre leur opposition au Traité budgétaire européen (cependant qu'ils soutiendront le budget 2013) et leur participation au gouvernement, mais aussi en regard de leurs propres positions adoptées en congrès et du respect dû aux électeurs.

La vérité, c'est que s'il existe une sensibilité écologique, elle n'obéit pas à la lucidité. **Georges Guille-Escuret** (CNRS) en avait fait le constat en 2014, après d'autres, dans son livre *L'écologie kidnappée* (PUF), dans lequel il développait l'idée que l'écologie était « muselée » par « un prosélytisme de l'angoisse », les écologistes politiques, en France, s'étant surtout accaparés les projets de l'écologie en tant que science (après lui avoir chipé son nom) mais en se délestant de son cahier des charges. 11 ans plus tard, cela reste assez vrai : l'écologie politique a la tête haute, mais n'a toujours pas de tête. Elle préfère se complaire dans son "péché d'orgueil et d'isolement", comme à chaque bon résultat aux élections européennes. Et batifoler dans les jeux d'appareil et un certain « clanisme ».

Cela n'empêche pas EELV de diffuser sa doxa reposant essentiellement sur des convictions assez disparates. Son expression publique trahit une idéologie somme toute plutôt néolibérale qu'elle ne cesse de dénoncer par ailleurs. Les tenants de l'écologie politique semblent n'avoir de satisfaction que dans la promotion de la culture du dissensus, au détriment de la production d'idées et du débat. Sans que l'on en sache beaucoup sur la nature du monde qu'ils aimeraient bâtir pour l'avenir. Sauf peut-être s'agissant de la place du sapin de Noël ou du Tour de France...D'où une certaine impression de cacophonie, beaucoup de questions et une certaine malpopularité. Aggravées au plan local et du côté de certains nouveaux maires EELV par une communication politique particulièrement malhabile.

Ce n'est pas leur faire injure que de noter qu'ils présentent encore de nombreuses lacunes qui interrogent, pas seulement les observateurs, mais aussi les Français, notamment sur la définition de l'Etat et de son rôle, mais aussi de la République, de la laïcité, du « vivre ensemble »... Même si Yannick Jadot, partisan d'une « écologie pragmatique » donne l'impression de vouloir forcer l'allure de la conversion de son parti - y compris en le bousculant - à une autre vision de ces thématiques. Pour l'instant, nonobstant des scores remarquables

au plan européen et local, le côté « chapelle » d'EELV, aussi bien dans les discours politiques que dans leur organisation interne ou leur peu d'appétence pour le débat d'idées et l'ouverture à l'extérieur, les condamne à ne pas sortir de leur pré carré. Notons aussi qu'EELV peine à séduire les catégories populaires, les défavorisées, les plus insatisfaites. Certes, ce n'est pas la seule.

Il faut ajouter, qu'encore traumatisée par les 6% de Benoit Hamon en 2017, devant lequel Yannick Jadot s'était effacé, EELV est peu encline à un rapprochement avec la candidate PS Anne Hidalgo qui ne décolle toujours pas dans les sondages, alors que Jadot pense pouvoir espérer de ces mêmes sondages et autres enquêtes d'opinion.

Avec le recroquevillement d'EELV et l'anéantissement électoral du PS, écologistes et socialistes ont surtout donné le sentiment jusqu'à maintenant de préférer se réfugier dans le « Sauve qui peut » et l'esprit de boutique, dans un « Moi d'abord » à courte vue plutôt que dans le « Nous ». Se laissant tarauder par ce qui distingue, ce qui nous sépare de l'autre, quitte à se raconter des histoires, comme seul permis de survie possible. Sauf qu'à gauche, qu'y-a-t-il à part le régalién pour se différencier puisque globalement les options se ressemblent en matière économique et sociale ?

Et encore Jadot s'efforce-t-il de changer l'état d'esprit d'EELV sur la république, y compris sur l'idée même de nation longtemps considérée comme un cadre dépassé, quand il n'était pas dangereux - et encore aujourd'hui. Jadot n'est pas loin de considérer, en tous les cas, c'est ce que l'on peut entendre entre les lignes, que ce cadre est sinon le seul véritablement fédérateur, du moins un cadre opératoire pour mener en commun les transformations raisonnées de la société dont celle d'un modèle de croissance écologique. Encore un effort, et Yannick Jadot finira par admettre avec le PRé que « considérer la Nation comme le lieu naturel de la construction de l'avenir de la société ne s'oppose ni à l'existence d'une Europe des peuples ni à la réalité des collectivités locales ».

Le dialogue en tous les cas entre les candidats à la présidentielle, Anne Hidalgo et Yannick Jadot, a du plomb dans l'aile. Les affects personnels agissent comme des répulsifs et ne réussiront au final - c'est garanti sur facture - que ménager une grosse déception, une énorme claque à leurs formations politiques respectives - une de plus - ainsi qu'à leur électorat qui ne comprendra pas qu'en 2022, ils en soient encore à vouloir compter chacun leurs billes.

Reste un dilemme : Si « l'écologie politique », ou plutôt les idées écologistes ont essaimé en France, si elles ont infusé les esprits, EELV qui a contribué fortement à exposer la gravité du défi climatique et joué utilement le rôle de poil à gratter, est aujourd'hui « victime » de leur succès, les autres formations politiques ayant intégré plus ou moins son « paradigme » au point que dans l'esprit des Français, l'idée avance que rien ne justifie plus vraiment un parti politique dédié. Surtout si c'est pour les « emmerder » sic ! Il y a aussi que l'écologie politique a toujours peiné à exister en France au plan national, son périmètre étant finalement assez contenu au plan géographique et social.

Et une question : EELV réussira-t-elle à ne pas céder à la tentation de s'adonner à son jeu favori à chaque pré-campagne et campagne présidentielle : le jeu de massacre interne ?

Quant à l'initiative d'une « Primaire populaire » mené par un « collectif de citoyens et de militants », dont la plate-forme a été lancée tardivement en juin 2021 dernier, qui vise à faire émerger une candidature unique de gauche à la présidentielle, le moins que l'on puisse dire est qu'elle est loin d'être aussi « populaire » que son nom veut bien l'indiquer et surtout loin d'attirer les candidats putatifs. Mélenchon est catégorique : il n'en veut pas, n'entend pas y participer, la voue aux gémonies. LFI s'attache plutôt à consacrer son énergie à une stratégie nouvelle, quasi actionnariale qui consiste à investir politiquement là où la probabilité de rentabilité électorale est la plus forte, indépendamment souvent de ses convictions et quitte à abandonner des « placements » idéologiques anciens. Le problème, c'est quand cela devient une ligne politique. Le communautarisme semble devenu plus rentable que la lutte pour la

République, la laïcité et contre les risques de séparatismes internes à la communauté nationale. Les autres formations ne s'y bousculent pas. Si ce n'est Christiane Taubira dont on peut douter sérieusement de ses chances en 2022, qui semblent plutôt vouée à l'échec.

Pour stopper l'involution de la gauche, pour sortir de son « état de survivance », comme aurait dit Marx, la gauche de gouvernement n'a pas le choix, elle ne peut plus être dans le déni et méconnaître plus avant cette « décomposition-recomposition » qui doit aller à son terme, aussi douloureux cela doit-il être encore : elle va devoir urgemment se relever et travailler à transformer positivement ce *big bang* auquel elle a aussi largement contribué ; elle va devoir faire amende honorable, et reparler au peuple français et à ces catégories populaires qu'elle a fait le choix stratégique à un moment donné de délaissier. Est-elle en capacité d'accoucher d'un projet qui devrait allier la question environnementale, la question sociale et si possible la question de justice (pour tenter de renouer avec ses valeurs distinctives) ?

Croit-elle seulement que la capacité de changer est encore en elle ?

On peut non moins accessoirement noter que cette voie est une opportunité qui s'offre pareillement à *En marche* si elle veut s'inscrire dans la durée et entraîner une majorité de Français. Mais le veut-elle seulement ? Emmanuel Macron en a-t-il le souci ?

Côté droite de gouvernement, on a compris l'importance des sujets écologiques. D'une certaine façon, l'exil au Canada d'une de leurs personnalités de premier plan, l'ancien premier ministre Alain Juppé, candidat malheureux à la primaire de la droite en 2017, qui s'est converti sur place aux enjeux écologiques et énergétiques, puis est revenu en France avec une vraie conviction, a eu un effet d'entraînement au sein de l'UMP. Même si depuis le *Grenelle de l'environnement*, ce qui a été fait peut être jugé comme assez ou très décevant, elle a pu continuer à se ripoliner en vert et afficher aux yeux du public qu'elle n'était pas dépourvue d'une certaine pensée écologique.

Il reste que la droite ne s'est pas remise de sa défaite en 2012 et de sa déconfiture en 2017 face à Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Elle n'a pas saisi le sens de la victoire d'Emmanuel Macron qui a dynamité les partis de gouvernement et s'est contentée de juger la performance de l'ancien ministre de François Hollande indue et temporaire sans jamais mettre à profit ces années d'opposition pour mener un travail idéologique sur ce qu'elle est ou voudrait être, et sur l'alternative qu'elle pourrait proposer en 2022. Orléaniste, bonapartiste, légitimiste ? Autre chose ? On ne sait pas et elle ne le sait plus elle-même. Elle a à la fois un problème d'identité et de positionnement. La droite parlementaire à l'Assemblée se love dans la réaction, la dénonciation, l'érucciation, l'anathème, s'inventant des lignes de démarcation le plus souvent artificielles et en oublie de travailler à un contre-projet. Elle a abandonné des pans entiers de ses thématiques au RN. Elle a perdu ses barons les plus importants, Xavier Bertrand et Valérie Pécresse, ayant fait le choix de vivre en dehors de LR, même si la perspective de 2022 les a ramenés à la maison en acceptant de participer finalement à la primaire organisée par LR. Renaud Muselier, autre président de région (Paca) qui s'était inscrit depuis 2017 dans une position d'opposition modérée a quitté LR en novembre dernier en lui reprochant sa dérive vers l'extrême droite ; il ne reviendra pas, et soutiendra vraisemblablement Emmanuel Macron en 2022. Le fait est que la ligne Wauquiez qui avait voulu tirer le parti vers la droite la plus radicale, quand ce dernier était aux commandes, semble revenir en force au sein de LR, derrière un Eric Ciotti qui ne fait pas mystère de ses envies de rapprochement entre la droite et l'extrême droite.

Ce qui est patent, c'est que la droite a perdu ses penseurs qui ne fréquentent plus l'agora politique préférant se retirer dans le champ universitaire, la production de livres, les think tank ou les plateaux TV. Elle a abandonné le geste gaullien du rassemblement d'une majorité au-delà des clivages partisans et cherche désespérément un peuple auquel se

raccrocher, comme la gauche autrefois ou comme LFI et le RN aujourd'hui. La droite a cru l'avoir trouvé en 2013 avec « la Manif pour tous », qui s'est révélée être une pseudo myriade d'associations, la plupart n'ayant pas d'existence réelle et les autres étant surtout liées à l'église catholique, pas de quoi en tous les cas construire une nouvelle base sociale pour la droite. Idem avec « Sens commun », une émanation de *La Manif pour tous*, structure plus substantielle, devenue un organe associé de LR au point qu'une partie des cotisations étaient dédiées aux *Républicains*, jusqu'au moment où, fin 2016, son président Christophe Billan déclare au mensuel *L'Incorrect* qu'une union des droites est tout à fait possible avec l'ancienne députée du Vaucluse, la nièce de Marine Le Pen (« *Si Marion Maréchal-Le Pen vient demain avec ses idées, rejoindre une plate-forme, cela ne me posera aucun problème.* »). Même désillusion avec les « gilets jaunes » qui n'a fait qu'é mousser encore plus la capacité à gouverner de la droite traditionnelle, celle-ci par ses positions démagogiques donnant le sentiment de participer à la désagrégation nationale.

On peut noter que sociologiquement l'électorat de LR présente de moins en moins de similitude et/ou de compatibilité avec celui du RN. Rien à voir en tous les cas avec ce que nous avons connu par le passé. Les porosités sinon d'idées, du moins en termes de vote, s'expriment plus avec celui de LaREM, tandis qu'elles sont en train de s'ancrer entre la FI et le RN.

De sorte que politiquement, on ne voit pas aujourd'hui quel autre choix s'ouvre à LR que celui de se rallier à Emmanuel Macron ou de mourir de sa « belle » mort. La perspective de le battre restant largement une chimère. L'autre difficulté pour la droite est de pallier à l'absence de jeunes dans son électorat et l'on voit mal comment et avec quelles idées, quel projet, elle pourrait les séduire en trois mois.

Côté RN, le parti de Marine le Pen apparaît comme la figure de proue d'une extrême-droite européenne qui ne cesse de monter en puissance depuis la crise de 2008, marquée par la prolifération de slogans politiques identitaires et une rhétorique national-populiste affirmée. Le RN comme avant lui le FN dans ses dernières années, participe largement du confusionnisme ambiant en cannibalisant des figures historiques de la gauche, comme celle de Jean Jaurès. On se souvient de cette citation utilisée pour la campagne d'affiches lors des élections européennes de 2009 : « *À celui qui n'a plus rien, la patrie est son seul bien.* » Le FN n'hésitant pas à utiliser sans vergogne l'image de Jaurès (comme celle de Jeanne d'Arc), hors de tout contexte.

Ne nous y trompons pas, ce qui se passe actuellement présente plusieurs similitudes avec la situation de l'Europe de l'Ouest à la fin du XIX^e siècle, dans les années 1880-1890, elles aussi marquées par la montée de ce populisme nationaliste qui diffusera ensuite dans le fascisme à travers les explosions racistes et antisémites. L'historien **Johann Chapoutot** note très justement que « *L'affaire Dreyfus s'inscrit dans ce contexte-là. C'est une période de mondialisation très intense, de financiarisation de l'économie et d'apparition de cycles économiques qui font naître les premières récessions graves, les premières crises de régimes économiques modernes de surproduction.* »

Champion du confusionnisme, quoique challengé par LFI et une partie (petite mais aux commandes) du PS, RN avance à force de « dédiabolisation » réussie, de volonté de jouer la carte de l'institutionnalisation dans la vie politique, et celle de l'opinion publique dans les médias. Le Pen déploie un pouvoir de séduction de plus en plus massif dans l'opinion, et s'illustre par une pénétration culturelle sans appel des milieux populaires, et des scores en nombre de voix qui ne cessent de grimper depuis 2002. Pour aller plus loin, le RN va devoir se défaire complètement de son nostalgisme.

Une « figure socratique » du PS (Charles Josselin parlant de Didier Motchane), récemment décédée, estimait que « *l'illusion lyrique n'est séparée de l'illusion comique que par un terrain*

vague : la confusion politique, la gesticulation idéologique s'y donnant libre court » (Clefs pour le socialisme, 1973).

Une étude de **Jérôme Fourquet** (directeur du pôle opinion et stratégies d'entreprise à l'Ifop, Institut français d'opinion publique) pour la Fondation Jean Jaurès, est venue à point nommé en cette année 2021 pour apporter un éclairage documenté sur la question de savoir où se situe majoritairement, à quelques mois de l'élection présidentielle, le vote ouvrier. Intitulée «1988-2021: trente ans de métamorphose de l'électorat frontiste », cette analyse (du 28 avril 2021) rappelle, d'abord, l'ancrage du vote d'extrême droite dans la société française puisque, depuis trois décennies, *«un membre de la famille Le Pen obtient un score à deux chiffres lors d'une élection présidentielle»*. Et les intentions de vote mesurées pour celle de 2022 ne démentent pas ce constat. *«Tout se passe, écrit Fourquet, comme si le parti lepéniste avait progressivement capitalisé sur le ressentiment et le sentiment de relégation culturelle et sociale des publics les moins diplômés au fur et à mesure que le niveau éducatif moyen était rehaussé.»*

La fille de Jean-Marie le Pen avance dorénavant à bas bruit, déroule tranquillement sa stratégie, sans qu'elle soit contrariée par quelque formation politique que ce soit ou contredite par de grands médias, laissant Éric Zemmour à ses obsessions et ses outrances, comme à son récit national revu et corrigé. Elle s'emploie surtout à solidifier l'implantation de son parti dans les régions ouvrières post-industrielles, anciennement des bastions de la gauche, également dans les zones rurales désertifiées et s'implante nationalement comme jamais auparavant. Et fait tout pour se distinguer d'un populisme pareillement revendiqué par Mélenchon, passablement égotique chez ce dernier.

Elle est tout simplement en train de faire montre d'une détermination dont on ne la croyait plus capable depuis le revers du RN en 2017 et son humiliation lors de ce mémorable débat télévisé. Elle gagne la confiance de plus en plus de Français. Elle est juste en train de se faire un nom et d'écrire une nouvelle page pour sa formation qu'elle ne veut « ni de droite ni de gauche ». Son parti domine la droite dans tous les compartiments du jeu politique. Un nouveau leader est en train de naître. Le RN s'empare de la thématique écologique en l'arrimant au localisme et à l'anti-universalisme, en tentant, mine de rien, de faire converger deux des principaux soucis qu'il prête aux Français : la question de l'environnement et la question de l'immigration, autrement dit, dans son nouveau lexique éco-différentialiste : la défense de leur « biotope » face aux « espèces invasives ». C'est-à-dire en finir avec la surpopulation (qui détruit la biosphère) pour sauver l'environnement.

L'apparent reflux du RN, le 20 juin 2021, ne doit pas masquer l'attractivité électorale du RN sur le long cours. L'abstention semble surtout traduire un effondrement certain de l'attractivité des blocs en présence toujours frappés de décomposition. Cependant que le RN est en passe de gagner la bataille culturelle. Une Première historique. Ne nous y trompons pas : voici une formation qui après avoir capté jusqu'alors l'essentiel du vote protestataire (avec LFI) est en passe d'aller au-delà et de susciter l'adhésion, sur le mode « elle n'a pas tort », du « On les a tous essayé, pourquoi pas elle ? » ou encore « cette fois, basta les copies, on choisit l'original ». 2022, contrairement à ce que les gauches aveugles ou qui ne veulent pas voir, impuissantes ou calculatrices court-termistes, LFI et PS en tête, ne cessent de ressasser pour ne taper que sur Emmanuel Macron, s'auto-convaincant que le vent l'emportera, pourrait bien voir le fameux « plafond de verre » éclater.

Une issue qui viendrait contredire la promesse du jeune candidat élu Macron de faire son affaire de l'extrême droite en France, de la réduire : *« Je ferai tout durant les cinq années qui viennent pour qu'ils n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes »*, avait promis le chef de l'État tout juste élu, à l'attention des électeurs de Marine Le Pen, lors de son fameux discours au Louvre (le 7 mai 2017).

Cherche Proudhon désespérément

Côté « Marcheurs », après l'euphorie de la victoire en 2017 et deux années compliquées avec la Covid et les confinements, on doute, on est en quête d'identité, d'une boussole et d'un cap. On a parfois du mal à suivre le président. On applaudit sa politique de gestion de crise sanitaire, sociale et économique, on fait chapeau bas devant l'artiste qui a réussi à siphonner le centre droit et mis le licol sur le reste de la droite, mais on redoute d'avoir trop perdu sur la gauche de LaREM, celle-là même qui avait rallié par enthousiasme et/ou raison la candidature du jeune ministre de l'économie d'Hollande, cette gauche qui pourrait ne plus être en aussi grand nombre lors de l'édition présidentielle 2022.

On se souvient qu'à la tribune du Congrès, le lundi 3 juillet 2017, à Versailles, Emmanuel Macron s'était adressé aux deux chambres du Parlement. Le président tenait à définir les priorités de son quinquennat, à la veille de la déclaration de politique générale de son Premier ministre, Édouard Philippe : *« Il y aura de l'imprévu, des oppositions, des moments difficiles, mais nous ne laisserons pas un instant tous ces aléas nous décourager. Devant chaque difficulté, au lieu de baisser les bras, nous en reviendrons à l'essentiel et nous y puiserons une énergie plus grande encore. J'y suis prêt. Je suis sûr que vous l'êtes aussi. Car par notre engagement les Françaises et les Français retrouvent leur fierté. Parce que nul ici n'a intérêt collectivement à ce que la France échoue ou n'avance suffisamment vite »*, dit-il.

« Le peuple français ne nous demande pas seulement de l'efficacité. L'efficacité, c'est un instrument ! Et puis on peut être tout à fait efficace au service d'une mauvaise cause. Non, il nous demande ce que la philosophe Simone Weil appelait l'effectivité. C'est-à-dire l'application concrète, tangible, visible des principes qui nous guident. Le refus d'être pris en défaut, et de clamer des principes dont nous ne poursuivons pas sans relâche l'application. »

Le PRé avait été sensible à la proclamation de « l'effectivité » de l'engagement politique du nouveau président élu, comme de sa fidélité à certains principes républicains, et avait cru déceler chez l'ancien assistant éditorial de Paul Ricoeur un certain pragmatisme philosophique, prenant en compte le monde tel qu'il est, tel qu'il est en train de se faire ou de se défaire.

Nous avons juste regretté qu'il n'explicite pas davantage.

Le PRé n'est pas Rousseau, mais peut confesser ici qu'il a été en partie séduit intellectuellement en 2017 par ce renouvellement possible de la dialectique hégélienne et la posture ... *Lonesome Cowboy* du jeune président.

Pour une écologie *pragmatiste*

Quoi qu'il en soit, cette proclamation entrait en résonance avec la philosophie du possible du PRé, pragmatique en éthique et en politique, donc expérimentaliste, pluraliste et possibiliste. *Pragmatiste* précisément, sur les pas d'un **John Dewey** (18) notamment, défenseur de la souveraineté du peuple, mort il y a près de 70 ans, que l'on avait quasiment oublié en Europe (qu'il nous a été donné de lire tardivement, en français, il y a une dizaine d'années). Pragmatiste, parce qu'encore une fois il n'existe pas de recettes toutes faites, « l'écologie doit se confronter à la réalité, à travers des expériences. Notre pragmatisme n'est pas rhétorique, qui nommerait « réalisme » l'application de dogmes, sans souci des résultats pratiques. A l'inverse, c'est un pragmatisme qui invite à produire des effets sur le réel, en se coltinant ses rugosités. » (in présentation générale du PRé).

Tout est continûment « *in the making* », en train de se faire. De sorte que c'est aussi l'idée de vérité qui change : nos idées, nos critères moraux, esthétiques ou politiques ne constituent pas des données éternelles. Ils résultent d'échanges et sont en perpétuelle évolution.

Un pragmatisme qui n'a rien à voir avec son sens commun. Ici, il s'agit d'un courant de pensée qui considère les vérités comme des processus et les pensées comme des expériences.

La pensée de Dewey est hyper stimulante. Elle est puissante : « *Ce penseur-fleuve analyse et transforme les méthodes d'éducation, les relations aux sciences, la conception de la démocratie, l'approche de la vie quotidienne, le sens de l'égalité des sexes, la place des valeurs, le rôle des arts, la reconstruction de la philosophie. Sur tous ces registres, lire Dewey est réellement stimulant et on ne peut continuer à l'ignorer. La plupart de ses textes majeurs sont à présent traduits en français... avec seulement quelques décennies de retard !* », analyse le philosophe chercheur et journaliste Roger-Pol Droit. Nous pensons qu'une ambition pragmatiste peut aider à s'orienter dans le bazar général qui marque notre époque, en considérant nos existences comme des interactions, des sculptures réciproques (ce que Dewey appelle des « transactions ») si on veut bien les regarder sous l'angle des relations des humains et de la nature, de la démocratie, de l'éducation et de la culture. Elle permet de poser un regard critique sur la perte du sens de la nuance, la tendance à la simplification, la radicalisation politique, le scepticisme ambiant, la vague du complotisme, les *fake news*, le phénomène de la post vérité, comme de repenser l'éthique. Elle permet d'établir un lien - et par les temps qui courent, ce n'est pas du luxe - entre pensée et action. Elle ne s'arrête pas à la culture de l'esprit critique mais dispose à l'action.

Sur les pas philosophiques d'un John Dewey comme sur les pas d'un **Pierre-Joseph Proudhon** (19), (tout aussi méconnu) père fondateur de l'économie sociale qui a préfiguré la critique orwellienne du stalinisme dictatorial, mais aussi la critique des sociétés libérales hyper-administrées, un Proudhon qui permet de penser la réappropriation de la chose publique par les citoyens, l'intérêt général, mais aussi le fédéralisme, double chez Proudhon, et politique et économique, l'action politique, au plus près des gens, le rapport critique à la démocratie représentative, les formes de démocratie directe, l'insurrection, etc. Un Proudhon qui prônait la responsabilité individuelle et dont la pensée visait à affranchir les hommes du capital industriel et financier.

Peut-on parler d'influence proudhonienne chez Emmanuel Macron ?

S'il ne semble pas revendiquer directement cet héritage, comme il a pu le faire en partie avec Michel Rocard ou encore Jacques Delors, certaines de ses déclarations pendant la campagne présidentielle de 2017 comme lors de la première année du quinquennat ont pu y faire songer. Il a un bagage culturel qui relève de ce que l'on appelait autrefois la mouvance des « chrétiens de gauche » et quelques-unes de ses prises de position font de sa démarche, une démarche « de gauche » - si tant est que cela veuille dire quelque chose aujourd'hui - aussi bien sur la place des religions dans la société, sur la dernière entrée, l'Islam, que s'agissant de son rapport à l'histoire coloniale et singulièrement à la guerre d'Algérie, aux questions mémorielles, que sur la place des immigrés.

On avait cru (au PRé) percevoir du Proudhon dans Macron lors de la campagne de 2017, pas tant par son approche proudhonienne de l'Etat (l'on ne peut pas s'en remettre exclusivement à l'Etat, voire on peut se passer de la médiation étatique), que par une aptitude à jouer de *l'équilibration des contraires*, à accepter (contrairement à l'acception commune) que la conflictualité est un fait social avec lequel il faut faire, qui se manifeste dans le dissensus mais qui produit de la *raison collective*, une aptitude à faire surgir en quelque sorte une synthèse supérieure, qui ne fait pas forcément disparaître les contradictions, mais qui les fait s'équilibrer entre elles ; une manière aussi de penser le global, tout en abandonnant les facilités, les « charmes » traditionnels du total comme de s'éloigner des séductions récentes de l'émiettement « post-moderne ». On avait pu être séduit également par ce que nous avons cru percevoir comme une certaine « radicalité pragmatique ».

Sauf qu'il n'a pas défini de contenu à proprement parler de ce qui aurait pu « dépasser » l'ancien clivage, et que sur le reste, cela est apparu peu perceptible. La tâche de toutes les façons n'était pas aisée et assez peu conformiste, et sans doute que 5 années, qui plus est

émaillées d'obstacles, n'y pouvaient suffire. Moyennant quoi, il y a du flottement dans l'air, et chez « les Marcheurs », le groupe parlementaire, et chez les électeurs du président de la République. Il se vérifie une fois de plus que la politique a horreur du vide.

Le hiatus est là : *En Marche* souffre d'être un mouvement politique qui continue, 6 ans après sa fondation, de fonctionner plus avec un « fondé de pouvoir » (ce qui pouvait se justifier dans une phase de lancement et de conquête du pouvoir pour une nouvelle formation) qu'un dirigeant et un collectif élus qui tireraient leur force de leur légitimité démocratique, sans relais véritables dans les départements et les régions, un mouvement dont l'extraordinaire dynamique du départ s'est étioyée, un mouvement qui n'en a quasiment plus que le nom, qui ne maille (toujours) pas les territoires et qui paresse à ne compter que sur le prestige présidentiel, la méthode, la capacité de propositions, le volontarisme politique et le talent du Président Macron.

En Marche a souffert et souffre paradoxalement d'avoir un groupe parlementaire hyper-hégémonique qui n'a pas su - ou pas voulu ou encore à qui il n'a pas été donné le choix - faire vivre en son sein la pluralité des idées et des parcours politiques des nouveaux députés, et s'est privé du coup de produire du commun qui eût pu cimenter pour l'avenir, ne s'est pas mis en capacité de rassembler au-delà et est en deçà de ce qu'il pourrait produire en termes d'idées et de dynamiques nouvelles. La majorité présidentielle s'est-elle convaincue qu'à elle seule elle pouvait réformer ?

C'est oublier les leçons instructives de Mitterrand et Rocard qui disaient en 1988, que les majorités trop larges sont des calamités car elles empêchent de faire de la politique au-delà du programme originel perçu comme les tables de la loi. C'est surtout prendre le risque de se rétrécir politiquement et d'être fatalement enclin à se durcir inutilement. Ce n'est ni raisonnable, ni utile, ni efficace et met en exergue la faiblesse de la majorité.

Le PRé avait pressenti en juillet 2017 que si LaREM n'arrivait pas à faire cohabiter en son sein une sensibilité d'idées de « gauche » et une autre de « droite », au travers par exemple d'un « pôle social-écologiste », le risque était gros de devenir en fin de quinquennat l'UNR (Union pour la nouvelle République), le parti créé en octobre 1958 sur les cendres de l'UPF, pour le seul soutien du général de Gaulle. La tentation de jouir d'un groupe ultra majoritaire et assez monolithique fut la plus forte.

On comprend les réticences au départ, tant le souvenir des dégâts causés par les courants au sein du PS et les voltiges des « frondeurs » à l'AN ont pu agir comme des repoussoirs. Mais on voit bien qu'il faut à la majorité présidentielle surmonter maintenant ses appréhensions si elle veut s'ancrer dans ce qu'elle a appelé un temps le *progressisme*. Elle doit admettre l'idée simple que plus il y aura de débats au sein de LaREM, mieux ce sera pour le pays, mieux ce sera pour s'agréger de nouveaux « Marcheurs » tout en gardant les anciens. Evidemment c'est du boulot, mais elle en sortirait fortifiée.

Sur les enjeux environnementaux Emmanuel Macron a eu du mal, sans doute parce qu'au départ, alors qu'il se lançait dans la campagne présidentielle de 2017, il n'avait pas lui-même fait de l'écologie la centralité de son ambition. Il s'est converti à une écologie « *concrète et pragmatique* » au cours de son mandat. Comme a pu dire Daniel Cohn Bendit, ancien dirigeant Vert et ancien député européen, soutien d'Emmanuel Macron pendant la campagne de 2017, Il a fait ce qu'il a cru pouvoir faire en fonction des contradictions (réelles) de la société.

Il est facile en fin de mandat pour ses contempteurs de juger que le bilan est « médiocre ». Alors oui, les discours d'Emmanuel Macron sur la biodiversité ont été très peu suivis d'actes concrets pour le moment, que ce soit sur les océans ou la déforestation en Amérique du Sud (liée notamment aux importations de soja pour nourrir les élevages industriels), mais qui, honnêtement, pouvait croire que des effets se feraient ressentir en deux temps trois mouvements ? Sous son quinquennat auront été abandonnés le projet de l'aéroport de Notre Dame des landes en Loire Atlantique, le mégacentre commercial Euopacity en Ile de France, la mine aurifère Montagne d'Ord en Guyane. Des milliards ont finalement été mis sur la table.

Ce qui n'a pas empêché certains de dire que ce n'était pas assez. On ne peut pas dénier à Macron sa conversion. Mais ce fut une conversion plus politique que culturelle.

Ce qui fut malgré tout un premier pas décisif. Il a mis en place un Conseil de la défense écologique. La conversion culturelle s'est faite plus tardivement. Elle est encore en train de se faire. La preuve en est que l'écologie reste un « volet » dans le plan de relance et dans ceux qui ont suivi. Il manque une vue d'ensemble pour que les citoyens puissent s'y retrouver.

Un projet de société. Et un coup d'accélérateur pour lancer véritablement la transition. Et un nouveau quinquennat ! Il faudra au moins cela pour être au diapason du titre de « champion de la Terre » qui lui fut décerné par l'ONU en 2018.

Cependant que du côté de ses opposants politiques, les gauches ont donné en réalité, comme depuis 2015, le sentiment de ne conduire, par leurs positionnements, qu'à la déconstruction de la gauche de la belle époque, conduisant inexorablement à sa « désaugmentation ». Perdant de vue le chemin et l'objectif. Masquant mal leur affaiblissement général, sans parler de leurs divergences de plus en plus profondes sur les questions de la République, de la laïcité, de la justice, de la police ou encore du rapport à l'autorité. Le débat d'idées n'est globalement plus de mise, chez certaines franges il est même devenu interdit en interne et, quand il est (rarement) proposé à l'extérieur, il peine à attirer les foules ; le renouvellement des idées est on ne peut plus indigent ; certes, l'effondrement des idéaux à partir de 1983 peut expliquer que l'enthousiasme ne soit plus au rendez-vous, mais cela n'explique pas tout. Il y a belle lurette qu'on n'a pas ouvert un livre de Fourier (Charles), de Gide (Charles) ou - encore moins - de Proudhon. Proudhon qui avait le socialisme critique, mais idéal, il avait la passion de la justice, qui fait bien défaut aujourd'hui. « *Il a défini le socialisme la justice appliquée à l'économie politique, et la démocratie la justice appliquée à la politique* » disait de lui le philosophe et journaliste Jean Lacroix à l'occasion du centenaire de sa mort, en 1965. Quant aux auteurs contemporains, ils ne semblent guère inspirer davantage les appareils politiques. On ne perçoit pas de doctrine sociale claire, de notre temps. Et pour cause. Les gauches sont éclatées, entre une gauche du renoncement social, une gauche traditionnelle qui a renoncé à penser le social et le monde, une autre gauche de soustraction, de dénonciation, d'admonestation, d'excommunication, une gauche d'absolues certitudes, sectaire, une gauche marchande de révolution qui confond ses « *cris ...avec le peuple pour de bon* », et une gauche catastrophiste, collapsologiste, une gauche du repli sur soi généralisé qui voit dans le progrès technique, la science, la source de tous les maux, et la crise écologique sans solutions à leur portée.

Les Français, eux, sont fatigués. On ne saurait les en blâmer. On peut comprendre que l'envie et l'énergie de débattre des grands sujets soient moins au rendez-vous. Ces 2 dernières années, ils auront connu une pandémie et la récession. On serait lessivé pour moins que cela ! Sans évoquer le terrorisme islamiste qui n'a pas disparu avec la Covid, qui génère de l'anxiété. Les données économiques récentes semblent pourtant témoigner d'une certaine embellie, mais qui n'a pour l'instant aucune incidence positive sur le moral des Français qui n'en voient pas ou pas encore les effets sur leur vie quotidienne.

La France est l'un des pays qui a retrouvé le plus rapidement son niveau d'activité d'avant-Covid. Les entreprises investissent et créent des emplois. Le chômage semble être au plus bas depuis 2008. La France, sous l'impulsion du président Macron a mis en place deux plans d'importance, « France Relance » (pour inciter les entreprises à investir dans la décarbonation, le numérique et les robots) et « France 2030 » (pour tenter de moderniser le secteur de l'agriculture, ou ceux jugés comme stratégiques comme l'aéronautique ou le nucléaire. Les entreprises connaissent la résilience, les Français beaucoup moins.

La campagne présidentielle 2022 ne s'annonce pas folichonne

Les gauches auraient tort de ne se focaliser que sur la sanction électorale infligée par un électeur sur trois à la majorité présidentielle lors des élections intermédiaires.

Cette sanction est évidemment politique, mais elle marque surtout la faiblesse, pour ne pas dire l'absence d'enracinement de LaREM au plan régional et départemental (comparativement au PS ou, à droite, à LR), ce qui n'a rien d'étonnant si l'on veut bien considérer que *La République en Marche* n'a été créée qu'en 2016. C'est le contraire qui eût été remarquable. Non, le plus curieux, c'est l'absence de volonté et/ou de savoir-faire chez *En marche*, la quasi absence de travail politique dans les territoires, et le manque cruel de cadres intermédiaires. Comme si le pari avait été fait que tout découlerait de source, comme par enchantement, avec la seule figure emblématique, talentueuse, d'Emmanuel Macron, son succès (extraordinaire) en 2017 et sa capacité à renouveler le paysage politique.

Le député Pierre Person, délégué général adjoint de LaREM, ancien challenger de Stanislas Guérini à la tête d'*En Marche*, qui a démissionné de son poste de numéro 2 en 2020, inquiet par le résultat des dernières Municipales, avance une explication : « *Au parti, rien n'a changé. Est-il en mesure d'affronter cette nouvelle étape du quinquennat ? Pas en l'état actuel* » (dans une interview publiée en septembre 2020 par *Le Monde*).

Là où le bât blesse sérieusement : c'est un mouvement à ce jour toujours dépourvu d'un projet politique, d'un projet de société (à cet égard, c'est abusivement qu'on l'on parle de « macronisme »), dont on perçoit des éléments épars d'un possible socle idéologique, mais pas la doctrine politique. L'élection d'Emmanuel Macron suivi de la nouvelle configuration de l'assemblée nationale a bouleversé le système partisan français. Elle a stoppé la montée électorale des populismes, mais finalement juste le temps de l'élection, ceux-ci ayant prospéré depuis. La fin du quinquennat Macron fait de surcroît apparaître « *les limites d'un pouvoir « jupitérien* » « *dans un monde où les hommes continuent de se vouer à plusieurs dieux... dont la guerre n'est sans doute pas terminée* » (Cf. **Philippe Raynaud** in *Emmanuel Macron : Une révolution bien tempérée*, 2018).

Pas plus *En Marche* que son fondateur n'ont (su) remplacé pour l'instant le clivage traditionnel droite-gauche. Mais pouvait-il en être autrement en si peu de temps ?

La réalité c'est que LaREM a été une formidable machine électorale, mais n'a pas su – pas voulu ? – sans forcément ressembler aux partis politiques traditionnels (ce qui eut été anachronique tant elle les a tancés lors de la présidentielle de 2017), mais au moins en adoptant quelques fondamentaux en termes de fonctionnement et de travail politique.

Cela saute aux yeux : *En Marche* pêche par un fonctionnement trop vertical, pyramidal, ce qui tranche avec le fonctionnement du début, pendant la campagne de 2017, où l'on avait à faire à des groupes locaux qui étaient de véritables ruches en ébullition ; et son fondateur, qui s'est présenté avec une image « anti-système », ne s'empêche pas depuis de jouer sur tous les ressorts, assumant une tendance à une personnalisation du pouvoir et ne dédaignant pas jouer des émotions dans la sphère politique. Il n'est du reste pas le seul dans le paysage politique français à se laisser aller sur cette pente.

On pourrait ajouter qu'il eût sans doute été judicieux de recourir à quelques-uns des cadres des partis de gouvernement qui l'avaient rejoint : Moyennant quoi, il n'y a à l'heure actuelle pas vraiment de ressources humaines qui ont le savoir-faire et à qui on laisse faire.

Comparaison n'est pas raison, c'est la même erreur qui fut commise par les Américains après la guerre en Irak, qui n'ont eu de cesse d'éradiquer l'administration et l'armée de tous les cadres baasistes, lesquels n'ont jamais été remplacés par des cadres compétents et expérimentés sic !

On en revient toujours à la même chose : la gestion de la transition, ici politique, pour aller vers l'après clivage droite-gauche.

On voit mal à quelques mois des échéances de 2022, à moins d'un sursaut (assez improbable) d'ici là, comment *En marche* va pouvoir faire campagne pour les législatives, et surtout comment elle va pouvoir renforcer, voire élargir la légitimité présidentielle. Il ne lui restera qu'à espérer, une fois de plus, dans le talent de son fondateur.

D'autant qu'en ayant eu comme mode de gestion du travail parlementaire essentiellement la dépolitisation des débats, LaREM s'est privée jusqu'à maintenant de dégager une ligne directrice claire qui puisse parler aux français, retenir ses électeurs de gauche tout en gardant ceux de droite et du centre, et provoquer un effet d'entraînement.

Personne ne doute qu'Emmanuel Macron se représente en 2022. D'abord, parce qu'il aura du mal à refreiner son goût de la performance (égaler Mitterrand, et dans une moindre mesure Chirac avec un second mandat), ensuite parce qu'il aura peut-être à cœur de déployer la « révolution » macronienne dans l'hexagone, ce qu'il n'a pu faire qu'à l'échelle européenne avec cette nouvelle donne impulsée par la mutualisation des emprunts communautaires qu'il a réussi à imposer, qui marquera à n'en pas douter l'histoire de l'UE. Le fait qu'il aura su résister en France aux crises ne suffira peut-être pas. L'affaire n'est pas gagnée tant l'atmosphère se prête peu à l'exercice de la raison et de l'explication de texte, soumise aux effets de la « fatigue » démocratique, d'une République abîmée, aux effets de la crise sanitaire, soumise aux esprits échauffés, aux pulsions, saturée de passions tristes (la peur, la colère, la haine), tentée par moments par un certain nihilisme et au désir irrésistible de certains d'en découdre à tous prix. Le vent de dédagisme qui l'a aidé à se faire élire en 2017 pourrait se retourner contre lui. Et **la triple conjoncture actuelle, identitariste, ultra-conservatrice et confusionniste fait que rien n'est acquis**. Pour personne. Il reste que sa base électorale semble assez résiliente et les enquêtes le donnent systématiquement qualifié pour le second tour de l'élection présidentielle. S'il se représentait (ce dont personne ne doute) et s'il était réélu, réconcilier les Français, réduire les tensions (son ambition au départ), se défaire de cette haine dont il est l'objet (notamment sur les réseaux « sociaux ») qui est un échec patent (quoi qu'on puisse en penser), devenir pleinement le président de tous les Français, être celui qui donnera les clefs de l'avenir en accélérant sur le champignon de la transition écologique & énergétique, pourrait constituer un beau défi (ce que n'a pas réussi Chirac lors de son second mandat). Œuvrer pour son pays, marquer le destin de la France, laisser un héritage, est tout sauf anodin.

Telle qu'elle se présente, il n'est pas sûr que la prochaine campagne de la Présidentielle en France soit des plus attrayantes. On en a connu, où les débats de société étaient vifs.

On se souvient d'empoignades sur les libertés, sur l'égalité, sur les solidarités, la protection sociale, les inégalités sociales, la dette, le partage et le temps de travail, le pouvoir d'achat, la sécurité... Chaque programme faisait l'objet de chiffrages de la part des candidats, tandis que les opposants se livraient à des contre-chiffrages. On parlait culture, éducation, recherche, santé. On s'essayait même parfois, dans les meilleures années, ici ou là, à réfléchir sur le temps long et à mettre en perspectives. Tout cela, c'était avant.

En même temps, quel serait le sens de travailler sur le chiffrage d'un programme, de le donner à voir aux électeurs, alors qu'on ne compte plus les milliards, avec le « quoi qu'il en coûte » ? La campagne présidentielle 2022 semble devoir se jouer sur un tout autre registre.

Elle s'annonce désespérément morne et terne. Malgré les efforts forcés de l'identitariste obsessionnel Zemmour (condamné pour « injure et provocation à la haine » en 2011, pour « provocation à la haine religieuse » en 2018 avec un recours cependant accepté par la Cour européenne des droits de l'Homme) qui joue une « drôle » de partition dans la période de pré-campagne, les projets et les programmes sont passés au second plan.

Il faut sans doute y voir là l'effet collatéral d'une quintuple crise : celle d'une perte d'influence des corps intermédiaires, syndicats en tête, qui n'est pas nouvelle, et de la déliquescence des partis traditionnels qui vient de loin, celle dite des « Gilets jaunes », une contre-révolution conservatrice sur bien des aspects, en même temps qu'un « mouvement » de revendication

sociale, celle du climat, celle de la syndémie avec la Covid, et enfin celle de la confiance avec le légendaire sentiment de déclin des Français, sans parler de leur remarquable aptitude à la discorde, quand ce n'est pas leurs accès de détestation les uns envers les autres. Si l'on ajoute à cela les crimes du terrorisme islamiste qui ont, entre autres, abouti à la décapitation de l'enseignant Samuel Paty et les inévitables problèmes de la vie que chacun connaît à un moment ou un autre, l'anxiété de nos concitoyens est moins étonnante que leur résilience.

Un sondage de l'institut CSA réalisé en septembre 2021 indique que deux tiers des Français auraient le sentiment que la France est en déclin. Cette peur revient sans cesse au gré des événements, des coups de malchance ou de la guerre économique mondiale. C'est le cas lorsque l'Australie se dédit de son engagement à acheter des sous-marins français ou bien quand la France manque de masques anti-Covid. La France ne pèse plus, entend-on.

Elle s'affaiblit, se délite, quand elle ne se perd pas. Et pourtant, ce n'est pas ainsi que le reste du monde nous voit. À lire un grand nombre d'études réalisées par différentes agences de l'ONU, par la Banque mondiale ou divers instituts et autres *think tank*, on voit au contraire l'image d'une France qui tient assez bien son rang (celle d'une puissance moyenne, qui n'est plus une superpuissance comme avant 1939, mais qui garde une influence mondiale, se situant entre le 5° et le 7° rang mondial selon les critères considérés) dans un paysage international bousculé par la présidence Trump (dont les effets se font encore ressentir sous la présidence Biden) et les appétits de la Chine.

Ainsi, l'historien indien **Sanjay Subrahmanyam** qui se définit comme un « citoyen du monde » modère beaucoup ce sentiment des Français vis-à-vis de leur pays et resitue la France dans un environnement bien plus large que la limite de ses frontières ou de l'Europe.

Certes, « *la place qu'occupait ce pays naguère n'est évidemment plus celle qu'elle occupe aujourd'hui. Ce déclassement préoccupe certains Français, qui vivent dans le souvenir de l'époque expansionniste des XVIIe et XVIIIe siècles, puis de l'empire d'outre-mer aux XIXe et XXe siècles. La perte des empires européens a été mal vécue, notamment dans votre pays mais aussi au Royaume-Uni ou au Portugal. Il faut accepter que la connexion au monde ne passe plus aujourd'hui par le pouvoir militaire mais par le pouvoir économique et culturel.* » « *Comparé au chinois, mais surtout à l'espagnol, à l'arabe et, bien sûr, à l'anglais-américain, le français en tant que langue de culture a perdu beaucoup de terrain. Au XVIIIe siècle, la cour de Russie ou les chevaliers de Malte s'exprimaient dans votre langue. Si l'on s'en tient à une perspective historique plus récente, il est flagrant de constater une différence très nette entre la France de Valéry Giscard d'Estaing et celle d'Emmanuel Macron. En 1975, l'empire était déjà perdu mais le prestige et l'influence culturelle du pays comptaient dans le monde. À l'époque, j'étais étudiant à Delhi et nous disposions d'un ciné-club français. Songez au rayonnement des penseurs français aux États-Unis et ailleurs (Michel Foucault, Jacques Derrida) dans les années 1970-1980. Aujourd'hui, c'est Michel Houellebecq...* » (20).

En réalité, la seule question qui vaille est : doit-on demeurer dans les regrets d'une époque révolue ? Pour Sanjay Subrahmanyam : « *La France a toujours une place à tenir dans le monde.* ».

« *Lorsque je me regarde, je me désole. Mais lorsque je me compare, je me console...* », dit la sagesse populaire.

Professeur invité au Collège de France depuis 2013 (il occupe la chaire internationale « Histoire globale de la première modernité »), Sanjay Subrahmanyam nous rappelle ainsi que la France est la 15^e économie la plus compétitive du monde à en croire le Forum de Davos ; elle est le 11^e pays le plus innovant selon l'Office mondial des brevets, la huitième puissance militaire pour l'Institut de la paix de Stockholm et la sixième puissance commerciale dans le classement de l'Organisation mondiale du commerce. Elle pèse moins de 1 % de la population mondiale,

mais produit, chaque année, plus de 3 % de la richesse mondiale, ce qui en fait, si l'on en croit les experts la 6^e économie du monde.

Ce que dit Subrahmanyam est vrai et il ne faut pas l'oublier. Il n'en reste pas moins vrai aussi que des inquiétudes demeurent. Derrière l'embellie de l'emploi en France, le fait que le nombre de demandeurs d'emploi semble avoir baissé significativement depuis un an, se cache la précarité, la peur de la fragilisation sociale, la fatigue que l'on voit poindre jusque dans les catégories de cadres encadrants, ce qui est nouveau (en 2021, selon une étude de l'organisme de protection sociale Malakoff-Humanis, le nombre d'arrêts de travail chez les managers a explosé, et les départs conventionnels connaîtraient une hausse selon des acteurs de Pôle Emploi) depuis l'arrivée de la pandémie, les confinements et les malaises engendrés. On ne peut pas dire que les acteurs politiques, pas davantage les prétendants à l'investiture suprême, soient (pour le moment) très bavards sur le sujet.

Le pari social-écologiste

« Comme Cézanne se demande si ce qui est sorti de ses mains offre un sens et sera compris, comme un homme de bonne volonté, considérant les conflits de sa vie, en vient à douter que les vies soient compatibles entre elles, le citoyen d'aujourd'hui n'est pas sûr que le monde humain soit possible. Mais l'échec n'est pas fatal. Cézanne a gagné contre le hasard. Les hommes peuvent gagner aussi, pourvu qu'ils mesurent le risque et la tâche »

Maurice Merleau-Ponty (préface de « Sens et non-sens », 1948).

Quand on songe que *Les Raisins de la colère* (parus en 1939 et adapté au cinéma par John Ford en 1940), le chef d'œuvre de **Steinbeck** qui se déroule pendant la *Grande Dépression* de 1929 annonçait aussi déjà les migrations climatiques.... Son portrait durable des « Okies » qui fuient la ruine provoquée par l'arrivée des tracteurs et les débuts de la production intensive, mais aussi la sécheresse, abandonnant leur Oklahoma pour la Californie via la *Route 66* pour finir, ironie du sort, prisonniers d'une terrible inondation, le Pulitzer de 1940 et prix Nobel de littérature en 1962 y préfigure les crises sociales et écologiques qui, ici, se combinent dans la grande migration.

La *question sociale* n'est plus, depuis longtemps, ce qui distinguait la gauche, aujourd'hui émietlée en gauches en quête d'identité. Peu enclines à la penser. La gauche de gouvernement – ou plutôt ce qu'il reste - a troqué sous le quinquennat Hollande ce qui faisait son ciment pour des thématiques plus « sociétales », certes fondées et la plupart du temps bienvenues, mais moins disantes sur les conditions de production et de consommation, d'inégalités et de répartition des richesses, vues surtout comme des lots d'auto consolation pour le « peuple de gauche ». Un ciment de substitution en quelque sorte à défaut de mener une politique plus conforme aux idéaux socialistes d'antan.

La conversion aux enjeux écologiques a mis du temps politiquement à s'imposer, et n'est pas encore totale au plan culturel pour espérer être pleinement traduite en termes concrets et efficaces au niveau d'un exécutif

Il ne s'agit pas ici de juger rétrospectivement du peu d'empressement, notamment à gauche, d'en réaliser l'importance d'abord, puis l'urgence. La gauche fut longtemps inféodée culturellement à l'industrialisme et à l'idéologie productiviste. On peut le comprendre : n'oublions pas, c'est la « croissance » qui empêche l'effondrement économique des années 30 et le retour des frustrations des populations, foyers des totalitarismes et des guerres. Il faudra attendre les années 60/70 et une remise en cause du modèle fordiste pour que la fétichisation de la croissance soit interrogée. Mais cela ne durera pas.

Historiquement, un parti comme le parti communiste français, a la plupart du temps été dans le déni du défi écologique (à l'inverse par exemple du PC italien qui, dès les années 70, a

entrevu une voie « écosocialiste »). Le *Club de Rome*, n'était à ses yeux qu'un cénacle d'une élite mondialisée et européiste cherchant à soumettre le peuple français à l'austérité. Au parti socialiste, la « première gauche » autour de François Mitterrand était attachée au terroir plus qu'à l'écologie qu'elle avait du mal à appréhender, et son aile gauche (Céres) se fera longtemps, tout comme le PCF, le chantre d'un productivisme national. Quant à la « deuxième gauche » (autour de Michel Rocard), qui avait parfois songé à articuler plus explicitement autogestion et projet écologique, elle a oublié son idée en chemin ; et force est de constater que lorsqu'elle elle a été en situation de tenter d'imposer ses vues, en étant aux manettes à Matignon, elle s'est surtout consacrée aux questions technocratiques et gestionnaires.

Pendant le quinquennat Hollande, puis celui de Macron, on a pu croire en la possibilité de création d'un « pôle social-écologique » dans la société et/ou à l'Assemblée. Le PRé l'avait espéré avant et après juillet 2017.

Les socialistes et les écologistes politiques étaient les mieux et les plus naturellement fondés à le faire. C'eût pu être une voie naturelle pour le PS pour se régénérer durablement et être dans son siècle. Mais elle se révéla impossible, ni en début de quinquennat, ni au milieu, tant la compétition électorale continuait de faire rage entre les deux formations qui partagent pourtant la même base sociale urbaine. La majorité présidentielle actuelle eût pu également s'emparer de l'idée pour se forger une identité lisible et durable dans le temps tout en répondant au défi majeur du dérèglement climatique. L'opportunité était là. Elle l'est encore. Face à ce constat, le PRé s'est évertué à promouvoir son projet, ses analyses, ses idées et ses propositions. Tout en mobilisant modestement une inquiétude, une lucidité, une nuance raisonnable, contre le quiétisme aveugle, la passivité de larges franges des espaces politiques actuels devant les nuages qui s'amoncellent, contre la mère des gens sans inquiétudes, la mère des saintes habitudes, mais aussi contre l'hystérisation des « débats » ou plutôt des échanges publics, et singulièrement sur les réseaux dits « sociaux », où l'invective, l'injure, le disputent au refus de dialogue, à la malversation et au crétinisme, où le sentiment d'impunité permet un *shitstorm*, un déchaînement permanent de débordements insensés. Le PRé appelle à faire dans une certaine horizontalité, à considérer les luttes locales, « biodégradables », de plus en plus nombreuses, qui se fixent sur des objectifs ponctuels et qui disent quelque chose de notre société. Ne mésestimons pas le fait que ces nouvelles formes de luttes ont leur part d'utilité en ce qu'elles créent, par la pratique de l'action collective, une conscience écologique et sociale qui est la condition nécessaire d'un changement global.

Côté RN, Il n'est pas douteux que l'écologie vue par le RN sous un angle localiste et identitaire sert à promouvoir son projet nationaliste, mais il n'est pas davantage niable que cela traduit un intérêt nouveau croissant pour les enjeux écologiques en même temps qu'un nouveau pas vers la "normalisation", en vue de l'élection présidentielle de 2022. Il faut écouter ce que dit Marine Le Pen et la prose que son parti écrit sur le sujet. Il semble loin le temps où son père, fondateur du FN, ne voulait pas entendre parler de ce truc de "bobos" et restait imperméable aux réflexions développées sur le sujet par la boîte à idées de la *Nouvelle Droite* animées par l'essayiste Alain de Benoît dans les années 1990. A l'époque, au FN, Seul Bruno Mégret, défendait une écologie des "populations", et des groupes radicaux de l'ultra droite identitaire y accordaient alors de l'importance et avaient commencé à développer l'idée d'une écologie basée sur le *développement séparé*, sur l'ethnodifférentialisme, une écologie qui s'efforçait de ne pas apparaître raciste, mais qui se voulait comme acceptant les différences et les identités régionales. Une écologie qui prônait en quelque sorte un « chacun chez soi », au fond une société monoculturelle, voire monoethnique. Aujourd'hui, sous l'influence notamment du député européen Hervé Juvin (qui fut conseiller du Premier ministre Raymond Barre, et collaborateur de la revue de la *Nouvelle Droite*), devenu son mentor en économie verte, Marine Le Pen a compris l'intérêt qu'elle avait à traiter la question. Au point que depuis

2 ans elle semble parler l'écologiste, façon EELV, en accordant "Priorité au local avant le global", mais en se distinguant du discours de l'écologie politique en France en rejetant toute idée qui pourrait conduire à une « *écologie punitive* », trop strictement idéologique, via l'arsenal des taxes souvent mis en avant par les dirigeants d'EELV. Le Pen est parfaitement consciente de l'engouement croissant des Français pour les circuits courts, pour le *Manger* et le *Produire local*, et a la ferme intention d'en tirer profit. Elle reprend à son compte la notion de *localisme* et n'hésite pas à faire plus radical que d'autres à gauche et à droite dans la rhétorique contre le libre-échange en affichant en prime, son souci pour les pays de Sud : « *L'écologie, ce n'est pas produire en Chine à des milliers de kilomètres, consommer en France et retraiter les déchets dans des pays africains qui sont trop pauvres pour dire non* », a-t-elle développé à Lyon en février 2019. Depuis, le RN qui a intégré la question écologique dans son logiciel, après avoir parfaitement analysé l'air du temps, déroule un discours qui fait la promotion d'une "écologie humaine" "enracinée", au nom de la cohérence d'un projet qui "défend l'idée de limite", limite précisément mise en avant par les ONG environnementales et nombre de militants pour le climat.

En plein examen du projet de loi Climat et Résilience à l'Assemblée nationale, Le Pen a présenté un « *contre-projet de référendum* » sur l'environnement. Au menu : 15 questions qu'elle souhaiterait poser aux Français, en lieu et place du référendum proposé par le président Macron à l'issue de la *Convention citoyenne sur le climat*. Avec l'idée d'« *ouvrir un débat et présenter une autre vision de l'écologie* », ratissant large en essayant de « *promouvoir une écologie qui met l'économie au service du « bien-vivre et de la santé, mais aussi au service de la préservation de la nature, de la biodiversité et de nos paysages* ».

Parmi les propositions de la présidente du RN figure l'idée de soumettre aux Français la possibilité de stopper la construction des éoliennes, au nom du "*droit au paysage*" et "*à un environnement sain et durable*", qu'elle avait déjà mis en avant lors des élections européennes de 2019. Elle sait combien chez les écologistes eux-mêmes, le sujet donne lieu à polémiques, notamment du côté des écologistes associatifs qui sont souvent très présents en milieu rural. A l'inverse, dans une formulation plus positive, elle propose aux Français de décider s'il faut continuer à investir dans le nucléaire, "*énergie décarbonée*". Si elle s'évertue à ménager les écologistes associatifs, on peut noter qu'elle fait de même en direction du monde agricole : aucune question qui pourrait fâcher sur les pesticides, mais des propositions pour « *restreindre fortement toute nouvelle construction sur des terres agricoles*" ou encore pour rémunérer les agriculteurs pour l'entretien des "*zones de stockage naturel du carbone (haies, zone humide, etc.* ».

Fidèle à sa ligne anti-mondialiste et souverainiste, Le Pen n'oublie pas de proposer l'interdiction d'installation de nouvelles grandes surfaces, l'importation de produits dont la fabrication ou la production seraient interdites en France, ainsi qu'une taxation sur les produits importés « *pour compenser les effets de leur production et de leur transport sur l'environnement* ».

La stratégie écologique du RN et de sa cheffe est pensée : elle vise bien évidemment à élargir leur base électorale, notamment vers la droite modérée en montrant qu'elle est capable de traiter tous les sujets, y compris dans ses aspects les plus techniques comme ce projet environnemental, également en essayant d'accrocher cette partie de la population souvent abstentionniste, qui a le souci de la condition animale ou qui sont propriétaires d'animaux de compagnie (le discours du RN sature les réseaux sociaux sur le sujet et va jusqu'à proposer un statut civil particulier pour les animaux), tout en poursuivant l'opération de "normalisation" du parti. Enfin, et surtout, Elle vise, chemin faisant, à également installer le match entre les "*mondialistes*" et les "*nationaux*" pour le substituer à l'ancien clivage droite-gauche. Une stratégie qui pourrait être payante en 2022.

Les premiers à gauches à s'être ralliés concrètement à l'idée que l'on ne négociera pas avec le dérèglement climatique comme sur une question de sécurité au travail sont Jean-Luc Mélenchon et LFI, qui se sont résolus à ne pas rester figé dans une vision étroite de la *Question sociale*, ouvrant les yeux sur les emboîtements réciproques ente société et écosystèmes à travers notamment la diversité des techniques.

Mélenchon, qui ne manque pas de flair, pas plus qu'il ne manque d'air, a d'abord pensé en termes d'avant-garde et attiré au Parti de Gauche (PG) - élément fondateur de La France Insoumise, anciennement « Front de gauche » - des renforts avec de la troupe écolo, principalement la franche gauchiste d'EELV en mal de radicalité. Elargissant en cela le canal creusé lors de la venue au PG en décembre 2009 de Martine Billard, militante d'extrême gauche de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) dans sa jeunesse, militante des Verts en 1993 (animatrice du groupe « La Gauche écologiste »), porte-parole des Verts de Paris puis au niveau national, députée écologiste qui avait alors ouvert le bal, estimant que les écolos d'EELV étaient trop prisonniers de l'idéologie environnementaliste. Elle y deviendra porte-parole puis co-présidente.

Mélenchon fera ensuite une OPA hostile sur le NPA (Nouveau parti anticapitaliste). Fin 2011, en pleine campagne de la présidentielle 2012, des cadres (de la GA, Gauche anticapitaliste, courant dit « unitaire ») du NPA, jusqu'au « bras droit » d'Olivier Besancenot, Pierre François Grond, s'opposant publiquement à une candidature NPA à l'élection présidentielle (le même qui déclarait haut et fort au début de la même année « *Nous n'avons pas besoin d'un sauveur suprême ou d'un homme providentiel* » en pointant Mélenchon), furent débauchés, provoquant une grave crise chez NPA. Cinq ans plus tard, la préparation des élections de 2017 l'a conduit à capter une deuxième vague de ralliements, asséchant un peu plus EELV, avec la venue d'un groupuscule d'EELV : les « Ecolos Insoumis » (**Écologistes insoumis.es**). Tandis qu'Emmanuel Maurel, eurodéputé, chef de courant au PS, de l'aile dite de gauche, annoncera en 2018 non pas son départ et celui de ses troupes, mais sa « scission » d'avec le PS, avec Marie-Noëlle Lienemann, pour rejoindre celui auprès de qui, jeune poperéniste, il fut un jeune collaborateur - émerveillé - au Sénat.

Il a surtout su, tout en tapant comme un sourd sur François Hollande, jugé « *aussi aveugle que Louis XVI. Incapable de penser un autre monde* » et ses gouvernements, et en tirant à boulets rouges sur les écologistes d'EELV, faire émerger l'idée d'un « écosocialisme » comme « *le but émancipateur du socialisme agissant dans le cadre de l'impératif écologique* ».

Cette nouvelle voie imprimée par Mélenchon sera d'ailleurs officialisée en décembre 2012 lors d'« Assises de l'écosocialisme » (référence à peine voilée aux « Assises du socialisme » en 1975 qui vit le nouveau parti socialiste d'Epinais s'élargir à de nouvelles idées et à de nouveaux cadres politiques) où dix-huit thèses ont été présentées pour incarner cette nouvelle vision de la politique, cette nouvelle voie qui « *se base sur des outils simples d'usage : l'implication citoyenne sur tous les sujets et en tous lieux, la planification écologique, et la règle verte comme arbitre de toute décision* ». « *Il y a aussi le changement radical du mode de consommation.* » (Entretien dans *Libération* du 30-11-2012). Avec une volonté politique claire : jouer de ses contradictions et déposséder EELV de sa légitimité écologiste en pointant son écologie *mainstream*, qui en sera réduit, par la voix de son secrétaire national d'alors (Pascal Durand) à répondre à Mélenchon par un « *L'écosocialisme se rattache au vieux monde* » (in *Politis*, 25-01-2013).

Notons au passage que cette notion « d'Ecosocialisme » ne vient pas de nulle part et qu'il est né du travail conceptuel du sociologue, philosophe franco-brésilien **Michael Löwy**, à qui LFI l'a « emprunté », l'un des initiateurs principaux, sur le plan international, d'un *Manifeste écosocialiste international*, qui a publié en 2001 (avec Joël Kovel) un texte qui s'appelait « *Manifeste écosocialiste. L'idée de départ étant qu'« un socialisme qui n'est pas écologique n'a pas d'avenir et qu'inversement, une écologie qui accepte le capitalisme n'est pas non plus à la hauteur des enjeux* » (21).

Le mot lui-même apparaissant, semble-t-il, à partir des années 1980 à la faveur de la création d'un courant de gauche au sein des Grünen, les Verts allemands, se désignant comme « écosocialiste », autour notamment de Rainer Trampert et Thomas Ebermann.

LFI a su aller depuis au-delà des simples manœuvres de troupes et de la recherche d'une nouvelle enseigne en s'attirant des techniciens de la transition écologique, des spécialistes du développement durable pour penser le plus solidement possible sa conversion à l'écologie. Jusqu'au secrétariat général de son groupe à l'Assemblée nationale tenu depuis 2017 par Clémence Guetté, 30 ans (native de Bressuire dans les Deux-Sèvres), passée par l'Institut du Développement durable et des Relations internationales (Iddri) où elle étudie les questions de vulnérabilité énergétique ; elle est l'une des têtes pensantes de LFI : également co-responsable du programme « L'Avenir en Commun » pour la présidentielle 2022.

Il reste que son programme « écosocialiste » est largement soumis à une obligation de croissance, ce qui peut paraître étonnant, et pour le moins assez conformiste, au vu du temps passé à psalmodier que l'on va renverser la table du système économique.

Côté LR, force est de constater que l'écologie risque de ne pas prendre toute la place qu'elle devrait dans le projet, le programme politique d'un parti surtout préoccupé par la préparation de sa primaire et par le souci des candidats de se lancer dans une campagne d'adhésions effrénée pour peser dans le vote final des adhérents. Près de 69 000 nouveaux adhérents auraient ainsi rejoint en moins de trois mois Les Républicains. A été annoncé depuis que 148 862 votants pourront départager Xavier Bertrand, Valérie Pécresse, Michel Barnier, Eric Ciotti et Philippe Juvin. Soit une masse de votants supérieure à celle d'EELV, qui fut de 122 670 sympathisants lors de la primaire écologiste en septembre dernier. Il n'y a sans doute guère que là où LR fera plus fort qu'EELV. LR déclinera-elle par le menu l'idée d'« *écologie du réel* » que tente de développer le sénateur vendéen Bruno Retailleau, président de groupe au Sénat ? Le président du club de réflexion politique *Force républicaine*, est le seul quasiment, parmi les poids lourds du parti, à travailler depuis 2012 au plan idéologique pour tenter de redonner une boussole à une droite mal en point. Il est du reste l'auteur d'un autre livre intitulé *Refondation*. Dans un autre livre publié en octobre dernier, *Aurons-nous encore de la lumière en hiver* (Éd. de l'Observatoire), il enjoint la droite à ne pas être la seule formation politique à ne pas se saisir de la question environnementale : « *L'écologie a été historiquement portée par notre famille politique*, écrit-t-il, *du premier ministre de l'Écologie sous Georges Pompidou au Grenelle de l'environnement sous Nicolas Sarkozy, de la création de l'ONF à la première loi de protection de la nature.* » Le hic, selon lui, c'est que « *l'écologie est devenue en France le prête-nom de tous les délires gauchistes...* » Il appelle son camp à « *relever les défis qui sont devant nous, qu'il s'agisse des énergies renouvelables, de la fiscalité écologique ou de l'empreinte carbone des flux commerciaux. Aux discours mensongers sur l'écologie, j'ai donc voulu opposer quelques vérités. Les vérités de ceux qui savent : les scientifiques, les experts du Giec. Et les vérités de ceux qui font : les innovateurs, les entrepreneurs, nos élus locaux aussi, dont beaucoup, d'ailleurs, appartiennent à ma famille politique. Car je reconnais une chose : l'écologie, la droite en parle sans doute moins bien que la gauche. Mais elle en fait bien plus, notamment dans les territoires. Démasquer les insincérités, parler vrai pour agir vite, voici l'objet de cet ouvrage, le sens de ma démarche. Car le compte à rebours écologique est lancé et chaque mensonge proféré est du temps gâché.* »

Rien n'est moins sûr quand l'on sait que les enjeux environnementaux ne sont pas jugés comme prioritaires chez les sympathisants LR qui s'inquiètent d'abord du niveau de l'immigration (alors que chez les RN, c'est avant tout la question du pouvoir d'achat).

Et puis il y a aussi que malgré toutes les bonnes volontés, les positionnements de tel ou tel ténor, malgré les Grenelle de l'environnement, la droite continue de buter sur ses propres contradictions. Difficile en effet de concilier recherche du profit maximum et développement durable, déréglementation à tous crins et préservation de l'environnement.

EELV, quant à elle, si elle ne promeut ni l'écosocialisme ni la social-écologie, mais « l'écologie politique » a l'écologie dans son ADN. Son programme, mâtiné du travail en amont de Yannick Jadot et de son équipe qu'il lui reste à affiner apparaît comme des plus complets au plan écologique qui sera présenté aux suffrages des électeurs en 2022. Jadot, ancien activiste chez Greenpeace, co-fondateur d'EELV, sorti vainqueur d'une courte tête de la primaire écologiste en septembre dernier, devant Sandrine Rousseau, **candidat dorénavant d'EELV à la présidentielle** pour la deuxième fois après 2017 (après s'être finalement rallié au candidat du PS Benoît Hamon) défend une « écologie de gouvernement » et, contrairement à ses prédécesseurs, n'hésitera pas à parler social, souhaitant révolutionner les idées d'EELV en conjuguant écologie et social. Ne veut-il pas mener « *des réflexions sur le temps de travail et les nouveaux droits sociaux, l'amélioration des conditions de travail et la formation tout au long de la vie* ». Ou encore « *renforcer la gouvernance paritaire des entreprises et la syndicalisation* » et « *revaloriser les salaires* » pour avancer « *vers l'équité salariale* » ? Pour la première fois, nous aurons un candidat écologiste qui veut clairement porter " l'écologie des solutions ", qui l'annonce publiquement. C'est-à-dire de son point de vue explicité « *une écologie du quotidien* », qui répond « *aux contraintes de la vie de tous les jours* ».

Un positionnement qui ne peut qu'agréer au PRé ! Jadot est conscient que la transition écologique ne pourra pas se mener sans les citoyens, pas moins sans les entreprises, sans lesquelles « *la transition écologique ne se fera pas* », prônant « *l'adaptation de la production aux enjeux environnementaux comme ceux de la consommation ... de la sobriété énergétique, de la relocalisation de l'appareil de production, de la définition de nouvelles normes environnementales mais aussi de revalorisation de nombreuses filières comme l'agriculture pour la sortir du modèle productiviste* ».

Il sera sans doute gêné aux entournures quand, en campagne, la question viendra sur la « sortie du nucléaire » à laquelle EELV tient à tous prix, Jadot adoptant vraisemblablement une attitude plus réaliste.

Gageons par ailleurs qu'il ne faille pas attendre bien longtemps avant qu'il ne nous parle de « république écologique », concept qu'il s'efforce d'intégrer dans son vocabulaire et celui d'EELV. A vrai dire, Jadot, qui se veut « *radical et pragmatique* », parle presque le social-écologiste. Il se dit même que le projet d'EELV pour 2022 pourrait reprendre dans son intitulé le mot d'ordre du PRé qui est aussi son nom : *Pour une République écologique* ! Ce qui serait une satisfaction et démontrerait qu'un travail, même modeste, de propagation des idées peut payer s'il est relayé en interne des formations politiques par un groupe (ce qui fut le cas à EELV depuis 2010), une sensibilité, un courant.

De la même façon, le PRé s'était-il plu à constater que *l'écologie des solutions*, un de ses gimmick depuis 2010, fut adoptée au fil du temps par une bonne partie d'EELV, quelques individualités socialistes, ainsi que d'autres acteurs publics.

Reste deux inconnues pour EELV et son candidat à la présidentielle 2022, comme souvent chez les Verts : la première est celle de la question du financement du projet écologiste, la seconde celle de l'unité des écolos - idéologiquement et tactiquement divisés, abonnés aux scissions (la dernière date de 2015) regroupant une frange d'environnementalistes libéraux sur le plan économique, des sensibilités anticapitalistes ou radicales, des individualités libertaires, des sociaux-démocrates en jachère politique restés dans « la firme » après 2015, malgré tout...-derrière leur candidat qui devra se garder de son aile « gauche » (jugé « droitier » par cette dernière).

On pourrait en ajouter une troisième : celle de la confiance que les électeurs voudront bien lui accorder ou pas à l'occasion d'une échéance qui n'a jamais porté chance aux écologistes. Quand on a fait 2,31 % à la présidentielle de 2012 (2017 s'étant soldée par le retrait au dernier moment du candidat d'EELV au bénéfice du candidat du PS, après avoir fait 1,57% en 2007, 7,13% en 2002, 3,32 % en 1995, 3,78% en 1988, 3,88% en 1981 et 1,32 % en 1974), alors que

l'on entend placer la question écologique au cœur de son engagement, et que les gens se disent aujourd'hui à 80% sensibles à cette question, c'est bien le signe d'un ratage d'EELV quelque part...

Côté PS, l'ancienne force centrale de la gauche n'était pas la plus mal placée pour intégrer les enjeux écologiques à son projet politique. C'est même lui qui avait le plus d'atouts pour le faire. Il faut se souvenir que la sensibilisation du PS aux enjeux environnementaux a commencée dans les années 70, sous l'influence notamment du bouillant **Alain Bombard** (médecin biologiste, connu pour sa traversée en solitaire de l'océan Atlantique en 1952 à bord d'un canot pneumatique) qui, comme conseiller à l'environnement du PS (1975), puis éphémère secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Environnement en 1981, qui porta avec une grande conviction la parole écologiste. François Mitterrand lui-même se mit à adopter le verbe écolo et les propositions ne manquèrent pas en direction de l'électorat vert. Des figures comme Michel Crépeau, ministre de l'Environnement et d'Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat, auprès du Premier ministre, chargé de l'Environnement et de la Qualité de la vie dans le gouvernement de Pierre Mauroy 3, ont aussi aidé à un début de transformation du PS. Le PS a commencé à intégrer le concept de « développement durable » en 1991, mais sans interroger la question environnementale autrement qu'en termes de coût. Depuis, il faut bien constater que la question écologique a surtout été sous-traitée aux Verts, ce qui lui a permis de préserver son logiciel productiviste de trop de questionnements, mais de manière imparfaite, en la déconnectant des questions économiques et sociales (les Verts n'excellent pas sur ce registre).

L'idée de « social-écologie » a elle mûri depuis le milieu des années 90 et l'impulsion réflexive de quelqu'un comme le journaliste et écologiste **Jean-Paul Besset**, à la grande culture politique, ancien de la LCR, qui a pensé les bases d'une « **social-écologie** » sous le regard attentif de Laurent Fabius alors président de l'Assemblée nationale. On peut noter à cet égard que le courant fabiusien a joué à partir de 1989, un rôle déterminant dans l'évolution du discours écologique du Parti socialiste. N'a-t-il pas occupé le secrétariat national à l'Environnement du PS pendant 14 ans (de 1990 à 2011, avec des parenthèses en 1994-96 et en 2006-07) ? Il a fourni un vrai effort de théorisation du « développement durable » à travers des concepts comme « l'écodéveloppement » en 1990 ou la « social-écologie ». Un « Pôle écologique » finira même par être créé, certes timide et relativement contraint, mais cela donnera du grain à moudre au petit groupe *Utopia* pour jouer son rôle de poil à gratter et pousser le PS à penser l'alternative et à se doter d'un minimum d'outils conceptuels.

Le discours d'*Utopia* aura cependant bien peu d'écho au sein des fédérations départementales du PS, et la motion qu'il déposera au congrès de Reims en 2008 atteindra difficilement les 5 %...(lors des précédents congrès du PS, *Utopia* s'était fondu dans la motion majoritaire pour tenter d'exister un tant soit peu - *Utopia* avait obtenu 1 % des voix aux Congrès de Dijon et du Mans.

En 2007, on retrouve Jean-Paul Besset au **Grenelle de l'environnement** où il se révélera un élément maître des négociations. En 2009, Besset, auteur d'une biographie sur René Dumont et d'un ouvrage remarqué *Comment ne plus être progressiste...sans devenir réactionnaire* (2004), est l'un des initiateurs du rassemblement des écologistes pour les élections européennes avec Daniel Cohn-Bendit, José Bové, Eva Joly, des responsables associatifs et les Verts. En 2009, il conduit la liste d'Europe Écologie dans la circonscription Massif central-Centre et est élu député européen. En 2010, désabusé, Besset renonce à ses responsabilités nationales au sein d'EELV et finira par la quitter début 2016 en publiant une tribune le 6 janvier dans le journal *Libération*, dans laquelle il dénonce une "marginalisation groupusculaire" d'EELV, des "discours doctrinaires", des "caprices de star" et des "stratégies tordues"...

Plus tard, un jeune économiste, auteur de *Social écologie* (2011) et de *La Nouvelle Écologie politique : Économie et développement humain* (2008), avec Jean-Paul Fitoussi, **Eloi Laurent**,

qui passa deux ans (2000-2002) au cabinet de Lionel Jospin, 1^{er} ministre, eût pu à son tour influencer la réflexion du PS. Mais rien de substantiel et de durable n'est jamais venu du côté de la rue de Solferino.

L'absence de vision stratégique a fait le reste. De sorte que le PS a gâché son avance et n'a pas su se saisir pleinement de la question écologiste, pour se transformer, se régénérer. Alors même que l'écologie remplissait petit à petit le vide provoqué par l'obsolescence des projets politiques, le vide laissé par ailleurs par le recul des récits religieux, comme assez bien analysé par **Régis Debray**. A partir de 2014, on a pu croire à un sursaut, mais le PS a buté notamment sur les réticences de ses instances fédérales dans les départements, attachées au patriotisme de parti et rétives à abandonner le graal du « social », fut-il mythifié, en réalité, ces dernières années dans une forme plutôt réduite, empêchant de penser la question des inégalités. Tout aussi rétives à aller sur le terrain d'EELV qui les a tant escagassé avec notamment la sortie intempestive du gouvernement Ayrault de Cécile Duflot (et de Pascal Canfin), qu'ils ont vécu, sinon comme un manque de loyauté et de solidarité gouvernementale, une lâcheté, du moins comme une incapacité crasse à se coltiner le réel en se frottant à l'exercice du pouvoir.

La controverse qui s'en suivit sur l'ordre des priorités entre le PS et EELV a éloigné tout espoir pour le PS de prendre une initiative forte.

En réalité, la question n'est pas que le PS depuis 10 ans ne soit pas convaincu politiquement de la nécessaire transition écologique et énergétique : il en a conscience - plus personne de sérieux à gauches, comme à droite, n'est dans le déni - mais il n'est pas encore converti culturellement. Les gênes productivistes de la gauche l'inclinant à mettre le social au rang des Beaux-Arts, au détriment de l'écologie. Engoncé par la vision dépassée qui s'est affirmée depuis l'ère industrielle que la Nature est extérieure à l'Homme et que les techniques devraient suffire à la maîtriser. Alors que **le succès engrangé par la pétition « L'Affaire du siècle » qui a été jusqu'à assigner l'Etat en justice prouve pourtant que les gauches auraient intérêt à repenser le social avec l'impératif écologique**. Au moins pour la raison suivante : **le défi climatique n'est pas à venir, il est là**, éprouvant les populations, presque chaque année dorénavant, ici ou là dans le monde, les amenant à vivre l'expérience objective du vécu d'une dévastation des conditions de vie actuelles sur la Terre.

Pendant ce temps-là, le PS reste impuissant, ne sachant plus à quelle grammaire économique et sociale se vouer. Le mot « social-écologie » est brandi de temps à autre, mais reste finalement assez éthéré pour le moment.

Du bon usage de l'utopie

Pour sa part, le PRé a fait le choix en 2010 de promouvoir ce que nous avons dénommé la « social-écologie », non pas une écocratie qui signerait le déni de l'impuissance politique, mais une sorte de social-démocratie radicalement écologique, émancipatrice, qui entend libérer les Hommes et la nature de la marchandisation qui vient heurter la demande de justice sociale, le désir d'une vie meilleure des individus, l'expression d'individualités diverses et variées, ainsi que la préservation de la diversité de la vie.

Pourquoi n'avoir pas retenu le nom de « social-démocratie » dans la dénomination de notre projet politique ?

Tout simplement parce qu'en France, si on sait ce qu'est le socialisme, la social-démocratie parle beaucoup moins aux gens. C'est de l'ordre du conceptuel pas du réel. C'est surtout qu'au sens rigoriste du mot, il n'y a pas eu de social-démocratie en France. En réalité, c'est un mot à usage très interne des sphères militantes. Il fut longtemps le moyen de désigner les « réformistes » chez le PCF (en visant les socialistes), ou les « social-traîtres » chez l'extrême gauche, toujours prompte à dénoncer les « trahisons ». Un « modèle » difficile donc. Sans

compter qu'au plan européen, où elle correspond à une réalité politique, elle n'a cessé de se fragiliser, quasi moribonde depuis 2008, pour le moins assez épuisée, alors même que la crise financière lui donnait raison. Force est de constater sa très faible capacité d'acclimatation au terreau français où l'on parle beaucoup de démocratie sociale, mais où pas grand-chose de notable depuis les lois Auroux n'a été mis en place pour la faire vivre, où le syndicalisme est éclaté, les syndicats divisés, avec un taux de syndicalisation qui a tout à envier aux autres syndicats européens. On aurait pu croire qu'après la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin des illusions sur le communisme, un boulevard pouvait s'ouvrir à cette social-démocratie qui avait tout de même brillé dans un certain nombre de pays, notamment du Nord. C'est tout le contraire qui se produisit, comme si la social-démocratie rappelait trop à ces pays de l'Europe de l'Est et orientale le communisme, alors qu'ils aspiraient d'abord à goûter à « l'abondance » occidentale, incarnée à leurs yeux dans la société et l'économie de marché.

Le modèle français, belge, italien, espagnol ou portugais des coopératives et de la mutualité, de ce que l'on appelle l'économie sociale, fit même parfois figure de repoussoir mettant à mal les volontés de coopérations sociales et économiques avec les pays de l'Ouest, dont la France en tout premier lieu. La chose paraît tellement entendue que la social-démocratie n'est plus un cadre opérationnel susceptible d'ouvrir des voies d'avenir que, fin mai 2013, le champion de la social-démocratie en Europe, le SPD allemand, anticipait, pour ne pas dire entérinait, la mort de la social-démocratie, en créant « l'Internationale progressiste » pour ne pas se retrouver orphelin le jour où l'Internationale socialiste (l'IS) sera vidée entièrement de son sens et devenue une peau de chagrin.

D'où notre choix, en dernière analyse, pour le mot « social-écologie ». **Pour une social-écologie pragmatiste.** Car, écrivions-nous en 2010, « il n'existe pas de recettes toutes faites. L'écologie doit se confronter à la réalité, à travers des expériences. Elle doit aussi se munir de repères théoriques. Notre pragmatisme n'est pas rhétorique, qui nommerait « réalisme » l'application de dogmes, sans souci des résultats pratiques. A l'inverse, c'est un pragmatisme qui invite à produire des effets sur le réel, en se coltinant ses rugosités. »

Des amis du PRé croient voir dans notre projet comme un petit quelque chose d'un essai de synthèse entre la pensée socialiste et la pensée solidariste du 19^{ème} siècle. La pensée de Jean Jaurès et de Charles Gide assurément nous inspirent. Elles ont une origine commune. Pour le reste... Ce qui est sûr, c'est que c'est un projet qui fait de la coopération l'un des piliers de la transformation sociale. Ce que le PRé propose au plan pratique, au plan de la méthode, c'est de **promouvoir une république des coopérations.**

L'idée n'est pas neuve. Il s'agit de réactiver en quelque sorte l'esprit de la **république coopérative** chère à Jean Jaurès et à Charles Gide qui lui donnera une doctrine. Non pas évidemment selon le schéma, le « plan de campagne » disait Jaurès, imaginé à l'époque pour ce projet politique, en organisant la convergence de l'action coopérative, syndicale et politique, le monde a changé, et les forces en présence n'ont plus ni le poids ni la force, ni la volonté de leurs ancêtres. Mais en commençant par se rappeler que la république fut historiquement pensée à la fois comme un bien commun et comme le mode de gouvernement de ce bien commun, mise en œuvre sous la Convention montagnarde.

C'est un projet qui entend être de son temps, dans l'urgence son époque en pensant l'interdépendance de l'écosystème avec le souci des « biens communs », comme l'eau, l'air, dans et hors frontières, de ce que l'on appelle aussi depuis la fin des années 90 « biens publics mondiaux ». Un projet qui a l'ambition de permettre de retrouver l'intelligence de la vie jusque dans ses tarissements pour recréer un art de vivre soucieux de la qualité de vie et de l'enrichissement véritable par, sinon la satisfaction de tous, du moins la joie du plus grand nombre. « *La voie est encore ouverte, juste avant l'impasse ultime* » nous dit Serge Audier dans *La société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation.*

L'expérience française comme celle de l'Italie communale qui ne fut pas une exception dans l'histoire européenne aux pratiques politiques d'aujourd'hui, une même question revient en ce début du XXI^e siècle : comment instituer et gouverner le commun?

Dans le domaine de la transition écologique & énergétique, des services publics, de la gestion de l'eau, de l'air, de l'énergie, de l'agriculture, de la culture, etc. Comment dessiner une alternative pratique aux logiques du pur commerce et de contrôle étatique, une alternative articulée autour de la coopération, la mutualisation, la démocratie, la participation, la décision, le partage, l'usage, et redonnant du pouvoir et de l'autonomie aux simples citoyens ?

En ces temps de crise pandémique, écologique et économique, il pourrait être utile de ré-interroger les fondements philosophiques de la théorie économique. Un groupe d'intellectuels réunis autour du M.A.U.S.S (*Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales*), puisant son inspiration chez le sociologue français du début du XX^e siècle, Marcel Mauss, dont l'œuvre la plus fameuse *l'Essai sur le don* (1924), est, selon **David Graeber** (1961-2020), professeur d'anthropologie à l'université de Yale, puis à London School of Economics « *sans doute la plus magnifique réfutation jamais écrite des hypothèses qui sont à la base de la théorie économique* » (22), s'évertue depuis 1981 à le faire. Dénonçant le caractère naturel du « libre marché », fallacieux de la « libre concurrence » et affabulatoire d'une économie du troc censée avoir précédée l'invention de la monnaie pour en faire un moyen d'échange universel, alors qu'au contraire, ce que nous savons, grâce aux anthropologues, c'est que c'était des sociétés dans lesquelles la vie économique s'inspirait de principes profondément différents et où les objets circulaient sous la forme de dons.

Le moment est venu de réaliser ou de (re) découvrir qu'il n'y a pas d'économie pure et que tout peut être réinventé. Les sciences économiques produisent avant tout des conventions (financières, monétaires, etc.), ces conventions ne sont pas immuables, elles devraient pouvoir changer en fonction de ce qui se joue dans les rapports sociaux, de ce que les citoyens et leurs représentants conviennent entre eux démocratiquement de privilégier, des normes et des compromis sociaux sur lesquels ils peuvent se mettre d'accord ou revenir. Avec la grande affaire du siècle, c'est la nature du lien marchand qui va être, qui est interrogée. Un quasi tabou est questionné : comment les académismes peuvent continuer à prétendre que les sciences économiques n'ont pas à s'inter-disciplinariser avec les autres sciences sociales ?

Les normes économiques et sociales sont faites pour être interrogées. C'est comme pour l'Homme : « *Il n'y a pas de normes. Tous les hommes sont des exceptions à une règle qui n'existe pas.* » (**Fernando Pessoa**).

Il n'y a sans doute pas plus urgent aujourd'hui pour faire face collectivement à l'urgence climatique, aux risques pandémiques, à la montée de toutes sortes de périls, comme pour contrer les dislocations internes à notre continent, pour se défaire de notre cécité politique, et pour éviter les issues régressives comme le repli sur les nationalismes et l'autoritarisme.

L'ambition du PRé est d'espérer en finir avec la vacuité des ensembles totaux, avec tous les ensembles clos, de défiger l'homme, la nature, la science, la société hors les sphères étanches et fermées sur elles-mêmes dans lesquelles elles sont trop souvent, pour concevoir leurs relations dans ce qu'elles ont de mobile et d'évolutif. Le défi peut sembler évident à relever, mais sa traduction, sa mise en pratique ne va pas de soi. Il suffit de voir combien chaque fois ou quasiment que l'on aborde une question écologique, on tombe très souvent sur une controverse (éoliennes, aéronautique, voitures électriques, à hydrogène, nucléaire, la combustion de biomasse, transition énergétique, « sixième extinction », biodiversité, anthropocène, décroissance, progrès, pesticides, jardinerie sous serre, Bio, locavore, etc.). **L'écologie est devenue la nouvelle matrice politique de la quasi-totalité des formations politiques, sauf que pour l'instant rien n'émerge vraiment en termes de projet politique cohérent.**

Il faut dire aussi que les gauches, comme une partie du parti présidentiel, comme les centres, restent prisonniers des mythes de la modernité, forcément salvatrice, et de l'idéologie du progrès linéaire, forcément devant nous ; elles n'interrogent pas en profondeur les discours de la « croissance », du « développement » ou de la « modernisation ». Cependant, qu'avec l'aggravation de la crise écologique, l'essor des mouvements de résistance - notamment paysanne et indigène - au capitalisme prédateur, une réceptivité plus grande se fait sentir dans les opinions publiques.

La volonté, le parti pris du PRé, est de traiter à parité, et les enjeux écologiques, et les enjeux sociaux, en tension avec d'autres questions essentielles (démocratiques, tenant à l'égalité des sexes, pluriculturelles, ayant trait aux identités ouvertes...) sans penser le collectif contre l'individuel et inversement. Sans non plus faire du « sociétal » une idéologie de rechange.

Au plan pratique immédiat, notre ambition est de voir la transition changer de rythme et d'échelle, gouvernée et s'interministérialiser réellement. Foin de toutes idées ou préjugés à l'emporte pièces et, partant, de tout esprit de système. Nous avons autant de certitudes que de questions.

Le projet porté par le PRé est un projet différent de celui notamment de ce courant dit de *l'écologie profonde* qui idéalise une nature vierge et pure que l'homme parasiterait, allant jusqu'à quasi se réjouir dans son for intérieur des famines ou des épidémies. Alors que le problème de notre point de vue n'est pas tant l'homme, que l'organisation sociale des sociétés humaines. Notre parti-pris ne trouve pas davantage son compte dans ce qui est dénommé *l'écologie radicale*. Et si nous suivons avec intérêt les études sur une *écologie intégrale* qui promeut une *économie permacirculaire* (qui se veut comme une sorte d'économie circulaire +, avec une vision plus macro, qui considère le retour à une croissance de 0,5% par an comme une première étape, avec comme perspective de faire descendre les flux qui sous-tendent les activités humaines à hauteur de ce que permettent les limites planétaires, et de réduire la démographie), nous avons de forts doutes sur le mantra que constitue la décroissance qui pour nous reste largement un mythe dans le cadre actuel.

Le projet politique du PRé ne tient pas le plus forcément pour le mieux. C'est un projet qui n'a d'autre paradigme que celui de la *cura*, du souci, de l'attention à l'autre, aux autres, à soi, le soutien à la vie et à la précarité humaine, au bien-être, à ce que nous faisons pour réaliser cela. Celui au fond, d'un monde se sachant de plus en plus vulnérable, traversé par de grands désastres collectifs, des catastrophes naturelles, environnementales et technico-industrielles, aux conséquences de plus en plus inouïes, touchant aussi bien la santé et la qualité de vie des individus et des populations que leur vies elles-mêmes, révélant la fragilité humaine, la mettant à nu en démasquant l'hypocrisie d'un « nous » qui parle de « notre avenir », mais aussi l'incongruité des discours parlant des « générations futures » quand c'est la vie des actuels vivants qui est menacée, dévoilant en définitive des réalités sociales, économiques et politiques extrêmement hétérogènes (Cf. les différents positionnements face au changement climatique dans le Nord, le Sud et les pays dits émergents), considérant l'injustice globale, les inégalités environnementales.

Un projet social-écologiste qui ne prend pas le marché comme « *la divine providence descendue sur la terre* », ni le « capitalisme vert » pour autre chose que ce qu'il est : un mythe, largement, la réponse magique à la crise climatique, sanitaire et sociale, une rhétorique de brouillage sur ce que sont le capitalisme, le productivisme, mais aussi sur ce que sont l'anticapitalisme, l'anti-productivisme, mésestimant au passage que l'on peut être anticapitaliste mais pas forcément anti-productiviste (si capitalisme et productivisme apparaissent associés, anticapitalisme et antiproduktivisme ne l'ont pas toujours été historiquement. Cf. l'histoire de la gauche).

Le projet que le PRé propose ne cultive pas plus un écologisme millénariste qui postule la nature parfaite et naturellement bienveillante. C'est tout le contraire d'une religion de salut

terrestre. Soyons clairs : notre idée est totalement imperméable à certains de ces courants qui vont de l'extrême gauche à l'extrême droite, qui semblent se réactiver aujourd'hui, après avoir pointé leur nez dans les années 70. Rien à voir donc avec un quelconque retour à la terre, un ré-ensauvagement, un refus a priori du « progrès », ou une volonté de revenir à un état de nature antérieur qui renverrait à l'invocation des lois naturelles et de l'élan vers la nature de certains traditionalistes contre-révolutionnaires, nationalistes (de Barrès à Taine).

Au plan politique, notre social-écologie n'est pas davantage cet écologisme qui partagerait le thème du régionalisme, de la critique des partis et de l'antiparlementarisme. Elle n'est pas allergique au suffrage universel, ne méprise pas la démocratie, n'essentialise pas l'Etat, ni en négatif ni en positif, ne fétichise ni ne diabolise la nation (qui s'effondre par ailleurs de plus en plus comme espace de la démocratie), ne désigne pas la République comme la "gueuse" et ne veut pas la soumettre à la question. Elle ne confond pas République et républicanisme qui ne réussit qu'à rabougir la république, à force de l'invoquer sans arrêt, à tous moments, sur tout et n'importe quoi, qui contribue indirectement, sinon à alimenter les calculs sur sa disparition (à la justifier ?), du moins, par une caractérisation systématique et forcenée, produit une fonctionnalité faible. A croire que la tradition républicaine a disparu après la mort de Charles Péguy.

Le projet que nous défendons promet au contraire la conjugaison des vertus républicaines et des vertus écologistes, pour éviter qu'à défaut, le seul gagnant soit le libre-échangisme mondial qui ne ferait qu'une bouchée de l'urgence écologiste qui ne manquerait pas d'être sacrifiée sur l'autel de la marchandisation tous azimuts.

Il n'a que faire des sermons en faveur de la « non-croissance » ou de la « croissance négative », que nous tenons pour illusoire et irresponsables, car dans le cadre actuel, cela ne pourrait que conduire à de la stagnation, du chômage, à un accroissement de l'écart qui sépare riches et pauvres et ne réussirait en réalité qu'à interdire toute répartition plus équitable des richesses. Idem s'agissant des prêches démobilisatrices d'une écologie « effondriste », « collapsologiste », qui nous annoncent la fin de l'Humanité en 2050 et imaginent des communautés locales autonomes fondées sur l'entraide. Et pourquoi pas une écologie *survivaliste*, du nom de ce mouvement américain qui s'arme, construit des bunkers et empile des conserves lyophilisées et n'est capable que de délivrer un message catastrophiste impropre à s'armer réellement pour lutter contre les dérèglements climatiques ?!

Notre projet a les pieds sur terre et ne fait pas du nucléaire un chevalier de l'apocalypse.

Notre vision se veut globale - sans être totale - économique et sociale et ouverte à l'expérimentation technologique et sociale. Nous ne méconnaissions évidemment pas les limites de la planète, mais sommes toujours prompts à nous poser des questions, car il n'est pas rare que l'enfer soit pavé de bonnes intentions. C'est là sans un doute un élément de différenciation avec le projet « éco-socialiste » de la gauche « radicale » qui a tendance sur ce sujet comme sur d'autres à être dans l'auto-illusionnisme.

Au plan économique, le projet du Pré ne fait plus du PIB l'indicateur unique et suprême. Le **rapport Sen-Stiglitz-Fitoussi**, les travaux de Jean Gadrey et de Florence Jany-Catrice ont indiqué il y a quelques années déjà des pistes. Et d'autres après eux. Autrement dit, faire croître le PIB, n'est plus aussi fondamental qu'on l'a cru et en définitive n'a guère d'importance. On voit bien, alors que l'emploi et le pouvoir d'achat globalement s'améliorent et que le taux de croissance est sur une pente décroissante, que la connexion entre eux n'est pas aussi automatique qu'on a bien voulu le dire. D'où le caractère quelque peu vain, inutile, des débats sur la « croissance verte », qui interrogent sur le fait de savoir si la transition est compatible ou pas avec la croissance du PIB. La bonne question est plutôt, nous semble-t-il : comment casser le productivisme sans casser la production, comment opérer une transition écologique & énergétique de manière à ménager l'espérance de vie de l'humanité, du travail pour le plus grand nombre, un certain modèle social, et un style de vie à la fois prospère et démocratique?

La transition écologique n'est pas un projet politique en soi, c'est d'abord un outil pour lutter contre le dérèglement climatique

Mais elle peut accoucher d'un nouveau projet politique et, pourquoi pas, d'une utopie concrète. Ce qui est différent. La France a besoin de choix de société puissants et de vraies batailles idéologiques, ce qui ne veut pas nécessairement dire : « à l'ancienne ». Elle a besoin d'un projet qui prenne en compte les évolutions que la crise sanitaire n'aura fait qu'accélérer en matière de mobilité, de densité urbaine, de modalités de travail (multiplication des tiers-lieux, télétravail, lissage des horaires...) et qui prenne la mesure d'une évolution des échanges mondiaux vers une plus grande souveraineté industrielle. Un projet qui réhabilite l'État stratège et se prononce en faveur d'une République un peu plus présente, un peu plus vitaminante, en même temps qu'un peu plus girondine. Un projet qui mise sur la coopération, mieux susceptible de fortifier la vie politique, de concilier démocratie représentative, démocratie sociale et participation citoyenne, qui encourage le recours à la démarche conventionnelle et aide ainsi à se garder de l'émergence d'une société de défiance généralisée.

La transition peut être un activateur d'actions et d'activités, de nouvelles formes d'expression démocratique, qui invite à repenser la question du temps et du pouvoir. On voit combien il y a urgence à réinsuffler la démocratie et à faire vivre la République, à imaginer des processus de délibération ouverts à tous qui considèrent les citoyens comme des Egaux, combien il y a urgence à rénover certaines des institutions existantes, à en renforcer d'autres, à transformer la société et l'État. Nous croyons de ce point de vue qu'un projet social-écologiste ne vaut que par cette vertu : convaincre que la capacité de changer est en chacun de nous. Egalement dans une dialectique collective : en continuant d'écologiser la politique et en accélérant la politisation de l'écologie pour pouvoir proposer aux citoyens un nouveau compromis, un nouveau contrat social articulé autour d'un double paradigme : écologique ET social. Seule moyen d'assurer son acceptabilité sociale.

Partir des individus réels

Le pari est difficile, car il faut faire avec une époque d'illimitation dans tous les domaines, marquée en même temps par la désolation, le renoncement, l'humeur décroissante, le ressentiment, le cynisme, l'apathie, la provocation, la confusion et le confusionnisme à tous les étages. Subvertie par le parfum vénéneux de la haine. Une époque où la lutte des races tend à se substituer à l'antique lutte des classes et à l'internationalisme, et risque de nous mener droit dans le mur.

Notre désir d'infini s'é moussé. On a du mal à s'autolimiter, individuellement et collectivement, prisonniers que nous sommes encore de l'idée d'expansion illimitée. Et **l'on ne se résout pas à l'idée qu'une société vraiment libre est une société autonome, qui doit pouvoir s'autolimiter pour le bien commun et de chacun. On préfère fustiger l'individualisme, mot valise que l'on avance pour expliquer les misères du moment, ses propres défaillances ou encore son incapacité à penser l'alliance de l'individu et du commun.** Ce n'est pas nouveau, au 19^{ème} siècle déjà. « On », c'est-à-dire aussi bien à droite qu'à gauche, aussi bien du côté des conservateurs que des progressistes, ce qui rend le procès sinon douteux, du moins susceptible d'en questionner les termes. Car en réalité, il y a souvent une confusion sémantique à ce sujet. N'est-il pas temps de se défaire du clivage historique, devenu rituel, qui a longtemps structuré la sociologie autour de l'opposition entre holisme et individualisme méthodologiques, entre l'accent mis sur le primat du groupe, de la société et sur l'existence de déterminismes qui pèsent sur les individus, et l'accent mis sur le primat de l'acteur individuel à l'encontre de toute conception hypersocialisée de l'Homme ? Nous avons

même parfois l'intuition qu'il serait possible, non pas de dépasser, mais de concilier cette opposition entre acteur et système en mettant l'accent sur la construction de la réalité sociale par des individus interdépendants.

La faute à l'individualisme ?

La difficulté, comme le résume Philippe Corcuff, est que *« la solidarité est encore souvent appréhendée aujourd'hui, dans les milieux progressistes et au sein des gauches, des plus modérées aux plus radicales ... dans une opposition avec l'individualisme et dans une configuration à prétention hiérarchiquement englobante vis-à-vis de l'individu. À gauche, on reste encore largement sous l'hégémonie d'un «logiciel collectiviste », qui voit afficher la prédominance du collectif sur l'individuel. « C'est la faute à l'individualisme » ou « Il faut opposer la solidarité à l'individualisme », entend-on souvent au sein de ses réunions publiques, dans la nostalgie d'un « lien social » supposé unique, peu attentive à la pluralité et aux déplacements historiques des liens sociaux. Ce faisant, on tend à laisser le monopole de l'individu à l'individualisme néolibéral et on passe à côté d'un des défis majeurs de notre temps : l'individualisation de nos sociétés et ses accrochages possibles avec la solidarité. »*

Partons des individus réels de nos sociétés individualistes avec leurs tendances positives et négatives, des individus donc individualisés, et non pas d'individus imaginaires tels que nous aimerions qu'ils soient dans la nostalgie d'un « c'était mieux avant » fantasmé !

Notre conviction au PRé est que nous avons besoin de renouer avec la logique de l'agora, autour de codes apaisés où chacun, chaque citoyen, puisse exprimer ses désaccords, mais aussi ses accords, ses colères mais aussi ses convergences, sans que cela doive passer systématiquement par des pratiques de disqualification publique ou par les seuls réseaux sociaux. Alors, il est vrai que s'agissant des sujets prospectifs par exemple, l'affaire est nettement moins aisée qu'il y a encore 20 ans. **Aujourd'hui, quand on se projette dans l'avenir, en regard du défi climatique et considérant les attermoissements des politiques publiques dans le monde, on voit surtout (cf. Bruno Latour) la difficulté qu'il y aura à ménager un territoire suffisant pour tous, la difficulté pour des populations entières d'atterrir quelque part, la difficulté de disposer de ressources suffisantes pour tous, la difficulté de trouver de la croissance (qui par ailleurs ne peut plus être la réponse à tout ; en la matière, le PRé est plutôt agnostique) pour financer les investissements publics nécessaires et les transferts sociaux souhaitables.** Certes, se projeter vers des crises, se préparer à gérer des pénuries, élaborer des décisions qui seront (forcément) contraignantes pour les gens, **imaginer une écologie de guerre pour avoir une écologie de paix, n'est pas ce qu'il y a de plus engageant pour solliciter la participation citoyenne. Mais l'avenir doit rester un espace de liberté et d'opportunités partagées, même s'il est plus difficile d'entretenir ou de faire naître le désir d'avenir.**

L'enjeu est juste crucial. En réalité, le débat prospectif est devenu bien plus vital qu'autrefois, au sens littéral du terme, et par le fait plus conflictuel : faire les meilleurs choix possibles, après avoir fait la meilleure analyse possible des coûts/bénéfice, faire la pédagogie des choix, poser les questions de justice sociale autour de ces choix, tout cela sera âpre, mais est-il possible - ou seulement souhaitable ? - d'en faire l'économie ?
Sauf à changer la nature du gouvernement des Hommes.

Promouvoir les énergies renouvelables, c'est bien, promouvoir la modération énergétique, sans aucun doute nécessaire - en même temps que complexe à faire si dans le même temps, l'on a la volonté de relocaliser des filières industrielles stratégiques - et promouvoir la réduction des inégalités, c'est indispensable. Tant que par exemple en France l'on aura des écarts de revenus aussi considérables, ça va être très difficile de demander aux plus modestes

de changer leurs modes de vie, de faire des efforts pour assurer la transition écologique & énergétique. Une mesure conciliant justice environnementale et justice sociale pourrait consister à solliciter une contribution particulière à ceux des imposables qui sont au-delà de 3, 4 salaires minimums, à commencer par ceux qui sont 10 fois, 20 fois, 50 fois au-dessus et qui ont d'immenses revenus, parfois d'immenses patrimoines. En tous les cas, ce serait une erreur, du point de vue du PRé, de continuer plus avant à isoler la question de la transition écologique & énergétique de la question sociale ou de la question des inégalités. Comme si le consensus allait de soi et n'avait pas besoin d'être construit.

C'est pourquoi, le PRé appelle à imaginer une République écologique, sociale et démocratique, en promouvant une *écologie pragmatiste*, et à poursuivre le travail de comment cette dernière pourrait se concrétiser dans un socle commun de propositions, dans une plate-forme partagée, en tenant compte, voire en prenant appui sur les résultats engrangés, mais trop méconnus, par les coopératives, les mutuelles, les associations, tout le secteur de l'économie sociale (aujourd'hui dénommé Economie sociale et solidaire), agi par une double logique, et de réparation et d'anticipation, mais aussi sur les initiatives prises par des collectifs - qui ne sont pas tous d'affreux « zadistes » - qui peuvent expérimenter, anticiper pareillement, parfois avec un certain bonheur, par leur ingéniosité, dès lors que leurs pratiques sont démocratiques, la société à venir. Un projet politique expérimentaliste, pluraliste et possibiliste. Pour faire advenir une République qui concilie unité et pluralité, dont l'objet, l'ambition est précisément de créer du commun à partir de la pluralité humaine.

Le temps de l'utopie pratique

Au début de la crise du Coronavirus-19, dans un texte de confinement intitulé *Le Monde d'après, c'est maintenant* (23), le PRé écrivait dans sa conclusion : « Mais attention, comme nous le confie sans ménagement le philosophe **Dominique Bourg**, « *on ne va pas sortir de la crise, c'est ce qu'il faut bien comprendre.* ». Autrement dit, il n'y a aura pas d'après. Mais un rappel permanent de nos fragilités, de nos vulnérabilités, du questionnement sur la durabilité du monde. On ne va passer d'un coup d'un monde écrasé par le désir d'accumulation à un monde ré-enchanté qui ferait toute sa place à l'émancipation. Ce ne sera pas pour autant l'éternel retour, mais un recommencement qui pourrait pousser les humains à vouloir retrouver les fondamentaux, le sens de la vie, la quête de leurs identités premières. Un voyage baptismal qui leur ferait traverser des miroirs, des fenêtres aveugles, leur permettrait de se réabsorber dans l'instant où l'on dure, de se réapproprier leur récit, de sortir de la suffocation de l'amertume, les ferait franchir le déconfinement en évitant la déconfiture. Vers une vie ouverte. Peut-être. Bref, la question est de comprendre à quel moment de l'histoire nous sommes ». Le moment de la fin des certitudes, celui tous les possibles. Le moment où la possibilité nous est donnée de réaliser une utopie concrète ? Contre les fictions utopiques qui présentent une vue simplifiée des problèmes à résoudre, mésestiment l'hétérogénéité et la variation des valeurs, et ne veulent pas voir que les humains sont faits et grandissent de tensions, le PRé, attentif aux compromis pratiques possibles, transitoires et nécessairement évolutifs pour rendre meilleure la vie quotidienne, n'hésite pas à parler d'utopie concrète, ou encore « d'utopie pratique », pour reprendre une terminologie usitée par l'historien et sociologue **Henri Desroche** (24), une utopie dont la trajectoire est réalisable. Desroches disait que « *Ce qui nous manque, c'est un traité du bon usage de l'utopie. Je me bats pour le bon usage de l'utopie. Une société sans utopie est une société sans imagination, sans alternative. Une société toute faite enfermée dans son isolat.* »

Nous sommes à un moment politique charnière, mais aussi philosophique fort.

Il faut pouvoir penser sans renoncer. Interroger notre temps et nous donner des raisons d'espérer et d'agir, sans s'abandonner à la misanthropie de mise d'aujourd'hui, ni à cette rhétorique culturelle ambiante qui corsète l'espace public, entend « annuler » littéralement des opinions différentes, voire contraires, et toute cette vogue pour la dénonciation publique et la punition immédiate. Au nom de quoi, de qui, ne serait-il plus possible de se poser les questions embarrassantes ? Le nouveau conformisme idéologique est une régression incroyable. « *Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui affranchit* », affirmait Lacordaire (1802-1861). Est-ce à croire, ajoute **Nathalie Heinich**, sociologue, chercheuse au CNRS, que « *ceux qui, aujourd'hui, prétendent à la liberté sans limites d'interdire la parole à leur prochain voudraient en revenir à la loi du plus fort – la loi de la meute ?* » (Tribune *Le Monde* du 07-08-2020).

Une opportunité nous est donnée de redéfinir le sens que l'on veut donner à notre manière de vivre et de nous protéger ensemble, de nous solidariser, de coopérer et de progresser. Pour concilier l'objectif d'une économie décarbonée et le souci d'une croissance écologique ET sociale. Il est temps de « faire commune », pour non seulement décarboner, mais aussi démarchandiser, démocratiser. Pour imaginer des modes de gouvernement nouveau, comme l'ont fait avant nous ces cités italiennes, de Provence ou de Flandres, au Moyen-âge, qui se transformèrent en laboratoires d'une république sans roi.

Pour protéger, prévenir, prospérer ensemble.

Ce que le PRé propose, c'est de *Faire commune* dans le cadre d'un projet social-écologiste qui entend arracher l'idée de l'individu au corpus idéologique de la vieille droite, se le réapproprier politiquement comme y invitaient les révolutionnaires de 1789. Ce que le PRé propose, c'est de **promouvoir l'idée que la démocratie, c'est une aspiration à l'égalité réelle, mais une égalité qui ne soit pas une équivalence**. Nous voyons les Hommes comme des êtres singuliers, absolument singuliers, libres et uniques, pas du tout équivalents, et certainement pas interchangeables, contrairement au postulat de base du système de pensée (encore et toujours) dominant.

La démocratie, et plus encore la république, n'est rien, pensons-nous, sans des sujets libres, égaux, non interchangeables, précisément « irremplaçables », elle n'est rien sans l'engagement des individus, rien sans leur détermination à protéger sa durabilité. « Ce n'est pas la normalisation, qui peut protéger la république. La protéger, en avoir déjà le désir et l'exigence, suppose que la notion d'individuation - et non d'individualisme - soit réinvestie par les individus. « *Avoir le souci de l'État de droit, comme l'on a le souci de soi* », est un enjeu tout aussi philosophique que politique ». De notre point de vue : ce souci de soi doit être soutenu par un substrat, un « nous », un sentiment d'appartenance collective, sous peine de voir le citoyen sombrer dans l'indifférence à la Res publica. La république est bien plus qu'une forme politique d'organisation de la société. C'est une idée, une idée exigeante, même si elle semble parfois se déliter. Elle a une dimension quasi métaphysique. Mais c'est aussi une volonté. Elle pose que le tout, loin d'être seulement politique, est multiple, autrement dit « singulier pluriel ». Elle est ce qui peut permettre d'autres formes d'existence commune, d'autres façons de se rapporter les uns aux autres, d'autres manières d'être en relation.

La crise climatique signe peut-être la fin d'un monde, mais pas la fin du monde. Gardons cependant à l'esprit que l'histoire est pleine de résurgences, pas forcément toutes négatives. La Grèce a été laminée par Rome, mais Byzance est advenue, qui a fait vivre un millénaire de culture grecque après la disparition de l'Empire romain d'Occident. L'école et la commune pourraient bien renaître à la faveur de la Covid et de l'urgence climatique, et la pensée naufragée ne pas le rester éternellement.

Puissions-nous sortir de toutes ces épreuves et continuer d'agir collectivement et individuellement pour ouvrir la voie d'une politique du bien commun et si possible d'une politique de l'émancipation pour tous et pour chacun. Le PRé n'abandonne pas l'idée de

contribuer à l'invention d'un nouveau projet politique articulé autour du défi écologique, la justice sociale, le renouveau démocratique et la renaissance des Humanités. Notre démarche est pragmatiste, qui renonce aux récits totalisateurs. Alors, bien sûr que se coltiner « l'équilibrage des contraires » qui est le plus souvent à l'œuvre dans le monde social, où les antagonismes, les mésententes, loin de s'effacer nécessairement, ne parviennent le plus souvent qu'à se stabiliser dans un équilibre plus ou moins précaire, n'est pas aisé. Il est souvent plus facile de prendre pour argent comptant les certitudes et les évidences. Ou de dénoncer, selon, la « trahison » des idéaux par l'institutionnalisation, l'intégration au « système », ou un « purisme » haut perché sans prise sur le réel. La démocratie n'oblige pas à s'aimer ou à avoir les mêmes idées, mais on peut trouver des points d'accord au profit d'un espace commun de justice et de la singularité individuelle concrètement, par exemple, dans un schéma déconcentré au plan national, confédéraliste au plan européen. L'idée d'équilibrage alliée à un renouveau de la critique sociale et de la pensée critique pourrait reconstruire un idéal, une utopie concrète.

Le projet social-écologiste du PRé ne fait pas du « paradigme écologiste » l'axe essentiel, l'axe principal, unique, quasi « purificateur » de la recomposition politique, ou par lequel la transition écologiste & énergétique serait nécessairement menée à bien et induirait une nouvelle politique d'émancipation, un nouveau projet de société.

La tentation est forte chez des figures intellectuelles, universitaires ou politiques, chacune à leur façon, d'en faire un *paradeigma*, un pivot central modélisateur, d'autant que le dérèglement climatique et les inquiétudes qu'il génère le laisse facilement penser. Ainsi, notamment chez l'économiste Vert **Alain Lipietz** (Cf. *Qu'est-ce que l'écologie, politique ? La grande transformation du XXI^e siècle*, 1999) ; chez le philosophe **Fabrice Filipo** (*Pour une philosophie politique écologiste*, 2014) ; dans une autre mesure également chez le sociologue **Bruno Latour** (avec son couple conceptuel de l'anthropocène et de la figure de Gaïa) ; et, côté politique, chez Julien Bayou, nouveau secrétaire national d'EELV (« *L'écologie est un paradigme nouveau qui bouscule les repères politiques* » in entretien sur le site « Le vent Se Lève », sept 2018).

Le pari social-écologiste vaut le coup d'être tenté. Mieux que le « progressisme » que l'on a des difficultés à définir, et trop sujet à digressions, **la social-écologie peut être un nouvel humanisme capable de créer du commun, qui ne se contente pas de protester contre les souillures faites à la nature, mais se soucie de l'injustice faite aux Hommes, ne s'arrête pas à la sauvegarde de « la planète », mais revitalise la Cité, la polis.** Ne postule pas que le choix à faire serait entre démocratie et écologie, comme si la démocratie serait forcément inefficace pour faire face à un défi de l'ampleur de celui du dérèglement climatique, suggérant en termes à peine voilés que seul un régime autoritaire pourrait en venir à bout. En somme une bonne vieille dictature qui réglerait le problème en deux de coups de cuillère à pot. Nous considérons au contraire que l'on peut faire le pari de la démocratie, pour peu qu'on accepte de l'approfondir, de la ré-agencer, de la réinventer.

Mieux, que l'on peut investir dans la république.

Car notre conviction, au PRé, est qu'il existe un modèle de croissance durable : la république. « ... La république encore s'inscrit dans l'Histoire et accompagne l'identité de chacun. La valorisation durable de l'environnement s'inscrit dans cette logique d'identité basée sur l'intérêt commun... Et puis il y a des axes forts de la pensée républicaine qui viennent utilement compléter la préoccupation environnementale. La République est affaire de cohérence. L'égalité des droits et des devoirs, la valorisation des talents, celle du travail, la laïcité, une démocratie de projet, le droit de la collectivité à intervenir dans la sphère économique, la primauté de l'intérêt général sont autant de briques de l'édifice républicain. Elles sont autant de conditions nécessaires à la construction d'un avenir commun.

La construction d'un développement durable ne pourra pas simplement espérer dans la conjonction des intérêts particuliers ou dans la déréglementation des Etats. Elle a besoin d'une puissance publique forte, vertueuse, éloignée des lobbys pour faire respecter les normes et investir dans les technologies durables. Mais cette construction a besoin aussi de la République parce que celle-ci peut mettre en cohérence cette construction avec un pacte social qui la lie avec chacun des citoyens. Le modèle républicain apporte à la société un mode de régulation qui échappe à la logique marchande. Le talent, l'innovation, la créativité s'expriment aussi hors des seuils de rentabilités et c'est souvent dans ce cadre qu'ils font progresser l'humanité. » (in Textes fondateurs du PRé, 2010).

Notre intuition est que le pari social-écologiste que nous faisons, qui traduit le projet politique du PRé, déclinant son mot d'ordre (Pour une République écologique) a de l'avenir, à condition qu'il ne reste pas l'apanage d'un think tank, le sujet de quelques tribunes et autres pages « Idées » dans la presse, ou encore l'objet de quelques (encore trop rares) travaux universitaires, mais qu'il soit porté par des forces vives du pays.

Les choses avancent, certes encore lentement, mais des signes tangibles permettent d'espérer. Comme déjà dit précédemment le projet d'EELV pour la présidentielle va sans doute se dénommer *Pour une République écologique*, en tous les cas le mot d'ordre du PRé pourrait figurer dans son intitulé, signe que les temps changent et que les écologistes politiques se mettent à mieux considérer la république dans leur logiciel. Signalons au passage qu'une « association pour une convention pour une république écologique » (CRÉ) a été créée en 2017 par des militants d'EELV (dont certains ont quitté la formation écolo depuis), sur une initiative de Cécile Duflot que le PRé avait reçue quelques années avant quand elle était secrétaire nationale d'EELV. Cette association a édité 2 numéros d'une revue intitulée « PROPOS – Pour une république écologique », et a participé au processus de « la Primaire populaire ». On peut rappeler que du côté universitaire une tribune (*Pour une Vle République écologique*) avait déjà été signée sur la même thématique par **Dominique Bourg**, professeur à la faculté des géosciences et de l'environnement de l'université de Lausanne et conseiller scientifique de la Fondation pour la nature et l'homme et par **Bastien François**, directeur du département de science politique de la Sorbonne et conseiller régional EELV en 2011.

On peut également signaler une autre initiative, plus récente : cette publication d'une tribune dans la presse au début de l'année 2021 intitulée pareillement « Pour une République écologique » signée par des personnalités, des militants venus des gauches (dont Arthur Delaporte, secrétaire général adjoint de l'Ours, Baptiste Fournier, directeur de campagne de Cédric Villani à Paris, Charlotte Girard, universitaire juriste, co-rédactrice du programme de LFI pour la présidentielle 2017, une figure de La France Insoumise qui a quitté le mouvement après avoir mis en avant les dysfonctionnements internes de la formation mélenchoniste - feu son mari François Delapierre, avait jeté les fondations de LFI avec Mélenchon - Morgane Gonon, secrétaire générale de l'Institut Rousseau, etc.) reprenant pareillement le nom du PRé : « *Nous appelons à une nouvelle République écologique dont le cœur serait la citoyenneté et non la figure étriquée du consommateur. Une République des égaux où chacun doit pouvoir participer à la fabrication du commun et à la promotion de la reconstruction écologique. La nation, la République et la citoyenneté sont des mots pleins de jeunesse. Ils ne sauraient être abandonnés plus longtemps à l'extrême droite identitaire qui transforme la nation en nationalisme, l'État en autoritarisme et la citoyenneté en ethnocentrisme. Il est temps de leur redonner du sens pour rétablir la confiance de nos concitoyennes et nos concitoyens dans la démocratie et lutter contre les injustices.* » Des signataires qui parlent quasiment le PRé dans le texte !

Le PRé se fait cannibaliser, et c'est tant mieux ! Nous avons suffisamment dit et répété que nos propositions écologiques ET sociales étaient libres de tous droits pour ne pas nous réjouir.

Maintenant, ce qui serait utile, pour ne pas dire essentiel, c'est que les formations politiques, les candidats à la présidentielle 2022, aient le souci de proposer dare-dare des perspectives d'avenir aux Français.

(En guise de) Conclusion provisoire

« *La difficulté aujourd'hui, c'est que l'avenir n'est plus ce qu'il était* » : l'axiome le plus ironique du poète **Paul Valéry** n'a sans doute jamais été aussi vrai.

Un nouveau mot d'ordre a surgi qui tient en un seul mot : « résilience ». Emprunté au vocabulaire psychiatrique, il sature l'espace social et politique à mesure que les multiples effets du dérèglement climatique, de la pandémie, de la crise économique, de la menace de prochaines catastrophes, se font sentir. Utilisé à qui mieux mieux dans les discours politiques, assez souvent pour fermer le débat public, sans regard critique. Les populations sont surtout enjointes à tenir bon. Sauf que la résilience vaut pour l'instant beaucoup plus pour le monde de l'entreprise que pour les citoyens. Qu'on en juge seulement par l'année record pour le marché des fusions-acquisitions (M&A) annoncée pour 2021 (les seuls quatre premiers mois de l'année 2021 enregistrent déjà un montant total des transactions prévues au niveau mondial de 1 770 milliards de dollars selon les statistiques de Refinitiv) et par les montagnes de cash engagés en cette même année par les fonds d'investissements. L'euphorie ne vaut pas pour tous.

L'époque sainte de moraline en même temps qu'elle n'a jamais été aussi loin dans la haine de la raison. En France, les temps sont marqués par la déréliction intellectuelle et morale et la montée des identitarismes, à droite comme à gauche, des manichéismes rivaux qui enferment les Français dans des cases. Lesquels ne sont pas loin parfois de se laisser gagner par un certain pessimisme. Ce n'est certes pas nouveau.

« *Le monde est une triste boutique, il faut reboiser l'âme humaine* » écrivait déjà, en 1975, Julos Beaucarne (dans une lettre ouverte, après l'assassinat de sa femme par leur jardinier - texte dit par Claude Nougaro dans son album "Femmes et famines"). Il faut aussi reboiser la nature, si l'on veut lutter contre le dérèglement climatique.

Le philosophe allemand **Peter Sloterdijk** caractérise le pessimisme français comme « *un pessimisme de luxe* », le « *privilège de la nation française* », « *cette douce amertume de ne plus croire en la vie politique* » (25).

Ce pessimisme revient comme une antienne. Le PRé n'y échappe guère, mais le sien se veut un pessimisme raisonnable. Un peu mélancolique, mais absolument pas nostalgique. Il n'y a rien de plus faux que de dire « c'était mieux avant ! ». **Michel Serres** rappelle très justement qu'« *avant, on ne connaissait pas les antibiotiques, on mourrait de vérole ou de tuberculose comme tous les illustres du XIXe siècle, Schubert, Maupassant, Nietzsche.* » (*C'était mieux avant !*, éd. Le Pommier, 2017).

A l'ère du double mouvement de tribalisation et de cybernétisation du monde, notre pessimisme ne s'interdit pas de penser les avènements possibles, et ne refuse pas de se confronter à ce que Maurice Merleau-Ponty appelle « l'adversité », c'est-à-dire ces obstacles à l'extérieur de nous et en nous qui nous font reculer en arrière et peuvent nous tétaniser, voire nous anéantir.

Un pessimisme actif donc qui se refuse de s'abandonner à la dépression ambiante, qui se détourne des contes de Noël militants comme des prêches apocalyptiques. Il ne passe ni par

la morale, ni par l'inquisition, ni par un nouveau dogme qui nous sortirait à coup sûr du pétrin, pas plus par un « *nouveau paradigme écologique* » qui ne serait qu'un « Isme » de plus, une écologie idéologisée totalisante, un nouvel ordre, une écologie restreinte – l'écologie comme religion (un écologisme spectral), mâtinée d'une nouvelle forme d'animisme. Il ne passe pas davantage par une posture pseudo sacrificielle qui permet juste à quelques imprécateurs et autres activistes politiques New Age, aveuglés par leur présentisme, en quête de certitudes, de supériorité, de toute puissance, de jouir sans limites de l'hostilité qu'ils suscitent et de se croire dans le vrai, puisque les autres sont contre eux. Il ne passe pas davantage, au nom de l'urgence, par des renoncements sans retour à l'idée que nous nous faisons en France des libertés publiques. Il s'interroge sur les possibilités d'extension du contrôle social via des services dits « intelligents », sur les conséquences de l'accumulation infinie de données par les GAFAM et autres. Et de l'addiction au partage à laquelle sont poussés les utilisateurs devenus des produits à leur insu, à qui l'on ménage via les réseaux « sociaux » la possibilité de signer des pétitions contre les pratiques écodidaires des entreprises, contre le gaspillage dans le monde, contre le développement non-durable, tout en les alimentant chaque jour de propositions de bons plans vacances, de billets d'avions *low cost* à ne pas manquer, de *city guides* qui vont avec, du dernier modèle indispensable de sac vegan, des meilleures recettes et tendances *food (lifestyle)*, de produits éthiques & équitables et de vêtements ethniques venus du bout du monde, de produits *low-tech*...

Notre pessimisme passe par un travail de reproblématisation de l'universel vers l'universalisable. Et par le constat que décidément « *les bêtes sont au bon dieu, mais la bêtise est à l'homme* » (Victor Hugo), surtout quand on voit par exemple des penseurs dits de « gauche », voire, se situant d'eux-mêmes aux avant-gardes, reprendre à l'envers les théories fumeuses du Comte **Joseph-Arthur de Gobineau** (1816-1882) contenues dans son *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853-1855), un essai centré sur les effets du métissage, et considérant les gens selon leur origine ethnique. Gros succès chez les adeptes du nazisme à l'époque (26).

Comme Benjamin (Walter), nous nous trouvons dans un moment de « *danger suprême* » qui devrait nous inciter à « **libérer l'avenir de ce qui aujourd'hui le défigure** ».

La lucidité commande d'envisager le meilleur comme le pire ou le moyennement pire.

Le moyennement pire serait notamment de devoir se résoudre à une économie-écologie de guerre en fonction de l'évolution des tensions, de l'état de la paix dans le monde. Le pire, nous l'avons déjà évoqué, un avenir qui nous réserverait le même sort que celui des dinosaures.

Dans un monde où le virtuel a tendance à valoir autant ou plus que le réel, où le métavers prétend se constituer comme « *le Graal des interactions sociales* » (Cf. Mark Zuckerberg), la lucidité commande aussi d'apprécier la question de l'impact d'un des outils (primordial) de la transition écologique & énergétique, le numérique, sur notre éco-système.

Une équation complexe. Car à l'heure de la vie connectée, de plus en plus de technologies faites « pour nous faciliter la vie », sont inventées et de plus en plus de services uberisés sont mis sur le marché (pour la même raison), sauf que leur empreinte est telle que l'on peut se demander si elle est vraiment compatible avec l'objectif « zéro carbone ». Le secteur serait à l'origine de 3,7 % des émissions totales de gaz à effet de serre dans le monde, selon un rapport présenté l'an dernier en 2020 par une mission d'information du Sénat. Ramené à un pays comme la France, le numérique représenterait 2 % du total des émissions en 2019, un chiffre « *qui pourrait s'accroître considérablement dans les années à venir si rien n'est fait pour en réduire l'impact, de + 60 % d'ici à 2040* ». A cette même échéance, si tous les autres secteurs réalisaient des économies de carbone, conformément aux engagements de l'*Accord de Paris*, « *le numérique pourrait atteindre 6,7 % des émissions de GES de la France, un niveau bien supérieur à celui émis actuellement par le transport aérien (4,7 %)* ». On pressent que leur empreinte devrait nécessiter une régulation.

Si l'on devait céder à la mode des (nouveaux, forcément !) *paradigmes*, disons que notre pessimisme actif, celui du PRé, passe par un double paradigme : écologique ET social. Car face aux dégâts catastrophiques provoqués sur la nature, sur « l'environnement », autrement mieux dit sur la Terre, Humains compris, par la logique de la valeur marchande, il faut poser la nécessité d'un changement radical du modèle de production et de consommation, de civilisation et de vie, tout en se gardant du scientisme, du positivisme et du déterminisme qui ont si profondément imprégné entre autres le marxisme « orthodoxe ». Et tout en se préservant du prosélytisme noir de la génération « Ginks » (« Green inclinations, no kids ») qui, pour « sauver la planète », a choisi de ne pas faire d'enfants et qui, face à l'explosion démographique, prône la stérilisation. Sans parler du « projet fou » de ces antispécistes qui envisagent froidement l'extinction de l'Homme, le clouant au pilori, lui déniaient toute distinction, le dégradant en lui retirant toute son humanité, en en faisant « un animal comme les autres » au motif de lutter contre la « souffrance animale » (ce sur quoi beaucoup de monde peut s'accorder), de « libérer les animaux ». Comme si la déstaturification, le déboulonnage de l'espèce humaine pouvait assurer la guérison des animaux de la peste humaine (sic !) Générer un remède pire que le mal, organiser la barbarie, assurément ! Le paradigme du PRé est double donc qui parie sur les incertitudes du siècle, et qui met une énergie vitale au service de certitudes relatives.

Pour l'heure, « transformer le monde », « changer la vie », ne semblent plus être des visées humaines, en tous les cas pas à portée immédiate. Cela ne doit pas empêcher de **chercher** des voies libres, ainsi qu'obstinément « l'or du temps » comme put le faire le surréaliste **André Breton** (27). Sans doute faut-il d'abord s'évertuer à maintenir le Vivant sur Terre. Le PRé pense possibles les deux à la fois. Mais cela passe par "**Changer la vue**", comme dit le même Breton en détournant le mot d'ordre de Rimbaud, pour aller vers « *une ambition beaucoup plus vaste* » ; *changer la vue* des Hommes pour changer de focale, prioriser ce qui a le plus d'importance pour nous, ce que nous attendons de la vie et du plaisir de vivre, les yeux ouverts comme les yeux fermés, savoir où nous mettons notre désir pour recréer un monde habitable, et pas que pour l'œil humain, mais tout le vivant.

Le surréalisme qui connaît un regain d'intérêt, pas seulement sur le marché de l'art, n'a peut-être jamais semblé aussi actuel pour aider à s'ouvrir à l'enjeu écologique. Pour sauver le monde ? Comme un antidote à une époque sombre pour le moins. Claude Maillard-Chary, spécialiste du mouvement surréaliste, note qu'« *à l'inverse des priorités de l'humanisme contemporain, marqué en profondeur par l'existentialisme de l'après-guerre, l'engagement surréaliste ne concerne pas exclusivement l'homme et ses relations interpersonnelles et sociales, étroitement focalisées vers la réalisation d'une communauté de destin, mais aussi - ce n'est sans doute pas incompatible - la double relation homologique de transformation, affranchie de la tutelle religieuse, de l'homme dans la nature, de la nature dans l'homme, solidairement reliés par l'expérimentation d'une communauté de désir* » Sachant les interactions, l'interdépendance en définitive entre l'un et l'autre, il n'y a sans doute pas plus urgent que d'imaginer un « échange véritable » entre les deux. A la condition de se défaire de deux travers : celui de la déification de la nature et celui de son horrification. **Paul Eluard** (*Les Animaux et leurs hommes, les Hommes et leurs animaux*, 1920), cité par Maillard-Chary, l'espérait : « *J'espère que l'homme saura adopter à l'égard de la nature une attitude moins hagarde que celle qui consiste à passer de l'adoration à l'horreur. Que, tourné avec une curiosité d'autant plus grande vers elle, il parviendra à penser d'elle à peu près ce que pensait d'un de ses contemporains Goethe lorsqu'il disait : « Ai-je pour Wieland de l'amour ou de la haine ? - Je ne sais. - Au fond je prends part à lui »* (28).

Cela passe aussi par la nécessité de se défaire de l'idée paralysante que la lutte est vaine, de refuser de se complaire en un *Homo Resignatus*.

Dans une correspondance de 1924, l'écrivain **Stefan Zweig** se désolait déjà de la fragilité de l'esprit démocratique en Allemagne, citant Tacite, contempteur des décadences et de

l'avènement de Tibère, des calculs et des manœuvres politiques : « ruere in servitium » (« tout se précipite dans la servitude »). L'histoire humaine n'accepte probablement pas de règles mécaniques ; mais la lecture de penseurs comme Zweig peut contribuer à éclairer d'un regard neuf des faiblesses qui sont toujours contemporaines. De ce point de vue, comment ne pas voir, en 2021, la persistance - ou le retour ? - d'une certaine fragilité de l'esprit démocratique ? Cet esprit s'effiloche d'année en années ; on peut le mesurer aisément par une défiance vis-à-vis du politique. La méfiance n'est-il pas le premier sentiment cité par les Français pour refléter leur état d'esprit ? Au fond, l'enjeu politique, par ces temps de virus de toute nature, de prise de conscience de la finitude humaine et de l'incertitude historique, n'est pas tant de résister, que de savoir et d'avoir la volonté d'introduire des moments de rupture ou de bifurcation. Le sentiment de tragique, la prise de conscience de la gravité du présent et que le pire n'est pas à exclure devrait inviter à l'action.

Refuser de se complaire en un *Homo Resignatus* vaut aussi pour ce phénomène qui pour la première fois depuis plus de 20 ans a augmenté dans le monde en 2020 : le taux d'extrême pauvreté, sous l'effet apparemment des conséquences aggravantes de la pandémie de COVID-19 sur la réduction de la pauvreté, déjà freinée ou empêchée par les conflits et le changement climatique. Selon les organisations internationales (Nations Unies, ONG, Banque Mondiale) quelque 100 millions de personnes supplémentaires vivent désormais dans la pauvreté en raison de la pandémie. Sachant qu'en 2018, quatre personnes sur cinq sous le seuil international de pauvreté vivaient en milieu rural.

En France, selon l'*Observatoire des Inégalités*, on compterait 5,2 millions de pauvres (si l'on fixe le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian), voire 9,2 millions (si l'on utilise le seuil de 60 %, selon les données 2019 de l'Insee). Dans le premier cas, le taux de pauvreté (la part de personnes pauvres dans la population) est de 8,2 % et dans le second, de 14,6 %. « *La crise économique déclenchée par la pandémie est inédite : la richesse produite a reculé de 8 % en 2020. Selon les premières estimations de l'Insee, la protection sociale, le dispositif d'activité partielle, ainsi que des primes destinées aux allocataires de minimas sociaux, ont globalement joué leur rôle d'amortisseur pour les revenus des ménages et évité une aggravation de la pauvreté.* » C'est autant de pauvres de trop. Les Français qui ont tendance à se laisser hanter par le sentiment de déclin, à être dans le déni des succès de leur pays, sous-estimant ses performances (Etat, inégalités, système de santé, redistribution, fractures territoriales, classe moyenne), souvent de bonne ou d'assez facture comparativement avec les autres pays (européens notamment) - ce qui ne veut pas dire qu'il faille s'interdire de les améliorer - devraient être hantés par la question de la pauvreté, inacceptable au XXIème siècle.

« *Les exaspérés sont ainsi, ils jaillissent un beau jour de la tête des peuples comme les fantômes sortent des murs.* » C'est le message somme toute assez universel porté par le personnage de Thomas Muntzer, saisi par la colère des multiples révoltes qui ont marqué l'Europe du Nord vers la fin du Moyen Âge, dans le livre d'**Eric Vuillard** (29), *La Guerre des pauvres*. « *La plèbe se cabre* », ce qu'elle veut est simple : « *Aux paysans le foin, aux ouvriers le charbon, aux terrassiers la poussière et à nous les mots, les mots qui sont une autre convulsion des choses.* » Un message loin des discours empreints d'écologie « bondagière » qui délivrent la promesse d'une société pastorale et ne nourrissent que l'érotisme des Bobos des villes et l'excitation de militants écolo-bolchéviques qui heureusement ne sont pas majoritaires dans le pays. Nous devrions - et les dirigeants également - lire Eric Vuillard.

L'écrivain magnifique **Jim Harrison**, qui connut la pauvreté, hédoniste mélancolique et écologiste sensible, qui a passé le plus clair de sa vie en eau profonde, qui tenait la vie comme « *une expérience proche de la mort* », se fichait comme d'une guigne du sexe des mots comme du sexe des anges, fut follement amoureux de ses multiples plaisirs, souvent excessivement, comme du monde sauvage dont il vénérât la sensualité ; « Big Jim » goûtait la beauté des

grands espaces et des grands lacs ; la patience et le courage des femmes ; la France, pour sa cuisine et ses dives bouteilles ; la soyeuse Romanée-Conti et le veau aux morilles. Côté liquides, il n'était pas exclusif : il se régalaient pareillement d'un Bandol du Domaine Tempier, d'un Bouzeron blanc, d'un Bourgogne blanc La Cadette, d'un Gigondas du Domaine de Cayron, d'un Collioure du Domaine de la Tour Vieille, d'un Côtes-du-Rhône ou de vins de pays ! Sans aucune illusion sur ses excès de table, ses travers et ceux de l'humanité, croquant jusqu'à la fin dans une vie pleine de plaisirs et de douleurs. A mille lieux de la culture victimaire. Il savait, comme Michel Serres, que « *ça pourrait être pire après* ». Dans ses mémoires intitulées *En marge*, il cite un proverbe qu'il tient de la nation Sioux, qui en dit long sur son extrême lucidité, et éclaire singulièrement face au défi climatique actuel, à la vanité de l'ambition et au trop grand aveuglement de l'humanité : « *Seule la terre est éternelle* » (30).

N.B : ce rapport a été préparé par Dominique Lévêque, secrétaire général

Notes

(1) Grand nom de la littérature américaine, Jim Harrison, « Big Jim » (1937-2016), également poète, essayiste, nouvelliste et scénariste, épïcure, membre de l'académie américaine des arts et des lettres, était un éternel émerveillé devant la nature. Il est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages, dont entre autres *Wolf*, 1971 ; *A Good Day to Die* (« Un bon jour pour mourir »), 1973 ; *Farmer* (« Nord-Michigan »), 1976 ; *Legends of the Fall* (« Légendes d'automne ») 1979 ; *Dalva*, 1988 ; *The Great Leader : a faux mystery* (« Grand maître : faux roman policier »), 2011 ; *The River Swimmer* (« Nageur de rivière. »), 2014 ; *The Big Seven* (« Péchés capitaux »), 2015 ; *The Ancient Minstrel* (« Le vieux saltimbanque »), 2016 ; *A Really Big Lunch : The Roving Gourmand on Life and Good* (« Un sacré gueuleton - Manger, boire et vivre »), 2017 ; *The Search for the Genuine : Selected Nonfiction 1970-2015* (« La recherche de l'authentique - l'amour, l'esprit, la littérature »), 2021. Il est décédé le 26 mars 2016 dans sa maison de Patagonia en Arizona.

(2) Philosophe, écrivain et critique d'art allemand, Walter Benjamin n'a pas peu contribué à la vie intellectuelle française dans les années 30, il fut de ceux qui tentèrent de réenchanter la gauche. « Rompant avec la rationalité sèche du socialisme scientifique à l'ancienne, il fut l'un des premiers à comprendre que la culture, la technique, les objets étaient des champs de bataille pour l'émancipation des « vaincus de l'histoire » et non de simples sous-produits des rapports de production. » (Nicolas Weill, *Le Monde*, 13-03-2014).

(3) Renée Fregosi est philosophe et politologue. Enseignant-chercheur à l'IHEAL (Institut des hautes études de l'Amérique latine), directrice de recherche en Science politique à l'Université Paris-Sorbonne-Nouvelle (jusqu'en 2020). membre de l'Observatoire du décolonialisme.
Derniers ouvrages parus : *Comment je n'ai pas fait carrière au PS. La social-démocratie empêchée* (Ed. Balland, 2021) ; *Le bêtiser du laïco-sceptique*, avec Nathalie Heinich, Virginie Tournay et Jean-Pierre Sakoun. Dessins de Xavier Gorce (Ed. Minerve, 2021) ; *Français encore un effort... pour rester laïques !* (Ed. L'Harmattan, 2019) ; *Les nouveaux autoritaires. Justiciers, censeurs et autocrates* (éd. du Moment 2016)...

(4) Thierry Libaert professeur des universités, est président du conseil scientifique du PRé et membre du conseil des membres ; président de l'Académie des controverses et de la communication sensible (ACCS), membre du conseil scientifique du Earth & Life Institute (UCLouvain, Belgique), administrateur de l'Institut des futurs souhaitables, et conseiller au Comité économique et social européen où il mène un travail déterminant, particulièrement investi sur les nouvelles modalités économiques et démocratiques de la transition écologique. Il fut membre du Conseil d'Orientation des Consultations Citoyennes sur l'Europe mis en place pour accompagner le processus en 2018. Auteur de plusieurs rapports dont le dernier « Publicité et transition écologique » a été remis en juin 2020 à la ministre de la Transition écologique et solidaire.
Derniers ouvrages parus : *Des Vents porteurs - Comment mobiliser (enfin) pour la planète* (Ed. le Pommier, collec Essais, manifestes, 16 septembre 2020) ; *Quelles sciences pour le monde à venir ?* Sous la direction d'Alain Grandjean et Thierry Libaert (Odile Jacob, novembre 2020) ; *La communication de crise* (Dunod, février 2020, 5eme édition d'un livre paru en 2001).

(5) Gaël Giraud, mathématicien, économiste, spécialisé dans la théorie de l'équilibre général, la théorie des jeux, la finance et les questions énergétiques, est directeur de recherche au CNRS; fondateur et directeur du programme de justice environnementale de l'université de Georgetown (Etats-Unis). Ses travaux de recherche portent, d'une part, sur l'interaction entre sciences politiques, macro-économie et environnement, de l'autre, sur la théologie politique. De 2015 à 2019, il fut Chef économiste de l'AFD (Agence française de développement, directeur exécutif du département

Innovation, recherche, Connaissances). Il préside l'Institut Rousseau, un think tank qu'il a fondé en 2020. Membre du centre de recherche et d'action sociales (Ceras) fondée par la Compagnie de Jésus (Gaël Giraud est prêtre jésuite), il tient une chronique sur l'actualité économique et financière dans la revue *Projet*.

Derniers ouvrages parus : *Composer un monde en commun - une théologie politique de l'Anthropocène*, thèse en théologie (Seuil, 2021) ; *L'Economie à venir — conversations entre Gaël Giraud et Felwine Sarr*, (Les Liens qui libèrent, 2021) ; *Verso un mondo post-crescita* (Piemme/EMI, Milan, 2021).

(6) Olivier Ryckewaert est un spécialiste de la gestion des collectivités, promoteur de la culture du design, praticien conseiller et formateur en innovation publique. Egalement animateur MOOC innovation publique du CNFPT. Il fut auparavant directeur PRI Design'in Pays de Loire, membre de la direction générale des services de la Région, et collaborateur du Président Jacques Auxiette. Fondateur - a.m.o. / o.r (assistance à Maitrise d'Ouvrage). Olivier Ryckewaert est un contributeur du PRÉ.

(7) « Biodiversité, responsabilité, réceptivité. Comment passer de la prise de conscience individuelle à la mobilisation collective ? », Pierre-Olivier Monteil (*VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*)

(8) Dan C Esty, professeur de droit et de politique environnementale à l'Université de Yale est directeur du Yale Center for Law and Environmental Policy et administrateur du Center for Business and the Environment à l'Université de Yale qu'il a fondé en 2006. Ancien Commissaire à l'énergie et à la protection de l'environnement pour l'État américain du Connecticut, il fut le *missi dominici* Climat, Environnement, Economie verte du président Barack Obama et négociateur US dans les sommets internationaux, après avoir été son conseiller lors de la Présidentielle de 2008 sur les questions énergétiques et environnementales au sein de l'équipe de campagne, puis au sein de l'équipe de « transition présidentielle » (mars 2007-janvier 2009). Dan ESTY est non seulement un fin connaisseur des enjeux écologiques, mais aussi un précurseur dans le débat d'idées et dans les propositions concrètes. Il est l'un des principaux promoteurs de la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement (OME). Une idée qui n'est certes pas neuve puisqu'elle date de 1972 (Conférence de Stockholm), qui fut adoptée par la France en 2011 à l'occasion de la réunion des ministres de l'environnement organisée par l'ONU à Nairobi (Kenya), mais qui peine à avancer, et qu'il n'a de cesse de porter. Dan Esty est aussi celui qui a converti l'OMC à l'idée de justice environnementale après avoir été à l'origine, dès 1994, du débat et du lien à établir entre commerce et environnement (Cf. son livre "*Greening the GATT*" - Comment verdir le GATT).

Derniers ouvrages parus : *Values at Work: Sustainable Investing and ESG Reporting* (edited with Todd Cort), NewYork: Palgrave Macmillan (forthcoming Fall 2020) ; *A Better Planet: 40 Big Ideas for a Sustainable Future* (editor, New Haven : Yale University Press (2019).

(9) Corinne Le Quéré, climatologue franco-canadienne, professeure de sciences du changement climatique et de la politique à l'université d'East Anglia, est la présidente du Haut conseil pour le Climat (créé en mai 2019). Elle est aussi membre de l'Académie des Sciences du Royaume-Uni et siège au sein du 'Committee on Climate Change'. Corinne Le Quéré a initié le 'global carbon budget', elle a dirigé le centre Tyndall sur les Changements climatiques (Tyndall Centre for Climate Change Research) et a été auteure du Groupe Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

(10) Pierre Bauby, spécialiste des services publics et de l'action publique en Europe, enseignant et chercheur en sciences politiques, est directeur de l'Observatoire de l'action publique de la Fondation Jean Jaurès. Ancien ingénieur économiste au sein du service des études économiques d'EDF où il a présidé l'Observatoire « Electricité et sociétés ». Dernier ouvrage paru : *Service public, services publics* (la Documentation française, 2011 (2e édition 2016).

(11) Lucas Chancel, économiste, est co-directeur du « Laboratoire sur les inégalités mondiales » à l'Ecole d'Economie de Paris (PSE). Il est également chercheur associé à PSE et à l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI), ainsi que conseiller sénior à l'Observatoire Européen de la fiscalité et professeur affilié à Sciences Po.

Derniers ouvrages parus : *Insoutenables inégalités: Pour une justice sociale et environnementale* (Les Petits Matins, nouvelle édition 2021) ; *Unsustainable Inequalities : Social Justice and the Environment* (Harvard University Press, 2020) ; *Rapport sur les inégalités mondiales 2018*, avec F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez, G. Zucman (Harvard University Press, 2018).

(12) Léo Hamon, dans un article intitulé « Du référendum à la démocratie continue », in *Revue française de science politique*, N° 4-5, août 1984 (pp. 1084 – 1101), titrée « La Constitution de la Cinquième république ». Léo Hamon, Léo Goldenberg (1908-1993) naît à Paris, suite au départ de ses parents exilés russes (amis de Rosa Luxemburg), de Saint-Petersbourg pour l'Allemagne puis la France, après la révolution de 1905. Juriste, avocat, à la Cour d'Appel de Paris, à partir de 1930, secrétaire d'un avocat au Conseil d'Etat, il s'intéresse au mouvement des idées et à l'action politique. Proche de la gauche, il rejoint la Résistance, devient responsable du mouvement Combat, de l'action ouvrière pour la région du Languedoc, puis rejoint le Comité d'action contre la déportation (CAD) ; il devient par la suite responsable de Ceux de la Résistance (CDLR) pour la région parisienne et siège au Comité parisien de Libération dont il sera vice-président. Membre de l'Assemblée consultative provisoire comme représentant du Mouvement

républicain populaire (MRP), conseiller de Paris et sénateur de la Seine, il rejoint en 1959 à l'Union démocratique du travail (UDT), mouvement gaulliste de gauche qui s'alliera avec l'Union pour la nouvelle République (UNR), puis en 1967, l'Union des démocrates pour la République (UDR) et sera élu député de la 4e circonscription de l'Essonne en 1968. Léo Hamon est appelé par la suite à rejoindre le gouvernement Chaban-Delmas et fonde le club Initiative républicaine-socialiste, scellant son engagement en tant que « gaulliste de gauche ». Il se rapproche en 1993 du Mouvement des citoyens (MDC) de Jean-Pierre Chevènement.

Auteur de nombreux articles et d'ouvrages dont notamment *Du jansénisme à la laïcité* (Ed. La Maison des Sciences de l'Homme, 1995) ; *L'élection du chef de l'Etat en France : De Hugues Capet à nos jours*, avec Guy Lobrion (Ed. Beauchesne, 1997) ; *Notes et chroniques sur le Conseil constitutionnel* (Dalloz, 2021).

(13) Guillaume Vuilletet est député du Val d'Oise (depuis 2017). Auteur du rapport sur la lutte contre l'habitat indigne (remis au 1er Ministre en octobre 2019). Il est également, entre autres, l'auteur d'une proposition de loi relative à la protection des victimes de violences commises au sein du couple ou de la famille par un dispositif électronique anti-rapprochement (Proposition de loi n° 2224, 11 septembre 2019). Membre de plusieurs commissions parlementaires : Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République; Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique; Commission d'enquête sur les obstacles à l'indépendance du pouvoir judiciaire. Egalement de Missions d'information : Mission d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie; Mission d'information sur les fichiers mis à la disposition des forces de sécurité. Directeur adjt de campagne de Jean-Pierre Chevènement (dont il fut un collaborateur Place Beauvau) lors de la présidentielle de 2002, puis responsable de la cellule « Veille & Riposte » dans l'équipe de campagne de la candidate écologiste lors de la présidentielle de 2012, il co-fonde en sept 2015 le Parti écologiste (LPE). Guillaume Vuilletet est co-fondateur du PRé, président d'honneur.

(14) Jürgen Habermas (né en 1929), considéré comme l'un des plus grands philosophes de notre temps, théoricien de la démocratie et penseur de l'éthique de la discussion, a publié dernièrement *Une histoire de la philosophie*. Tome I. *La constellation occidentale de la foi et de la raison* (Auch eine Geschichte der Philosophie. Band I. Die okzidentale Konstellation von Glauben und Wissen) (Gallimard, « NRF essais »). Europhile, défenseur du parlementarisme, du principe de discussion et de la démocratie libérale, cet héritier de l'Ecole de Francfort a énormément pensé la question des conditions qui rendent la communication rationnelle préférable à l'usage de la violence. Il a aussi beaucoup interrogé les «promesses non tenues de la modernité» pour mieux cerner les moments où celle-ci déraile. Habermas a publié de nombreux ouvrages dont *La Constitution de l'Europe* (Gallimard, 2012).

(15) Serge Audier, philosophe, maître de conférences en philosophie morale et politique à la Sorbonne (Paris IV) est l'auteur de *L'âge productiviste, hégémonie prométhéenne, brèche et alternatives écologiques* (éditions La Découverte, 2019), *la Société écologique et ses ennemis* (2017). Il a également publié, entre autres, *Léon Bourgeois : fonder la solidarité* (Michalon, 2007) et *Les théories de la république* (La Découverte, 2004),

(16) Eloi Laurent est économiste senior à l'OFCE et enseigne à l'École de management et d'innovation de Sciences Po Paris, à Ponts ParisTech et à la Stanford University. Il est l'auteur de *Social-écologie - contre l'écolo-scepticisme et l'écolo-fatalisme !* (Flammarion, 2011) où il s'intéresse à l'impact de la pauvreté sur la soutenabilité des territoires, le lien entre inégalités de revenu, la question de la qualité des politiques environnementales et qualité de l'environnement, ce que pourrait être une démocratie écologique, ainsi qu'une politique social-écologique pour réduire les inégalités.

Derniers ouvrages parus : *Et si la santé guidait le monde ?* (Les Liens qui libèrent, 2020) ; *Economie de la confiance* (La découverte, 2019) ; *Les enjeux de la mondialisation*, avec Agnès Bénassy-Quéré, Christian Chavagneux, Dominique Plihon, Michel Rainelli (La Découverte, 2019) ; *Nos Mythologies Économiques* (éditions Les Liens qui libèrent, 2016).

(17) Philippe Corcuff, sociologue, politiste, enseignant-chercheur, est maître de conférences de science politique à l'Institut d'études politiques de Lyon, HDR en Sciences Sociales à l'Université Paris Descartes et membre du laboratoire CERLIS (Centre de recherche sur les liens sociaux, université Paris Descartes/CNRS). Co-directeur (avec Guy Walter) de la collection « Grands débats : Mode d'emploi » des Presses Universitaires de Lyon dont l'ambition est de mettre à disposition des citoyens les analyses de figures françaises et internationales de la pensée contemporaine dans une logique de dialogue transdisciplinaire, après avoir co-dirigé la collection « Petite Encyclopédie Critique » des éditions Textuel (Paris). Co-animateur des universités populaires de Lyon et de Nîmes, Philippe Corcuff est engagé dans l'émergence d'une politique d'émancipation, et a commencé son parcours entre la sociologie critique de Bourdieu et la sociologie pragmatique de Boltanski et Thévenot, avec un « background » marxiste, en explorant les terrains du syndicalisme et de l'action publique. Puis il s'est orienté vers le domaine des sociologies de l'individu et de l'individualisme en explorant une théorie générale sur la place des individualités dans les sociétés individualistes et capitalistes contemporaines, associant sociologie empirique, relationnalisme méthodologique (en termes de relations sociales), théories sociologiques de l'individualisation moderne et contemporaine dans l'aire occidentale, anthropologies philosophiques (en amont) et philosophie politique (en aval). Il est attaché au perfectionnisme démocratique, à l'expérimentation et à une démarche pragmatiste permettant de sortir des certitudes idéologiques et des schémas politiques traditionnels.

Dans *La Grande Confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées* (éd. Textuel, collection "Petite Encyclopédie Critique", 2021), il s'emploie à faire prendre conscience des pièges confusionnistes et de ce qu'il considère comme l'extrême droitisation politique en cours, comme du risque de voir la confusion des idées faire système. Les dégâts peuvent se constater tous azimuts, à des degrés divers, jusque dans l'ultra-gauche (Cf. le *Manifeste conspirationniste* - attribué à Julien Coupat, cerveau présumé du "groupe de Tarnac" - qui fait de la syndémie de la Covid l'acmé d'un complot néolibéral à l'oeuvre depuis la guerre froide. Philippe Corcuff est l'auteur de nombreux ouvrages et de très nombreux articles, notes critiques et autres communications.

Derniers livres parus : *Individualidades, común y utopía. Crítica libertaria del populismo de izquierda*, préface de José Luis Moreno Pestaña, traduction et révision en langue espagnole de David J. Domínguez et Mario Domínguez (Madrid, Dado Ediciones, colección "Disonancias", 2020) ; *Théories sociologiques contemporaines. France, 1980-2019* (Paris, Armand Colin, collection "Cursus", 2019) ; *Spiritualités et engagements dans la cité. Dialogue entre un musulman critique, un agnostique anarchiste, un catholique libertaire et une romancière*, avec Jérôme Alexandre, Haoues Seniguer et Isabelle Sorente) (Le Bord de l'eau, 2018).

(18) John Dewey (1859-1952), psychologue, philosophe, éducateur, critique social et activiste politique américain, est né à Burlington, dans le Vermont. Dewey obtient son diplôme de l'Université du Vermont en 1879 et son doctorat de l'Université Johns Hopkins en 1884. Il a commencé sa carrière à l'Université du Michigan, où il a enseigné de 1884 à 1888 et 1889-1894, également pendant un an à l'Université du Minnesota en 1888. En 1894, il devient président du département de philosophie, de psychologie et de pédagogie de l'Université de Chicago. En 1899, John Dewey est élu président de l'American Psychological Association et, en 1905, il devient président de l'American Philosophical Association. Dewey enseigna à la Columbia University de 1905 jusqu'à sa retraite en 1929 et occasionnellement comme professeur émérite jusqu'en 1939. Pendant ses années à Columbia, il parcourut le monde comme philosophe, théoricien social et politique et consultant en éducation. Parmi ses principaux voyages figurent ses conférences au Japon et en Chine de 1919 à 1921, sa visite en Turquie en 1924 pour recommander la politique éducative, et une tournée des écoles en URSS en 1928. Bien sûr, Dewey s'intéressait particulièrement aux questions sociales. Il s'exprimait ouvertement sur l'éducation, la politique intérieure et internationale et de nombreux mouvements sociaux. Parmi les nombreuses préoccupations qui ont attiré l'appui de Dewey figuraient le suffrage des femmes, l'éducation progressiste, les droits des éducateurs, le mouvement humaniste et la paix dans le monde. Dans « Reality as Experience » (the collected works of John Dewey, Middle Works : volume 3, 1930- 1906. © 1977 by the Board of Trustees, Southern Illinois University), John Dewey nous prévient qu'« Il faut prendre soin des conséquences, veiller à elles ». L'ensemble constitué de l'action et des conséquences étant une *expérience*. « Ce rapport étroit entre faire, souffrir et subir forme ce que l'on appelle expérience. ». Dewey est un philosophe *pragmatiste* au sens où il ne répugne pas à se confronter à la réalité, y compris ses aspects les plus rugueux. C'est en ce sens que l'on parle du pragmatisme de John Dewey comme d'un expérimentalisme. L'un des (rares) derniers ouvrages de Dewey traduits en français est *Ethique (Ethics, 1908)*, avec James Hayden Tufts (Gallimard, novembre 2021).

(19) Pierre Joseph Proudhon (1809-1865), " le penseur le plus hardi du socialisme français " (selon les premiers mots de Marx lui-même !), partisan du fédéralisme et du mutuellisme social, est de ceux vers lesquels il est parfois bon, fructueux de revenir, car il peut nous aider à engendrer la société de demain. Considéré comme « le père de l'anarchie », se revendiquant lui-même anarchiste, on lui doit, en quelque sorte, le mot anarchie qu'il écrivait le plus souvent anarchie, indiquant ainsi qu'il refusait tout pouvoir qui se croit au-dessus du droit : il désigne l'ordre qui naît directement de la liberté et de la justice : " *Je suis révolutionnaire et non bousculeur* ", écrivait-il à Marx. Proudhon s'intéresse avant tout à la dignité de la personne humaine, à son développement intellectuel et moral. En ce sens l'idéalisme proudhonien a paru souvent contraire au matérialisme marxiste. On lui doit entre autres ; *Qu'est-ce que la propriété ? ou Recherche sur le principe du Droit et du Gouvernement* (Paris, 1840), *De la Création de l'Ordre dans l'Humanité* (1843), *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère* (1846)

(20) Sanjay Subrahmanyam dans un entretien La Croix du 3 mars 2021). Sanjay Subrahmanyam a enseigné à la Delhi School of Economics, puis à l'EHESS (Paris), à l'université d'Oxford et depuis 2004 à UCLA (Los Angeles). Membre de l'American Academy of Arts and Sciences, Fellow de la British Academy.

(21) Michael Löwy, sociologue et philosophe franco-brésilien, dans un entretien à *Témoignage Chrétien*. Michael Löwy est directeur de recherche émérite au CNRS. Médaille d'argent du CNRS pour son travail (1994). Membre de la LCR. Proche du philosophe Daniel Bensaïd, « intellectuel organique » de la LCR, décédé en 2010 (co-auteur avec lui de « *Auguste Blanqui, communiste hérétique* » en 2006 pour un livre sur les socialistes du 19e siècle en France, organisé par Philippe Corcuff et Alain Maillard). Auteur de très nombreux ouvrages, Il a notamment publié *Écosocialisme* (« Les Petits Libres », Mille et une nuits, 2011) et plus récemment *La Comète incandescente. Romantisme, surréalisme, subversion* (Éditions Le Retrait, 2020).

(22) David Graeber dans un article paru dans la revue *In These Times* (du 21-08-2001) sous le titre « Give it away ». L'anthropologue américain, connu pour ses essais anticapitalistes *Bureaucratie* et *Bullshit jobs* est l'auteur avec l'archéologue David Wengrow (University College de Londres) de *Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité* (Les Liens qui libèrent, nov. 2021), sur les origines de l'agriculture, de l'Etat, des villes, des inégalités.

(23) <https://www.pourunerepubliqueecologique.org/2020/04/28/le-monde-d-apres-c-est-maintenant-pr%C3%A9sent%C3%A9-par-dominique-l%C3%A9v%C3%A8que-et-stanislas-hubert/>

(24) Henri Desroche (1914-1994), entretien au journal *Le Monde* (11-05-1981). Henri Desroches, historien et sociologue, spécialiste du mouvement coopératif, théoricien de l'économie sociale, sociologue des religions, chercheur au CNRS, qui avait une âme d'éducateur, était dominicain (il fut cependant amené à quitter l'Ordre, suite à la publication en 1949 de son livre *Signification du marxisme*), fut directeur d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE), et fondateur directeur du Collège coopératif de Paris (créé en 1959). Connu pour son anti-dogmatisme, pour être un « passeur de frontières », Il est l'auteur de nombreux livres sur « l'imagination instituante ». Il a animé l'Université coopérative internationale. Il publia une quarantaine d'ouvrages, souvent interdisciplinaires, et autant d'ouvrages collectifs dans ses trois domaines de prédilection, l'éducatif, le religieux et le sociologique. Auteur notamment de *Paul Claudel, poète de l'amour* (Editions Du Cerf, Coll : Le coeur et la croix, 1945) ; *Dieux d'hommes* (Berg international, 1969) ; *Les Dieux rêvés. Théisme et athéisme en utopie* (Éditions Desclée, 1972) ; *Le Projet coopératif. Son utopie et sa pratique, Ses appareils et ses réseaux. Ses espérances et ses déconvenues* (Éditions Ouvrières, 1976) ; *Charles Gide (1847-1932). Trois étapes d'une créativité* (CIEM, 1982) ; « Humanismes et Utopies », dans *Histoire des Mœurs*, tome III (Éditions Gallimard, Bibliothèque de La Pléiade, 1991) (tome III) ; *Histoire d'économies sociales. D'un Tiers État aux Tiers secteurs* (1791-1991), (Éditions Syros-Alternatives, 1991) ; *Mémoires d'un faiseur de livres : entretiens et correspondances avec Thierry Paquot* (Lieu Commun, 1992).

(25) Peter Sloterdijk, entretien dans l'Obs du 29-06-2017. Peter Sloterdijk, ancien recteur de la 'Hochschule für Gestaltung de Karlsruhe', philosophe et essayiste, partage avec Jürgen Habermas le devant de la scène intellectuelle allemande. Tandis que le second développe une théorie de la démocratie, le second est beaucoup plus provocateur, assez clivant et pour tout dire plus nietzschéen. Sa marque de fabrique est de mettre en perspective les événements contemporains et l'histoire longue. Pour Peter Sloterdijk, les événements politiques sont le fruit du passé et du présent. En cela, les peuples sont héritiers de leur histoire mais également responsables de leur futur. Auteur notamment de *Après nous le déluge. Les Temps modernes comme expérience antigénéalogique*, « Die schrecklichen Kinder der Neuzeit » (Payot, coll. « Essais Payot », 2016).

(26) Essai sur l'inégalité des races humaines (1853-1855), Joseph-Arthur de Gobineau (1816-1882) (Œuvres, Tome I, Paris, Éditions Gallimard, collection La Pléiade. Lettres brésiliennes, Paris, Les éditions Delta, 1969).

(27) « En 2024, le premier Manifeste du Surréalisme aura 100 ans. Vieux centenaire moribond ou eau de vie cent ans d'âge à réveiller la jeunesse du monde qui n'attend pas le nombre des années ? Là est la question » s'interroge Laurent Doucet, poète, professeur de Lettres, histoire et géographie, président de l'association *La rose impossible* (créée en 2014) qui gère la Maison André Breton (MAB) à Saint-Cirq-Lapopie, en Quercy, dans le Lot, le village où le fondateur du Surréalisme passa ses étés de 1951 à 1966, qu'il décrit, dans le livre d'or de la commune, comme une « rose impossible dans la nuit ». Laurent Doucet va publier en 2022 *Biens essentiels* (éditeur La Rumeur libre, collection Pépites), après *A coney island in my eyes*, bilingue français-anglais avec des photos de Philippe Fontalba (Éditions Black Out, 2020). Contributeur du PRé, Laurent Doucet n'a de cesse d'interroger l'actualité du surréalisme.

Tout comme Timothy Adès, poète traducteur britannique, spécialiste de la versification, des rimes et des mètres, en français, espagnol, allemand et grec. Lauréat des Prix John Dryden et TLS Premio Valle-Inclán, Timothy Adès, membre du conseil scientifique du PRé, écologiste pétitionnaire et pas seulement, est spécialiste entre autres de Victor Hugo, Robert Desnos, Jean Cassou, Alberto Arvelo Torrealba, du poète vénézuélien des Plaines, du mexicain Alfonso Reyes, de Bertold Brecht et de Sikelian. Il a réécrit les Sonnets de Shakespeare en évitant la lettre e et a écrit une longue poésie n'utilisant aucune voyelle, sauf le e. Il a publié en 2019 *Alfonso Reyes, Miracle of Mexico* (Shearsman Books), Bilingual Spanish/English après *Robert Desnos, Surrealist, Lover, Resistant* (Arc publication, 2017). Plus encore son épouse Dawn Adès, historienne d'art, professeur émérite d'histoire et de théorie de l'art (Université d'Essex), spécialiste internationalement reconnue du mouvement surréalisme, auteure de très nombreux ouvrages et articles, commissaire de non moins nombreuses expositions.

Citons également Carole Aurouet, enseignante en études cinématographiques à l'université Gustave Eiffel (Paris), amie contributrice du PRé, docteur en littérature et civilisation françaises, spécialiste de Jacques Prévert dont les centres d'intérêt vont jusqu'au groupe Octobre, aux relations qu'entretiennent la littérature et le cinéma, à la « génétique scénaristique », ainsi qu'au surréalisme. Elle est la co-auteure des textes du catalogue de l'exposition récente *L'Invention du surréalisme* qui s'est tenue en cette année 2021 à Paris, à la BnF François Mitterrand. Carole Aurouet a publié de nombreux ouvrages dont un *Desnos y el cine* (coll. Luis Buñuel, Cine y vanguardias, 2018).

Essai sur l'inégalité des races humaines (1853-1855), Joseph-Arthur de Gobineau (1816-1882) (Œuvres, Tome I, Paris, Éditions Gallimard, collection La Pléiade. Lettres brésiliennes, Paris, Les éditions Delta, 1969)

(28) Claude Maillard-Chary dans « Le sentiment de nature chez les surréalistes » (in revue *L'homme et la société*, numéro thématique sur « Le rapport à la nature », 1999) note dans sa conclusion qu'« à l'inverse des priorités de l'humanisme contemporain, marqué en profondeur par l'existentialisme de l'après-guerre, l'engagement surréaliste ne concerne pas exclusivement l'homme et ses relations interpersonnelles et sociales, étroitement focalisées vers la réalisation d'une communauté de destin, mais aussi - ce n'est sans doute pas incompatible - la double relation homologique de transformation, affranchie de la tutelle religieuse, de l'homme dans la nature, de la nature dans

l'homme, solidairement reliés par l'expérimentation d'une communauté de désir. L'alternative à l'insularité criante de l'anthropologie occidentale contemporaine passe par la réévaluation, sans attendrissement sénile ni biologisme forcené, de la communication intérieure et extérieure avec l'animal, telle qu'elle peut se nouer et se dénouer merveilleusement dans la fluide réciprocité du premier bestiaire d'Eluard. Elle suppose que soient réunies les conditions d'un échange véritable, débarrassé de la crainte fantasmatique de s'y noyer : « j'espère que l'homme saura adopter à l'égard de la nature une attitude moins hagarde que celle qui consiste à passer de l'adoration à l'horreur. Que, tourné avec une curiosité d'autant plus grande vers elle, il parviendra à penser d'elle à peu près ce que pensait d'un de ses contemporains Goethe lorsqu'il disait : « *Ai-je pour Wieland de l'amour ou de la haine ? - Je ne sais. - Au fond je prends part à lui* ». (*L'Amour fou*, André Breton).

(29) *La Guerre des pauvres* d'Eric Vuillard (Actes Sud, 2019), lauréat du prix Goncourt de 2017 avec *L'ordre du jour*.

(30) *En Marge* (titre original : *Off to the Side*, 2002), autobiographie rabelaisienne de Jim Harrison (Editions Christian Bourgois, 2003, puis coll. 10/18). Notons qu'un long-métrage sur Jim Harrison, de François Busnel et Adrien Soland (produit par Rosebud Productions), devrait sortir en 2022.